

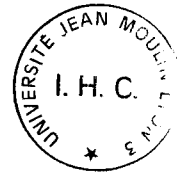
UNIVERSITE JEAN MOULIN - LYON III

Faculté de Lettres et Civilisations

-----

M E M O I R E D E M A I T R I S E

HISTOIRE



Présenté par Marcel-Nicolas HOURDOU

sous la direction de

M. Jacques GADILLE, Professeur

et de

M. Claude Prud'homme, Maître-assistant

-----

- Lyon, novembre 1986 -

VALENCE

"DE LA LIBERATION AU RETOUR AUX URNES "

(Août 1944 - octobre 1945)

Mes remerciements vont à M. R.Nicolas ainsi qu'à l'ensemble des membres des "Combattants volontaires de la Résistance", pour leur amabilité et leurs conseils; et à M. de St Prix pour sa correspondance.

Je tiens également à remercier le personnel des archives départementales pour son aide dans ce travail.

Je remercie M. Claude Prud'homme pour son aide et ses discussions fructueuses, et M. Jacques Gadille pour avoir bien voulu présider mon jury.

Liste des abréviations.

AD26: Archives Départementales de la Drôme.

CD: Cahier de Doléances.

CDL: Comité Départemental de Libération.

CEA: Commission d'Epuration Administrative.

CE: Comité d'Epuration.

CGA: Confédération Générale de l'Agriculture.

CI: Comité Insurrectionnel.

CLL: Comité Local de Libération.

CVR: Combattants Volontaires de la Résistance.

FFI: Forces Françaises de l'Interieur.

FTP: Francs Tireurs Partisans Français.

GMR: Groupes Mobiles de Réserve.

LVF: Légion des Volontaires Français.

MLN: Mouvement de Libération Nationale.

MP: Milices Patriotiques.

MUR: Mouvements Unis de la Résistance.

NAP: Noyautage de l'Administration Publique.

PPF: Parti Populaire Français.

SOL: Service d'Ordre Légionnaire.

## CHRONOLOGIE SUR LES EVENEMENTS DE LA RESISTANCE

- 6 juin 1944 : débarquement
- 3 juillet : Legrand devient chef d'état major
- 13 et 14 juillet : CDL à Die dans une atmosphère de ville libérée  
Y.Farge fait son premier discours
- 15 août : bombardement américain sur Valence
- 19 août : Premier contact entre Legrand et l'armée américaine de  
Butler.
- 24 août : Première attaque conduisant à un échec
- 25 août : Legrand accepte de fournir à Jo 67 mitraillettes et  
40 fusils
- 29 août : Explosion du train
- 30 et 31 août : Libération
- 4 septembre : fête de la république  
installation de l'administration civile
- 13 septembre : Institution de la cour martiale
- 16 septembre : première réunion du nouveau conseil
- 19 septembre : suppression des milices patriotiques

## SOMMAIRE

. <u>INTRODUCTION</u> .....p	12
.. SOURCES.....p	12
I ) description.....p	12
II ) Critiques.....p	13
.. JUSTIFICATION DU PLAN.....p	15
I ) limites chronologiques.....p	15
II ) Les différents chapitres.....p	15
. <u>PREMIER CHAPITRE</u> .....p	18
Valence à la veille de la libération	
I ) SITUATION MILITAIRE DANS LA DROME.....p	18
I ) Importance stratégique de cette région.....p	18
2 ) Legrand : un personnage.....p	20
3 ) Le maquis drômois.....p	21
II ) PRESENCE ENNEMIE DANS LA VILLE.....p	27
1 ) L'armée allemande et ses alliés italiens....p	27
2 ) Milice et collaboration à Valence.....p	30
3 ) L'administration vichyssoise.....p	30
III ) LA RESISTANCE VALENTINOISE A LA VEILLE DE LA LIBERATION.....p	32
1 ) Les responsables.....p	32
2 ) Objectifs du comité insurrectionnel.....p	33
3 ) Noyautage de l'administration publique NAP..p	34

IV ) VALENCE ET L'AMERIQUE.....p	36
1 ) Premier contact : bombardement du 15 août.....p	36
2 ) Résistants et Américains : rapports conflictuels.p	37
. <u>DEUXIEME CHAPITRE</u> .....p	41
Valence se libère	
I ) LES EVENEMENTS MILITAIRES DU 24 AOUT.....p	41
1 ) L'attaque.....p	41
2 ) L'attaque du 24 août selon le colonel Adams.....p	44
3 ) Situation à la veille du 30 août 1944.....p	44
II ) LE JOUR "J".....p	46
1 ) Présentation du plan insurrectionnel.....p	46
2 ) Attaque de Valence .....p	50
3 ) Découverte de l'Amérique.....p	56
III ) LES HOMMES CLE DE LA LIBERATION.....p	58
. ) M Buclon.....p	58
. ) M Alphantery.....p	58
. ) M de St Prix.....p	59
CONCLUSION.....p	60
. <u>TROISIEME CHAPITRE</u> .....p	62
L'épuration	
INTRODUCTION.....p	62
I ) PRESENTATION DES COMMISSIONS.....p	62
1 ) Les hommes.....p	62
2 ) La mise en marche du processus d'épuration.....p	65
3 ) Quels sont les moyens d'action.....p	69

II ) ANALYSE DE L'EPURATION VALENTINOISE ET DROMOISE.....p	72
1 ) Action du comité d'épuration.....p	72
2 ) Analyse des jugements d'épuration de la Drôme....p	74
III ) QUE RESTE-T-IL DE L'EPURATION ?.....p	79
1 ) Opinion publique.....p	79
2 ) Affaire Gailhard-Bancel.....p	81
CONCLUSION.....p	82
. <u>QUATRIEME CHAPITRE</u> .....p	85
Comité départemental de libération : CDL	
INTRODUCTION.....p	85
I ) LES STATUTS ET LES HOMMES DU CDL DE LA DROME.....p	85
1 ) Composition du CDL.....p	85
2 ) Les statuts.....p	91
3 ) Ambitions des dirigeants.....p	93
II ) VIE ET OEUVRE DU CDL.....p	93
1 ) Problème des "mille pattes".....p	93
2 ) Des débats animés.....p	97
. <u>CINQUIEME CHAPITRE</u> .....p	101
Ravitaillement et reconstruction	
I ) LES ORIGINES DU RAVITAILLEMENT.....p	101
1 ) Directives officielles.....p	101
2 ) Ravitaillement du Maquis.....p	105



II ) LA GESTION DU QUOTIDIEN.....p	107
1 ) Reconstruire vite et bien.....p	107
2 ) Ravitaillement.....p	109
3 ) Reconstruction économique.....p	112
4 ) Bilan de la reconstruction.....p	113
CONCLUSION.....p	115
. <u>SIXIEME CHAPITRE</u> .....p	117
Les états généraux	
INTRODUCTION.....p	117
I ) QUE DESIRE L'OPINION PUBLIQUE.....p	118
1 ) Le questionnaire.....p	118
2 ) Les réponses données.....p	118
3 ) Analyse.....p	125
II ) L'OPINION DES ORGANISATIONS DIRIGEANTES ET SYNDICALES.p	128
1 ) Les souhaits d'un CDL.....p	128
2 ) Les revendications professionnelles.....p	129
3 ) Cahiers de doléances des cheminots de Valence....p	130
III ) LE CAS CHALAMET.....p	133
CONCLUSION.....p	135
. <u>SEPTIEME CHAPITRE</u> .....p	137
Le retour de la politique	
INTRODUCTION.....p	137

I ) LES NOUVELLES AUTORITES LOCALES.....p	137
1 ) Quelle fut la part de l'initiative locale dans la mise en place des nouvelles autorités à la libération ?.....p	137
2 ) Le conseil municipal de Valence.....p	139
3 ) Activité du conseil municipal.....p	141
II ) LES RAPPORTS CLL ET CDL.....p	143
1 ) La composition du CLL de Valence.....p	143
2 ) Les relations CLL et CDL (étude chronologique)...p	144
3 ) Les comités locaux du département.....p	147
III ) LES RESISTANTS NOYES DANS LA LEGALITE.....p	150
1 ) Etrange affaire.....p	150
2 ) Une guerre larvée pour une normalisation.....p	152
. <u>CONCLUSION</u> .....p	156
1 ) Physionomie politique de la Drôme, une orientation politique très ancienne.....p	156
2 ) Les élections municipales.....p	158
3 ) Les élections cantonales.....p	161
. <u>ANNEXE</u> .....p	165
. <u>SOURCES</u> .....p	233
. <u>BIBLIOGRAPHIE</u> .....p	237

INTRODUCTION

## INTRODUCTION

Une étude préliminaire sur la presse de la résistance drômoise s'avérant insuffisante (1) pour ce mémoire, il nous a paru judicieux de réorienter nos recherches sur les événements qui conduisirent à la libération de Valence en prolongeant cette étude sur "l'après libération".

SourcesI ) Description.

Ce travail a pu être réalisé à partir de deux sources principales : des témoignages oraux recueillis au cours de plusieurs interviews (2), et à partir de documents conservés aux archives départementales à Valence.

Les principaux responsables de la libération sont regroupés au sein des CVR (3), dont un membre M R. Nicolas (4) a eu l'extrême gentillesse de me présenter à ses amis qui ont par la suite, toujours accepté de m'aider dans mes investigations, et chez qui j'ai toujours reçu un accueil chaleureux. Les récits de tous les participants ont été recueillis sur des cassettes que j'ai conservées (comme archives personnelles). Cette méthode de travail est utilisée avec leur accord.

(1) Peu de journaux sur cette période se trouvent aux archives départementales; de plus, beaucoup de sources sont incomplètes.

(2) Voir liste des interviews.

(3) CVR : Combattants Volontaires de la Résistance.

(4) M R. Nicolas n'a pas participé aux événements drômois. Il appartenait à l'époque à l'IS (Intelligence Service britannique).

La deuxième source à notre disposition se trouve aux archives départementales de la Drôme. C'est une somme de documents des plus variés et plus ou moins classés, dont une partie à été déposée par M V.Baume . Les éléments qui nous concernent directement sont répertoriés dans des boites appartenant à la série intitulée 9J (1). Cette collection (2) a un éventail très large sur les évènements de cette période. Nous avons également pu consulter aux A.D. plusieurs journaux qui, pour la plupart parurent au lendemain de la libération. Ces périodiques(3) sont évidemment d'un accès plus facile et à la disposition de tous.

## II ) Critiques.

Le classement des documents reste à réaliser. En effet, dans des boites aux intitulés pourtant différents, nous retrouvons souvent les mêmes thèmes. Certaines boites portent le titre "vrac" (4). Ainsi dans la boite 9J23 nous découvrons aussi bien le programme du conseil national de la résistance (CNR), que les statuts des comités départementaux de libération (CDL), et que la répartition du bois de chauffage de la Drôme. La recherche ne s'en trouve donc pas facilitée.

De plus, certaines boites contiennent toute une correspondance qui n'est pas classée, mais qui présente un certain intérêt puisqu'il s'agit notamment des interrogations et des plaintes des différentes communes du département auprès de la préfecture (5). Une telle étude demande avant tout un classement.

(1) Documents qui ne sont pas communicables (au grand public),

(2) Voir liste de la série 9J à notre disposition.

(3) Voir liste des journaux.

(4) Exemple des boites 9J15 9J19.

(5) Boites 9J11, 9J22, 9J15.

Nous ne pouvons pas non plus considérer que tous les documents existant sur cette période se trouvent aux A.D., loin de là... En effet, il n'est pas vain de se demander si certaines archives personnelles conservées encore aujourd'hui par des particuliers, ne pourraient pas avoir leurs copies aux A.D. à coté de la série 9J (1).

Enfin les ouvrages bibliographiques sur notre sujet sont inexistantes ou presque, toutes les séries de journaux ne sont pas complètes. Seul un mémoire de maîtrise de 1974 est disponible aux A.D. (2). Les témoignages oraux sont aussi à prendre avec précautions, le temps ayant fait son oeuvre. Les anciens résistants sont très conscients qu'ils peuvent aujourd'hui se tromper ou avoir oublié certains faits, après 42 ans cela paraît normal. Ils restent donc assez prudents, mais peut-être inconsciemment veulent-ils parfois se justifier, face à des mises en cause répétées contre certains faits de la résistance; accusations qui sont, à l'heure actuelle, présentées aux médias.

Nous n'avons pas non plus pu rencontrer toutes les personnes qui auraient pu nous aider (3). Certaines considéraient qu'elles ne pouvaient que répéter le témoignage d'un responsable mieux placé sans doutes (4). Enfin, le récit des FTP n'apparaît pas, car il s'est avéré impossible d'obtenir le nom d'un responsable de Valence qui aurait pu nous aider sur ce point précis de l'histoire.

- (1) Archives de la compagnie Pons, conservée par M Fie à Crest classées et conservées jalousement, mais sans doutes très intéressantes sur la vie d'une compagnie pendant l'occupation.
- (2) Les chrétiens dans la résistance drômoise.
- (3) Une liste plus longue est à notre disposition.
- (4) M Ladet m'a dit qu'il ne pourrait que répéter ce que M Marty m'avait dit puisqu'ils avaient tous les deux les mêmes documents.

## Justification du plan.

### I ) Limites chronologiques.

Août 1944 c'est le débarquement en Provence, et c'est la libération de Valence. C'est aussi le point de départ de notre étude, avec une étude évènementielle sur les journées des 30 et 31 août 1944, suivie d'une analyse de l'organisation et de la vie dans le département pendant la première année de la liberté.

Octobre 1945 (1) ce sont les élections où l'on demande aux citoyens de se prononcer sur la physionomie et le rôle de l'assemblée. C'est le référendum souhaité par le général de Gaulle, pour lequel ils doivent accepter ou refuser que l'assemblée soit une constituante. C'est une victoire pour le premier résistant français. Mais cette fin d'année 1945 paraît être la fin d'une époque pour la résistance intérieure. En effet, septembre 1945 c'est aussi la date des cantonales, dans la naissance d'un conseil général. Cela voulant dire en d'autres termes, la fin du comité départemental de libération; organe qui n'a plus de raisons de vivre avec ces élections qui désignent un conseil officiel et reconnu. La tâche du CDL étant à l'origine, toute provisoire. Cette date marque un point final à toutes les actions politiques et sociales des organes issus de la résistance et s'étant installés au pouvoir dans la Drôme le jour de la libération.

### II ) Les différents chapitres.

Ils sont au nombre de sept.

Le premier s'étend sur l'été 1944. Il présente la situation militaire et politique dans le département ainsi qu'à Valence tout en essayant de montrer l'ambiguïté de cette période trouble.

(1) 21/10/1945.

(2) 23 et 30 septembre 1945.

Le deuxième s'efforce de présenter la libération de la capitale drômoise avec l'aide américaine , mais surtout grâce à toute une organisation interne à la cité. Une libération s'est organisée et a été planifiée, même s'il y a de l'improvisation dans certains domaines.

Le troisième aborde le sujet toujours délicat de l'épuration. Analyse présentée dès le début des recherches car l'épuration devient vite un leitmotiv pour tous les autres problèmes, qu'ils soient moraux, sociaux ou politiques; on en revient très souvent à cette période dure de l'histoire valentinoise.

Le quatrième met en évidence la composition et le fonctionnement de l'organe dirigeant du département, c'est à dire le CDL. Cette étude a été réalisée grâce aux procès verbaux conservés aux archives départementales.

Le cinquième chapitre présente une image plus quotidienne de Valence libérée puisqu'il soulève le problème du ravitaillement et de la reconstruction d'une ville touchée sévèrement par les évènements militaires de l'été 1944.

Le sixième et avant-dernier chapitre évoque les aspirations des dirigeants et de la population drômoise, puisqu'il s'agit d'une analyse des réponses à un questionnaire préparant le département aux états généraux de juillet 1945, qui révèle les espoirs déçus de la résistance.

Le dernier chapitre met en évidence le retour à une vie politique que la résistance ne souhaitait sans doute pas, mais qui s'explique par un souci profond des dirigeants nationaux, de rétablir la légalité partout en France.

La conclusion avec les premières élections municipales et cantonales, traduit la normalisation de la vie politique dans le département à travers des organes reconnus par les dirigeants et et par Paris.



PREMIER CHAPITRE

VALENCE A LA VEILLE DE LA LIBERATION

## Valence à la veille de la libération

I ) La situation militaire dans la Drôme.

Le 6 juin 1944, les troupes anglo-américaines et françaises débarquent sur les côtes normandes. Le même jour, le commandant Pons (1) chef de la compagnie du même nom, opérait une distribution d'armes sur le champ de foire de la petite ville de Crest (2).

1 ) L'importance stratégique de cette région.

La Drôme peut être qualifiée de département "carrefour". Bordant la rive gauche du Rhône sur près de 110 kilomètres et s'étendant en profondeur vers l'est sur 60 kilomètres, la Drôme présente ainsi deux visages :

- Un étroit couloir le long de la vallée du Rhône où se situe la préfecture, à Valence.

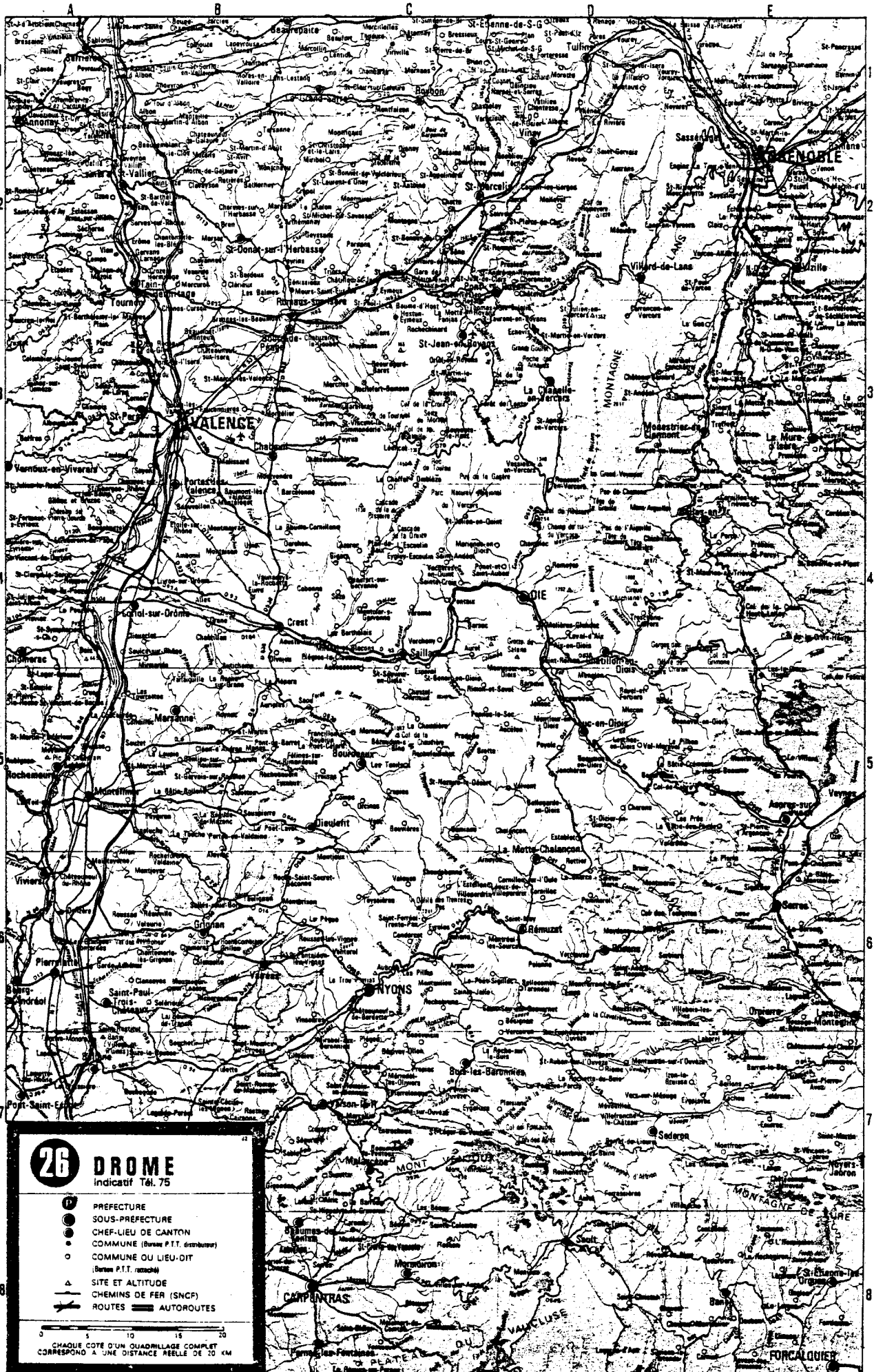
- Un vaste arrière pays de moyenne montagne.

Ce département représentait donc pour les occupants allemands une voie de passage convoitée; Valence constituant le centre actif de cette présence ennemie, puisque la préfecture drômoise se trouve être au croisement de la nationale 7 et de la nationale 532 qui conduit au Vercors.

C'est donc pour les allemands une position à défendre face à une résistance qui s'organise sous la direction du commandant Legrand.

(1) Pons (aujourd'hui décédé) dont les archives personnelles sont conservées par M Fie à Crest.

(2) Voir carte de la Drôme.



**26**

**DROME**  
Indicatif Tél. 75

- PREFECTURE
- SOUS-PREFECTURE
- CHEF-LIEU DE CANTON
- COMMUNE (Borne P.T.T. distributeur)
- COMMUNE OU LIEU-DIT (Borne P.T.T. rattaché)
- ▲ SITE ET ALTITUDE
- CHEMINS DE FER (SNCF)
- ROUTES — AUTOROUTES

0 5 10 15 20  
CHAQUE COTE D'UN QUADRILLAGE COMPLET  
CORRESPOND A UNE DISTANCE REELLE DE 10 KM

## 2 ) Legrand : un personnage.

On ne peut évoquer les combats drômois de l'été 1944, sans présenter le responsable du maquis, Legrand, dont la véritable identité est J.P. de Lassus St Geniès.

A ce moment de l'histoire, un retour en arrière s'impose : 1940 c'est la défaite et l'exode, le jeune St Cyrien de Lassus est alors lieutenant au 153° RIA à Chambéry où il commande une section d'éclaireurs-skieurs. L'armistice signée, il réunit ses hommes et leur tient un bref discours :

" Vous êtes libres mais moi, je ne sais pas encore comment, je continue."

C'est ainsi que pour cacher les hommes qui sont restés avec lui, ils s'engagent dans une entreprise exploitant une coupe de bois à Hotonnes dans l'ain. Nous sommes en décembre 1942. il reste malgré tout, encore très isolé et ce n'est qu'en Juillet 1943 qu'il rencontre par hasard son camarade de promotion H. Girousse, l'un des premiers chef de maquis de l'ain (1). Cette rencontre heureuse explique la présence de de Lassus à la tête de ses hommes au défilé d'Oyonnax en novembre 1943.

C'est le 3 juillet 1944 que nous retrouvons de Lassus nommé co-responsable des opérations militaires dans la Drôme sur une décision d'Alban Vistel. (2).

(1) Cf notes d'Alban Vistel : ancien chef régional de la résistance en Rhône-Alpes dans l'ouvrage de de Lassus.

(2) Voir page 18 "Combats pour le Vercors et pour la liberté" de de Lassus de St geniès . 2° édition 1984. Peuple libre, Valence.

3 ) Le maquis drômois.

Lorsqu'en février 1944 de Lassus arrive dans la Drôme, il rencontre le chef départemental FFI Hermine ( Drouot ). En ce mois de février, la situation est très claire puisque l'AS et les FTPF sont sous les ordres de Drouot(1). Dès lors et jusqu'en mai 1944, les effectifs humains peuvent être estimés à 150 hommes appartenant à l'AS et 400 autres appartenant aux FTP. L'organisation de ces hommes s'établit de la façon suivante : on divisa le département en trois secteurs (2), chaque secteur comprenant au départ un bataillon comptant lui même 5 à 6 compagnies. Ceci concernait en fait la zone nord contrôlée par l'AS. La zone sud était contrôlée par les groupes FTP mais l'organisation se révéla plus fragile selon de Lassus. Le poste de commandement (PC) se situait dans la zone centre, zone considérée comme la plus solide sur le plan militaire. Les responsables Hermine et Legrand pensent au début du mois de juin que le débarquement ne pouvait avoir lieu que vers le 15. Quelle ne fût pas leur surprise lorsqu'il apprirent au soir du 5 juin que la radio de Londres venait d'émettre à 14h15 le message codé annonçant la mise en place du plan vert (3).

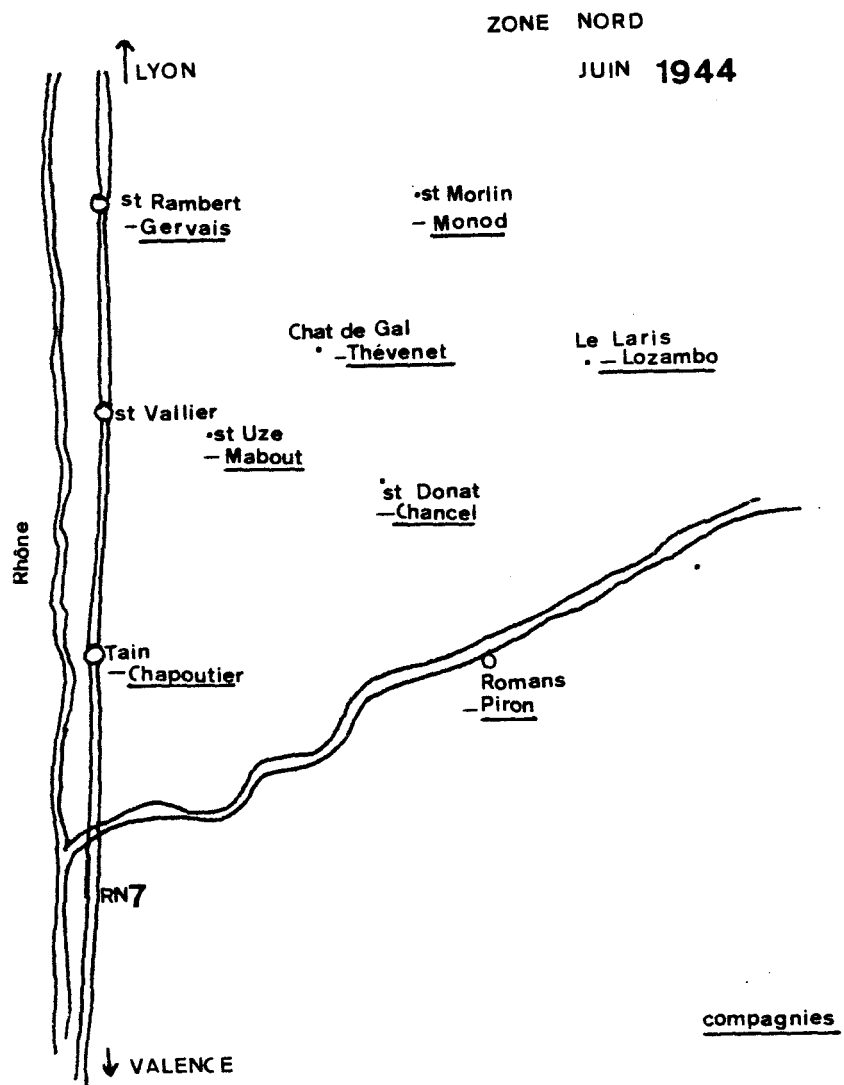
Dès lors, la région centre autour de Crest va vivre dans une atmosphère "libération" même si un problème d'intendance se pose aux responsables de la résistance en raison de la venue de nouveaux effectifs. Désormais, de Lassus assure seul la permanence à la ferme Belle ( PC pour les opérations militaires (4)), alors que Hermine est très souvent en inspection. A la fin du mois de juin, les allemands vont entreprendre contre la résistance une série d'attaques meurtrières parmi lesquelles la prise du PC où les radios trouveront la mort.

(1) AS : Armée Secrète . FTPF Francs Tireurs Partisans Français.

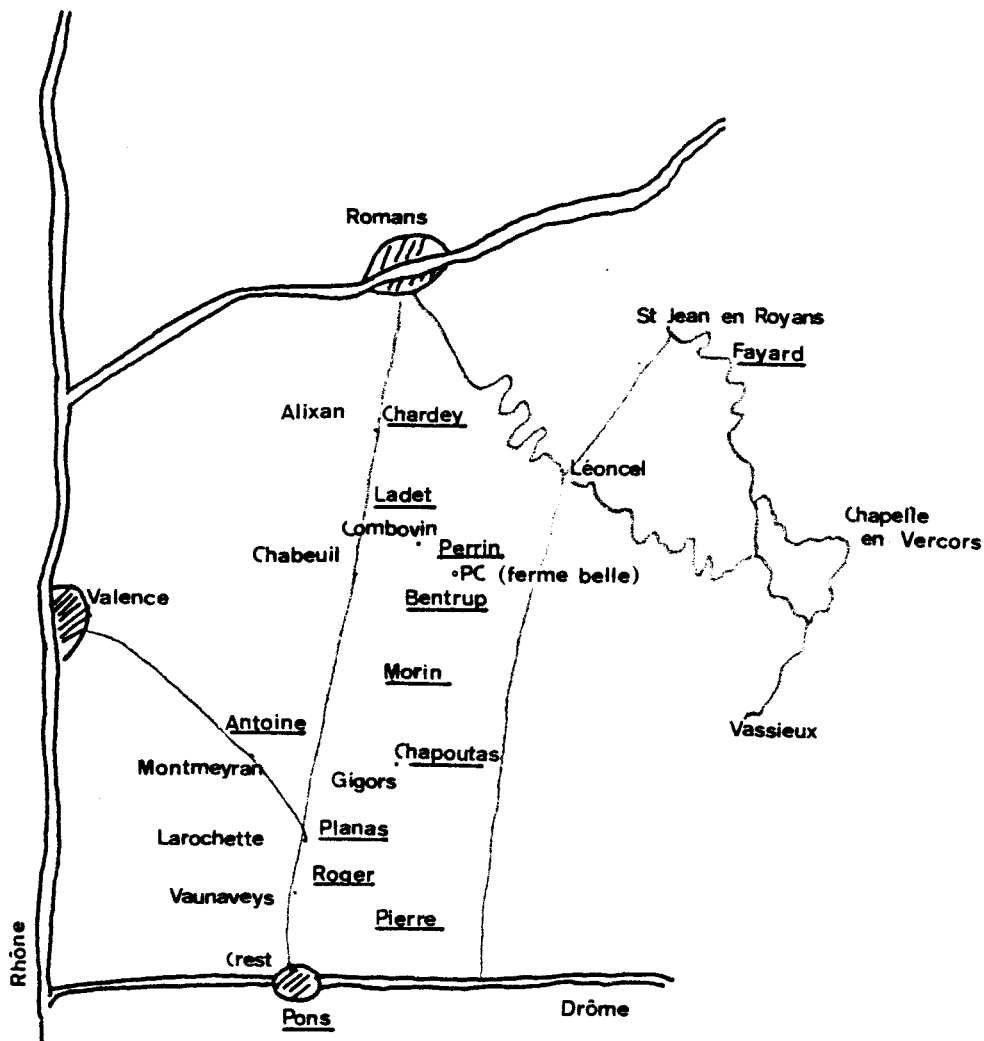
(2) Voir plan

(3) Le plan vert prévoyait des opérations de sabotage très précises telles que chemin de fer etc .

(4) Voir plan

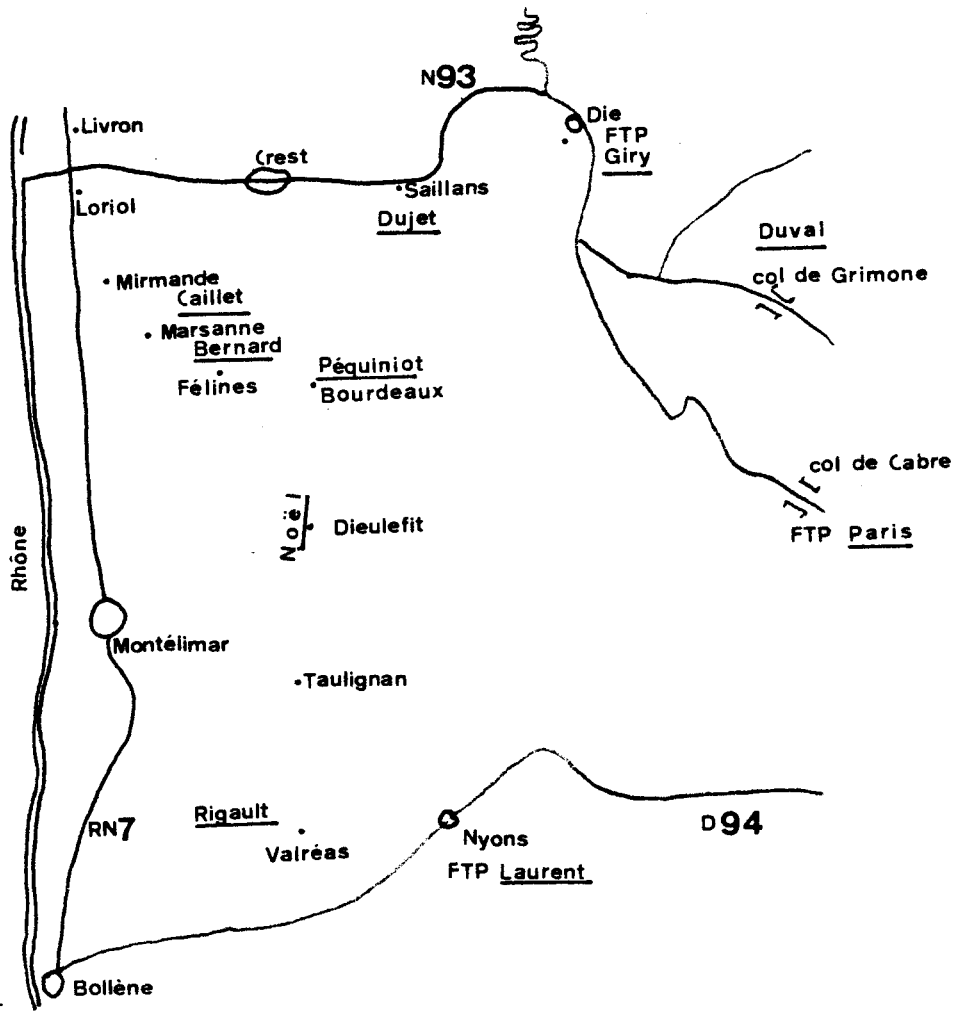


ZONE CENTRE  
Juin 1944



(compagnies)

ZONE SUD  
JUN 1944



(compagnies)



Dorénavant, la Drôme se retrouve complètement isolée sans moyens de communiquer avec Londres. A cela vont s'ajouter des difficultés de commandement; en effet, le 3 juillet, quand Legrand remplaçant Hermine nommé dans les Hautes-Alpes, prend le commandement il peut compter sur quelques 4500 hommes se répartissant comme suit dans les trois zones :

- . 300 pour la zone nord
- . 1200 pour la zone centre
- . 3000 pour la zone sud.

Les 3000 hommes dans le sud, en grande majorité des FTP se plaignant souvent de la répartition du parachutage et s'estimant lésés, Legrand pour apaiser les esprits va donc associer à son état major, un responsable FTP (1) et rendre visite à Alain (2) pour éclaircir certaines initiatives personnelles (3).

Les évènements vont alors se précipiter puisque le 14 juillet le Comité départemental de libération ( CDL ) de la Drôme se réunira à Die dans une atmosphère de ville libérée. Des journaux sont édités comme "en avant", "le Diois libéré", "le résistant de la Drôme" (4). Legrand en profite pour décider une mobilisation générale à laquelle 2000 jeunes gens vont se rallier. Cette fête du 14 juillet donnera à M Y. Farges l'occasion de prononcer son premier discours (5) à la gloire de la quatrième république. Malheureusement, une contre attaque allemande opérée les 21 et 22 juillet contraindra la résistance drômoise à l'évacuation de Crest et Die (6).

(1) Commandant Vaillant tué un mois plus tard lors de la reprise de Romans.

(2) Alain : responsable de la zone sud.

(3) Alain venait en effet, avec un officier du génie d'édifier une ligne de fortifications "la ligne Noël" sans en informer Legrand.

(4) En avant (organe FTP), Diois libéré (FN), le résistant de la Drôme (MLN : mouvement de libération national).

(5) Commissaire de la république Rhône-Alpes.

(6) Faute d'Alain qui n'aurait pas du évacuer comme il le fit.

## II ) La présence ennemie dans la ville.

### 1 ) L'armée allemande et ses alliés italiens.

En 1944 Valence compte trois casernes occupées par les soldats allemands et italiens. Ces derniers attendant la fin de la guerre dans la caserne Latour-Maubourg. Ils sont peu nombreux et peu actifs; ainsi, une liste dressée par la résistance en comptera 59 occupés à la libération dans des services de santé (voir annexe, chapitre 2). Les Allemands occupent d'une part la caserne Bacquet (voir plan), et d'autre part, une autre caserne sur le site occupé actuellement par la préfecture et l'administration des PTT.

Combien étaient-ils ? Difficile de répondre en fonction des témoignages des résistants. Cette confusion réside dans la position géographique de Valence : c'est une position clé sur le Rhône avec le passage de la nationale 7, seul axe praticable pour une armée en retraite, et avec également des routes qui partent vers Crest au sud-est, et Romans au Nord-est (cette dernière est également le chemin vers le Vercors et vers les cols alpins). Cette position stratégique n'échappa pas aux observateurs allemands. Le chef lieu de la Drôme constitue un lieu de passage pour les troupes allemandes dont les effectifs iront en diminuant au cours de l'été. L'évaluation exacte de ces effectifs s'avère donc impossible; seul le nombre de prisonniers à la libération peut nous donner une indication tout en restant prudent puisque le nombre d'hommes capturés le 31 août ne représente en fait qu'un effectif présent ce jour là et ne faisant que stationner avant de remonter plus au nord.

Cependant, l'armée allemande même en déplacement reste commandée par un état-major. A Valence, les officiers allemands élirent domicile dans différents hôtels sur le boulevard principal (voir plan fin ) : Hôtel de France, Hôtel de la croix-d'or, Hôtel de Lyon. La gestapo occupait quelques bureaux sur la place aristide Briand qui devinrent ceux de la préfecture à la libération. Dans leur tâche de police et de chasse aux terroristes, la gestapo était aidée par la milice française qui avait ses propres bureaux.



Hôtel de la Croix d'Or.



Hôtel de France.



Bureaux de la Milice.



Casernement de la Milice.

## 2 ) Milice et collaboration à Valence.

Les bureaux de la milice, en cet été 1944, se trouvent au premier étage de l'immeuble occupé actuellement par le magasin Manufrance sur le boulevard Maurice Clerc (voir plan et photos). De l'autre côté de la rue Jonchère, l'immeuble situé à l'angle de la rue du jeu de paume sert alors à l'administration du Service du Travail Obligatoire (STO). Quant aux miliciens, ils ont leur casernement pas très loin, dans l'école du palais, place du tribunal (voir plan). De plus, la collaboration valentinoise a également un bureau où l'on recrute des volontaires pour les incorporer dans la légion française contre le bolchévisme, ce bureau de fortune est installé rue P. Sémard (voir plan) dans un magasin transformé pour la circonstance.

Nous constatons donc que l'ennemi pouvait aisément quadriller la ville. La situation est d'autant plus originale que les résistants travaillent pour la plupart à Valence; ils sont donc connus et ne vivent pas continuellement dans la clandestinité.

## 3 ) L'administration vichyssoise.

Durant les derniers jours qui précèdent la libération, la plupart des responsables vichyssois de la ville, comprenant la gravité de la situation, commencent leurs préparatifs de départ. Le préfet alors en place est R. Cousin. Il semble que sa sympathie pour la résistance ne fasse plus aucun doute aujourd'hui; même si, à l'époque, la méfiance à son égard était de règle: "on ne sait jamais...". Le général de Lassus de St Geniès parle aujourd'hui de son rôle fondamental et de l'aide apportée à la résistance. Appui sans doute non négligeable qui conduisit à son arrestation et à sa déportation à la fin du mois de juillet 1944, période durant laquelle les arrestations et les interrogatoires au café de Lyon se multiplièrent (Voir plan et photos). Il sera remplacé par M. Leclercq (1) puis par Degnier, milicien notoire,

(1) Leclercq blessé lors du bombardement du 15 août et cité page 7 dans les notes de M de St Prix.



Café de Lyon.



Bureaux du STO.

qui habitait en tant que tel l'école du palais, (voir plan) et qui fit office de préfet dans une pagaille de plus en plus générale, assisté du secrétaire général M H. Faure qui n'étant pas un véritable sympathisant de la collaboration laissera son poste à M Marty lors de la libération, sans joie, mais sans aucune résistance.

Un autre personnage est également très connu en tant que chef de la milice, il s'agit du colonel H. Tessier alors âgé de 69 ans et qui, après avoir pris la fuite sera arrêté, condamné à mort et exécuté à la libération pour toutes les actions répressives qu'il avait menées avec acharnement contre les maquis drômois (1).

Une autre personnalité active de la collaboration est très connue et sera plus tard recherchée par la résistance, il s'agit du commissaire de police Guenzer, qui sera finalement arrêté et jugé puis condamné.

### III ) La résistance valentinoise à la veille de la libération

Les témoignages concordent sur ce point : si leurs origines sociales, leurs opinions politiques, leurs croyances religieuses ne sont pas identiques, le but principal des acteurs de la résistance est de voir la France libérée du nazisme. L'union totale est indispensable pour atteindre cet objectif. La résistance dans le département étant organisée, il fallait que celle de la capitale drômoise se mette en place.

#### 1 ) Les responsables.

Le comité départemental avec son responsable "cinq mars" (M C. Alphandery), en accord avec Legrand responsable des FFI va donc permettre au comité insurrectionnel de Valence de s'organiser

(1) Cf lettres de Teissier dans l'annexe "épuration".

pour unifier toutes les forces en présence. Le responsable désigné pour superviser cette organisation est connu sous le pseudonyme de Jo (M Joubert), il est assisté par Chatelain (arrêté fin juillet et déporté) responsable du Noyautage des Administrations Publiques (NAP), Guillermin, Chevret et bien d'autres. Le représentant des FTP et de la CGT est connu sous le nom d'Albert. Dès juillet, des réunions s'organisent, deviennent régulières et les décisions qui y sont prises suivent les consignes du comité départemental de libération (CDL), dans une entente généralement "bonne et loyale" selon Joubert.

La situation, nous l'avons déjà souligné, est paradoxale dans divers domaines. En effet, si les réunions clandestines se multiplient, le centre névralgique du Comité Insurrectionnel (CI) se trouve être la mairie. De même, le choix des bains-douches de la rue Digonnet pour faire office de boîte aux lettres (cf photo) n'en est pas moins surprenant : si nous regardons sa localisation, nous constatons qu'elle se trouve à quelques mètres de l'hôtel de France occupé, nous l'avons dit par les Allemands. Les locaux de la CGT "clandestine" situés rue Saunière ne sont pas plus éloignés de l'hôtel de la croix-d'or. Cette situation peut paraître dangereuse, mais replacée dans son contexte elle s'explique par l'augmentation croissante de la confusion générale au fur et à mesure que l'heure de la libération approche.

Une libération se prépare aussi administrativement; ainsi les rapports, les plans, les ordres sont tapés par des secrétaires qui travaillent à la mairie, avant d'être envoyés et distribués aux différents mouvements du CI.

## 2 ) Objectifs du comité insurrectionnel.

M Joubert responsable du CI souligne que le but principal est de préparer la libération de la ville par les troupes des FFI du département. Cette libération ne peut se faire sans leur aide bien évidemment. Pour cela il faut donc maintenir des contacts



avec l'état major; contacts devenus classiques dans la résistance et étant assurés aussi bien en vélo, en moto qu'à pieds. Tout cela implique des risques importants dans une région où les troupes restantes de la 9° armée allemande essaient toujours de remonter plus au nord.

Pour réaliser l'insurrection et la libération, la résistance locale a besoin d'informations et de renseignements. Des agents employés dans différents services administratifs ont permis cette récolte d'informations (également alimentée par les services du NAP). De même que certaines "Françaises de coeur" (selon l'expression de M Joubert) ont aidé grâce à "leurs contacts avec l'occupant" à informer les divers réseaux des opérations de police en préparation.

Il faut également organiser l'insurrection de manière à éviter les représailles contre la population civile. Cette nécessité conduit donc, dans le courant du mois de juillet, les responsables à mettre au point le plan insurrectionnel (1). Un autre point capital préoccupe les responsables valentinois du CI : l'approvisionnement en armes. De nombreux contacts sont pris entre les dirigeants des états major; il s'agit de fournir des armes à 275 hommes alors que le comité dispose seulement du matériel pour armer une cinquantaine d'hommes. Les démarches et demandes souvent véhémentes pour résoudre ce problème crucial finiront par aboutir peu avant la libération à l'octroi d'armes provenant de parachutages; opérations qui nous le verrons ne se dérouleront pas sans drame pour la résistance.

Enfin, il faut pouvoir contrôler l'administration en place tâche primordiale incombant aux services du NAP.

### 3 ) Le Noyautage de l'administration publique : NAP.

La date de création du NAP est impossible à préciser, mais doit probablement remonter à l'année 1942. Son premier responsa-

(1) Plan insurrectionnel : objet du chapitre 2

ble est M J.Loubet alors secondé par M R.Marty (1) qui deviendra son successeur en février 1944. Le NAP couvre l'ensemble des administrations publiques; dans chacun des services, il y a, en règle générale, un seul correspondant. Tout diffuse à partir de la préfecture, depuis les consignes à appliquer jusqu'aux tracts à distribuer. Sous une autre optique, il s'agit aussi d'informations sur les différents services. La plupart des dossiers de cette époque étaient aux mains de M Marty qui travaillait à la préfecture et qui les cachait derrière une chaudière dans les locaux préfectoraux. Tous ont hélas disparu lors du bombardement du 15 août qui provoqua notamment la destruction de la préfecture (selon le témoignage du principal intéressé).

Pour mieux comprendre l'importance de ce NAP, il faut étudier le rôle de ces hommes au travail obscur mais fondamental. Ainsi, les postes et télécommunications sont noyautées par un chef monteur Bastiat France; grâce à ce personnage, de nombreuses lettres de dénonciation ne sont jamais parvenues sur le bureau du préfet. M Marty son ami, parle aujourd'hui d'un bricolage qui permit l'écoute des conversations téléphoniques du préfet. A la société des chemins de fer, milieu résistant très actif, le responsable est M Vacher qui est également président du comité départemental des Mouvements Unis de Résistance (MUR). A la mairie le responsable du NAP M H.Chatelan et son équipe s'occupent de fabriquer de fausses cartes d'alimentation et d'identité. Il y a aussi des agents à l'inspection académique, au commissariat central de police. De même, un militant syndical C.Jullian est un agent très dynamique à la cartoucherie de Bourg les Valence. Enfin, à la préfecture, chaque service compte un sympathisant ou agent du NAP qui assure un gros travail administratif pour la résistance.

(1) M Marty: responsable actuellement du CVR : Combattants volontaires pour la résistance.

Mais de tels services entraînent des risques non négligeables pour ceux qui agissent ainsi; telle, France Bastiat sans doute après dénonciation sera arrêté par la gestapo et il trouvera la mort dans un wagon qui le conduisait dans un camp de déportation. Les Valentinois eux-même ne sont pas à l'abri des conséquences de cette lutte et le débarquement du 15 août en Provence coïncide avec un bombardement meurtrier de la ville.

#### IV ) Valence et l'Amérique.

##### 1 ) Premier contact : le bombardement du 15 Août.

Le bombardement du 15 août est, parmi ceux qui touchèrent la région, le plus dévastateur et le plus meurtrier. La technique américaine explique sans doute cette ampleur dans la mesure où les bombardiers américains lâchent leurs bombes de très haut, beaucoup plus haut que les bombardiers anglais, ce qui entraîne une "certaine imprécision". Plusieurs quartiers ont été touchés lors de cette opération : le faubourg St Jacques, l'ensemble du quartier belle-image ( où se trouve le commissariat actuel), les batiments de la préfecture et l'hôpital (voir plan). De plus, quelques jours avant la libération, les troupes allemandes firent sauter un train contenant des explosifs (nitroglycérine), ce qui augmenta considérablement les destructions occasionnées par les bombardements sur la ville. Ceci est relaté le 2 septembre par un journaliste des allobroges :

"Choses vues et à ne pas oublier"

..... Une plage, après un immense raz de marée, pleine d'épaves,.....immenses vagues pétrifiées qui ne sont que des convois renversés et percés par un incendie dévastateur qui fume encore.... un wagon porté loin des voies dans une maison fut le couronnement sismique des destructions allemandes le mardi 29 août à Valence.

15 Morts, 200 blessés.

Valence à la fin du mois d'août 1944 est donc une ville occupée meurtrie, sinistrée mais où la résistance intérieure maintient son organisation et se prépare à l'insurrection.

## 2 ) Résistants et Américains : des rapports conflictuels.

Pour la grande majorité des Français, la libération du territoire est due aux efforts des Américains (1). Malgré tout, les historiens et les officiers s'accordent pour dire que les actions de la résistance intérieure furent loin d'être négligeables en particulier pour faciliter l'avancée des troupes alliées. L'exemple de la destruction du pont de Livron (voir carte) par un commando est significative. En effet, ce sabotage va bloquer les troupes allemandes qui remontent par la nationale 7 et qui sont ainsi exposées au feu des canons et avions américains, offrant une vision de cauchemard sur plusieurs kilomètres au nord de Montélimar, rappelant sous certains aspects la déroute des armées françaises quelques années auparavant sous le feu du "stukas".

Une constatation s'impose, la vision n'est pas la même pour les Valentinois qui ont participé directement aux opérations et ceux "du marais" qui ont gardé de ces Américains l'image des "libérateurs" avec lesquels les rapports sont faciles et souvent très proches nous le verrons plusieurs fois au cours de notre travail, ces amitiés étant loin d'être toujours admises par les responsables. La résistance a une image tout à fait différente et en fait beaucoup plus négative .

Sur cette question tous les témoignages concordent: "les rapports ne sont pas tellement bons". L'image du soldat américain propre, dans sa jeep, écoutant la radio et les poches bourrées de billet vert est très présente . M Fie déclare: "ils nous prenaient pour des loqueteux... On était des minables à côté d'eux... Ils ne savaient pas ce qu'était la résistance... au départ ils ne nous prenaient pas au sérieux...". Ce qui empêche évidemment que les contacts soient très vite pris avec

(1) Histoire n° 67.

les états major (Legrand, Butler) et aussi entre les troupes de base. Désormais, ils combattent côte à côte ce qui rapproche les hommes, même si cela semble très difficile. M Marty (1) dans "au sujet des Américains" déclare : "nous supportons mal le curieux mélange d'un complexe de supériorité sur le peuple arriéré que nous étions à leurs yeux"... "Ils ont un esprit cloisonné". Il évoque également une anecdote: un jour, il discutait avec un officier américain et il lui reprochait l'imprécision du bombardement américain après la destruction de cathédrales (Caen et Rouen), il s'entendit répondre : "on vous a détruit des cathédrales, eh bien on vous en construira d'autres, plus solides, en béton armé...". Ce manque de précision lors des bombardements est également dénoncé pour le pilonnage raté du pont de Valence. M Marty : "Il faut reconnaître que les Anglais plus méthodiques, plus précis, plus respectueux de la vie humaine atteignaient beaucoup mieux leurs cibles". Cet épisode tragique est également évoqué par M Maissonny (14/12/85); alors responsable de la compagnie "Roger", il reçoit le 15 août l'ordre de détruire le pont à la suite d'un premier échec de l'aviation. Mais alors qu'il approche de son objectif, il rencontre un de ses hommes qui l'informe de sa destruction consécutive à un deuxième passage des avions américains; ce qui fait dire aujourd'hui à M Maissonny en pensant qu'il aurait pu être sous le pont lors de cette action non concertée : "les Américains se foutaient de nous". On leur reproche également leur manque d'initiative. M Maissonny relate aussi l'attaque prévue de la trésorerie (route de Chabeuil), il se décida lorsqu'un officier se présenta à lui avec des chars; mais ce dernier apprenant que les Allemands disposaient de canons de "88", refusa de faire entrer ses chars dans cette action qu'il considérait comme trop dangereuse.

Ces anecdotes mettent en évidence des rapports pour le moins conflictuels, il n'en demeure pas moins vrai que tous admettent que l'aide américaine fût indispensable bien qu'indirecte pour la libération de Valence..

(1) Interview du 18/5/1986.

Conclusion:

La situation de Valence est donc marquée par une étrange confusion; mélange d'activité trépidantes et multiplications d'arrestations de la part de la milice en même temps que les préparatifs pour le départ de celle-ci s'accélérent avec le débarquement.

Tous ces gens se côtoient dans les rues, ils se connaissent même parfois, ignorant évidemment les opérations clandestines qui se préparent dans le cas du résistant. Mais une telle agitation fébrile dans les deux camps ne peut être que le signe d'une libération toute proche.

DEUXIEME CHAPITRE

VALENCE SE LIBERE

## Valence se libère

En cette fin du mois d'août, la situation est d'une relative simplicité sur le plan militaire. Les Allemands reculent, les troupes américaines semblent décidées à en terminer au plus vite et le font savoir à l'état-major de Legrand. L'attaque est donc prévue pour le 24 août.

I ) Les évènements militaires du 24 août1 ) L'attaque.

La 45° division d'infanterie américaine (45° Divs) (1) venant de Grenoble libère Romans le 22 août. L'attaque de Valence est décidée pour 22 heures et sera dirigée par le colonel Adams (2). Le dispositif établi par la résistance et le commandement américain est le suivant :

- Une colonne au nord sur l'itinéraire suivant la route nationale 92 avec les compagnies Morin, Sabatier, Chrétien et sanglier (3).
- Une colonne au sud-passant par Beaumont avec les compagnies Roger, Pierre, Wap, Chapoutat, Bentrup, Pons.
- Une dernière qui doit emprunter l'axe central de la départementale 68 de Chabeuil à Valence et comprenant l'aide américaine (Deux bataillons de Chars TD) assistée par des bataillons FFI (Perrin et Kirsch).

(1) M Fie note TAG Force 141 (142° → 36° divs)

(2) Paul D. Adams : colonel 143d infantry commanding.

(3) N 92 Il semble que la compagnie sanglier n'y soit pas.



L'attaque est lancée mais la riposte violente des canons de 88 allemands détruit trois chars américains sur la route de Chabeuil où le génie américain a installé un terrain d'aviation au camp de la trésorie. Les troupes FFI se replient immédiatement sur leurs PC respectifs de Chabeuil, Alixan et Beaumont, évitant ainsi que leurs pertes ne soient trop lourdes (1). Les trois chars américains prêtés pour cette opération se sont donc révélés insuffisants contre les canons anti-DCA transformés pour l'occasion en canons de 88 anti-chars. Cette action fut menée malgré l'avertissement de la résistance intérieure valentinoise. M Maisonny (2) précise que les renseignements avaient été apportés par des agents de l'EDF qui avaient clairement noté la présence de ces canons allemands empêchant toute attaque. La résistance avait donc prévenu les états-major de cette présence d'artillerie lourde et s'était opposée à cette attaque. M Joubert (3) déclare à propos de cet échec :

" Le lieutenant colonel Lefrand et le comité insurrectionnel échangèrent à ce sujet quelques mots assez acerbes et pénibles".

Mais il s'empresse d'ajouter que ceci n'a jamais représenté qu'un intérêt mineur quoique révélateur des difficultés rencontrées pour assurer les contacts entre les gens de l'intérieur et les états-major FFI et américains. Cette impossibilité de faire diffuser les informations de l'extérieur empêche le 24 août les troupes organisées par le comité insurrectionnel de participer à cette attaque

(1) Le commandant Antoine (sud) fut légèrement blessé.

(2) Entretien du 14/12/1985.

(3) Article M Joubert. A.D.

M Fie (1) note le refus du général américain Butler d'utiliser au maximum les renseignements fournis par la résistance, refus suscité selon lui par un manque de confiance. Nous sommes à nouveau devant un exemple significatif de ces rapports souvent conflictuels entre les troupes FFI et les responsables américains. Cela devient plus grave lorsque cette tension entraîne l'échec d'une opération militaire regroupant les 2° forces.

La XIX armée allemande même en retraite possède encore d'importants moyens de combats; il ne faut pas oublier que la 11° division Panzer allemande, une des plus importantes de l'époque affronte encore (2) les troupes du lieutenant colonel Legrand et que Butler de son côté se plaint trop souvent de l'absence d'une infanterie forte. Il doit donc compter avec les FFI même si M Fie déclare "il risquait plus la vie des maquisards que celle des troupes américaines" (3). Cependant, le lieutenant colonel Legrand après cet échec ne cache pas sa déception, il refuse en effet l'utilisation de ses FFI comme une armée classique : "nous ne sommes pas à l'entière disposition des Américains".

Pour conclure il faut insister sur le fait que cette attaque ne fut pas décidée par les seuls officiers américains mais avec l'accord de Legrand. La responsabilité n'est donc pas à mettre au seul compte des alliés. L'attitude de Legrand lors de l'attaque est significative : en effet, arrivés à 250 mètres des forces ennemies, les Américains perdirent deux chars le colonel Adams s'écria : "tirons nous de ce guépier", à ce moment-là, Legrand insista auprès de lui pour qu'ils poursuivent l'attaque. Néanmoins, son état-major lui intima l'ordre

(1) M Fie : entretien du 29/11/1985.

(2) rapport A.L. Funck annexe

(3) Entretien du 29/11/1985.

de replis considérant que sa présence était plus nécessaire sur Montélimar où les Allemands représentaient une sérieuse menace, ce qu'il fit. M Fie conclut alors par ces mots :

" les maquisards doivent se démerder sans aide américaine".

### 2 ) Attaque du 24 août selon le colonel P.D. Adams (1).

L'étude des archives américaines sur ces opérations met en évidence la mauvaise coordination précédant l'attaque. C'est ainsi qu'Adams ne rencontra pas les forces du maquis là où Legrand l'avait prévu. Il souligne également qu'il a affronté en plus du feu des canons de 88, un feu croisé d'armes à 20mm; concluant son rapport en soulignant que les troupes qui ont attaqué par la D 538 se sont trouvées devant le même dispositif allemand. Beaucoup de moyens pour un faible résultat puisque seulement 17 Allemands furent capturés et 4 tués dans cette opération dont le but initial était de libérer Valence.

### 3 ) Situation à la veille du 30 août 1944

Après cet échec, les compagnies regagnent leurs PC respectifs, Alixan, Chabeuil, Beaumont; les troupes allemandes sont bloquées entre Montélimar et Livron après la destruction du pont de Livron par un commando :

"... Dans la nuit du 16 au 17 août, Albert (responsable du parachutage, réussit à faire sauter le pont de Livron malgré la présence d'Allemands qui pourtant n'interviennent pas. Avec 300 Kg d'explosifs, il fit une brèche de 27 mètres le rendant absolument inutilisable et irréparable..."(2)

(1) Cf "Headquarters 36th ID, Operation in France august 1944 143d Infantry regiment". annexe

(2) Page 86 : "Combats pour le Vercors" Lassus de St Genies.



Caserne Latour Maubourg.



Les bains : "boite aux lettres" (au fond l'hôtel de France.)

Les troupes encore à Valence préparent leur replis, les quelques miliciens encore dans la ville plient bagages ainsi que les services de la police allemande. On trouve dans l'article de Joubert (1) une petite phrase qui résume bien l'état des troupes allemandes : "Ils avaient peur".

## II ) Le jour J.

### 1 ) Présentation du plan insurrectionnel.

L'originalité de la situation valentinoise, à la veille de la libération, vient du fait que dès le 20 août (1) la plus grande partie de la ville est sous le contrôle des hommes du CI. Ainsi, les établissements publics sont sous leur surveillance, des patrouilles arrêtent déjà les Allemands en déroute, souvent fatigués et gardés dans des locaux municipaux avant d'être livrés aux autorités militaires FFI. Cette situation est expliquée aujourd'hui par les intéressés, par l'extrême confusion qui règne dans la préfecture drômoise, avec le départ de plus en plus rapide des responsables vichyssois, des principaux collaborateurs, des miliciens et du reste de l'armée allemande.

Malgré tout, cela ne se fait pas dans une complète anarchie, mais selon un plan insurrectionnel déjà établi, et dont voici les principaux points : Les forces de police et de gendarmerie sont placées sous le contrôle du CI en attendant l'arrivée de l'intendant de police désigné par le CDL. Ces forces ont selon M Joubert déjà épuré leurs rangs (1). Ce plan comporte plusieurs points essentiels pour la libération. Le tout premier ordonne aux forces de police municipales de se mettre à la disposition de l'intendant de police de la libération pour opérer les arrestations. La police d'état ne doit pas quitter l'hôtel de ville et le commissariat, la garde des rues étant assurée par la police municipale. Les forces de gendarmerie doivent être consignées dans leurs casernes afin d'attendre les

(1) Article de M Joubert A.D.

ordres et la liste des gendarmes à arrêter dont les noms seront communiqués par l'intendant de police. Cinq postes doivent être assurés par deux gendarmes et cinq hommes appartenant au CI (voir plan)

- Rue des Alpes (naissance du tunnel).
- Faubourg St Jacques (Intersection route de romans et avenue de Chabeuil).
- Place Championnet (face à la descente du Rhône, avenue Gambetta).
- Carrefour de la "Grande maison" et de la pharmacie Lestra.
- Caserne Brunet (face à la descente du Rhône).

Il est également prévu d'assurer entre ces points fixes des patrouilles:

- Une rue pont du Gat, Chateaufort et rue des Alpes en liaison avec le poste 1 cité ci-dessus.
- Une rue Faventines, avenue de Chabeuil, route de Romans en liaison avec le poste 2.
- Une route de Marseille, en liaison avec le poste 3
- Une du centre ville, mairie, rue Madier de Montjau en liaison avec le poste 4
- Une de Bourg les Valence jusqu'au Rhône en liaison avec le poste 5.

Ces patrouilles ont également des consignes précises : interdire la circulation et les attroupements, opérer des arrestations, interdiction de circuler étant faite sauf aux porteurs d'insigne du mouvement. De même que la garde de la ville est assurée. On peut également noter que les banques notamment la Banque de France et le Crédit Lyonnais sont placées sous surveillance des hommes du CI (c'est aussi le cas de la Société Générale).

La mission de ces hommes est aussi d'arrêter les collaborateurs dont la liste est déjà dressée. Pour cela, cinq groupes de huit hommes chacun sont créés. Ils sont chargés de transférer les prisonniers à la prison avec un mandat établi par l'intendant de police; l'exécution "sur le champ" est prévue dans le cas d'une résistance.

Une garde spéciale est assurée pour la fourniture d'énergie électrique, en effet, à l'heure H l'éclairage de la ville doit être porté au maximum. De même, une surveillance spéciale est prévue pour la garde :

- Du ravitaillement général.
- De l'intendance.
- De l'école Algoud et de l'école normale (qui recèlent une grande partie du ravitaillement allemand).

En ce qui concerne la préfecture, une équipe de soixante hommes est disposée sur la place, parmi lesquels dix doivent escorter, depuis la place St Jean jusqu'au bureaux de la préfecture, les nouvelles autorités munies évidemment du "coupe file" réglementaire (1). Nous constatons qu'un quadrillage méthodique de la ville est instauré, rien n'est laissé au hasard, et la sécurité des autorités apparaît comme un souci primordial de même que la surveillance des "points sensibles" comme le central téléphonique qui doit être occupé par douze hommes, après neutralisation des Allemands affectés à cette surveillance. Ces douze hommes sont armés de quatre mitraillettes cinq pistolets automatiques et douze grenades. Par la suite, une équipe de trente hommes sera nécessaire.

Certaines opérations sont présentées par Jo comme délicates c'est le cas de la station des "repéreurs" avenue M.Faure, occupée par dix allemands avec six soldats techniciens; local dont la destruction est déjà programmée par les officiers du génie allemand.

(1) objet permettant de passer les postes sans encombre, servant de mot de passe.



Locaux de la Préfecture.



Locaux du CDL.



La surveillance des postes transformateurs (avenue S.Carnot) ainsi que celle du théâtre est prévue. L'énergie gaz et électricité semblent être la préoccupation première des responsables; la garde du bâtiment municipal est aussi assurée.

Cependant, ce comité insurrectionnel n'est pas un groupe monolithique, il faut souligner la présence dans ce comité des groupes FTPF dont l'obédience est communiste même si tous ses membres ne le sont pas. Ils ont un rôle à jouer comme le prouve un message de jo datant du 28 août (Cf photocopie page suivante). Il est intéressant de constater que ces petits messages sont tous dactylographiés par des membres de la mairie qui prennent une part non négligeable pour la libération de leur ville.

Durant ces derniers jours du mois d'août, la mise en place des infrastructures pour l'après libération et la surveillance des batiments municipaux sont assurés. Valence est désormais quadrillée et organisée par le CI en vue de l'insurrection finale; mais la présence allemande demeure réelle même si ses éléments songent plus à leur retour qu'au combat. tous les témoignages s'accordent sur ce point, les troupes allemandes et surtout les soldats mongols ne tiennent pas du tout à se rendre aux terroriste préférant les prisons américaines. Une opération est donc nécessaire de l'extérieur ,menée par les compagnies FFI pour libérer la ville.

## 2 ) Attaque de Valence.

Une insurrection limitée à l'intérieur ne semble pas envisageable, la quantité de munitions (Cf liste en annexe) étant insuffisante même si celle-ci vient d'être augmentée par la prise d'un stock provenant du SAP (1), opération menée dans la nuit du 22 au 23 août lors de laquelle un patriote fut abattu.

(1) SAP : Service Aérien de Parachutage .

Je à Raymond, chef F.T.P. Valence

Position des F.T.P.

À l'heure H :

- 1<sup>er</sup>- Groupe (du Bourg) 25 Hommes - assurer la garde et s'installer à la station élévatoire de Bg les Valence, et du transformateur électrique du Polygone.
- 2<sup>e</sup>- Groupe (du Bourg) 15 hommes - patrouille Ville et nettoyage
- 3<sup>e</sup>- Groupe Valence : -Immeubles de la Place Aristide Briand (prisonniers français et américains s'y trouvent encore à ce jour)
- 4<sup>e</sup>- Groupe Valence : Patrouilles- Itinéraire du dépôt, avenue des ~~MAXIMA~~ Balives à Valenselles et Abattoirs - Attention à groupe Maurice qui attaquera de Mau-boule vers Valence.
- 5<sup>e</sup>- Groupe Valence : garder les issues de Valence sud -(Abatteirs)
  - Raymond prendra les dispositions nécessaires dictées par les événements pour la constitution des groupes 3, 4, 5
  - Le P.C. des groupes F.T.P. sera établi au point qui a été convenu
  - Envisager un P.C. pour le Bourg
  - Dès l'action donner les effectifs exacts et leur répartition afin dès s'assurer de la nourriture.
  - Prévoir infirmière et docteur pour les premiers soins.

VALENCE; le 28 Août 1944.

Je à Martin, Chef Milices C.G.T. Valence

Position des Milices :

Prendre position en totalité à la gare de Valence, et vous mettre en mesure d'assurer la garde de la gare S.N.C.F. (Note ci-joint)

Prendre contact avec le chef responsable.

Un groupe M.U.R. viendra vous compléter - Instructions vous seront données à ce sujet.

Valence, le 28 Août 1944

De plus, le CI ne compté que 150 hommes environ. L'attaque est donc prévue par Legrand pour la nuit du 30 au 31 août selon un plan précis. L'article de Legrand (dont la photocopie se trouve à la page suivante) dans "le résistant de la Drôme" paru le 4 septembre 1944 résume cette journée; mais vivons la à travers le témoignage d'un participant direct, M L.Micoud (1):

Ce dernier appartient à la compagnie Bentrup connue pour avoir la meilleure tenue vestimentaire (2). L'objectif de cette compagnie est d'assurer la garde du PC qui doit s'installer à la croix-d'or, et la surveillance du champ de Mars tout proche. Ainsi, à 4 heures du matin, avec les autres compagnies, elle prends la direction de Valence. Une section arrive par la rue Pont du Gât (Voir plan), une deuxième par la rue des alpes et quelques instants plus tard une troisième par la rue Faventines. Déjà quelques valentinois ouvrent leurs volets, la section passant par la rue des Alpes débouche sur les boulevards où quelques coups de feu sont échangés à proximité de la gare.L.Micoud note dans son ouvrage que beaucoup de soldats allemands dormaient sur des banc ou dans leurs voitures en attendant de reprendre la route, la plupart se rendirent donc sans opposer de résistance. Dans le même temps, la première section se dirige vers le champ de Mars et l'hôtel de Lyon abandonné depuis quelques temps par le gestapo. M Micoud écrit : "En fait tout se passait comme un film d'action bien monté...". Ainsi, pendant toute la journée les arrestations vont se succéder, les gardes des immeubles place A.Briand (future préfecture ; voir photos) et de la chambre de commerce (CDL ; voir photos) se mettent en place. La population commence aussi à réagir : "... de tous côtés les fenêtres s'ouvrent, les drapeaux apparaissent, les gens descendent dans la rue; on acclame, on gesticule, on s'embrasse, on offre à boire aux maquisards. Pourtant des coups de feu éclatent dans toutes les directions. Mais on se soucie bien peu des balles égarées! On ne peut pas manquer cela, c'est la libération".

(1) L.Micoud : "Nous étions 150 maquisards" (voir bibliographie).

(2) Témoignage de M Fie.

\* 4 Sept

## VALENCE LIBÉRÉ

*Dans la nuit du 30 au 31 août, la libération de Valence a été décidée par l'Etat-Major F. F. I. en collaboration avec les troupes américaines.*

*Selon les ordres donnés, les F. F. I. occupent la banlieue de Valence, dès 4 heures du matin. Après nettoyage des nids de résistance ennemis autour de la ville, les premiers éléments des F. F. I. entrent à Valence à 7 heures 30, ayant à leur tête le Lieutenant-Colonel Legrand accompagné de son adjoint, le Capitaine Roger et des membres de l'Etat-Major départemental, et de la 6<sup>e</sup> compagnie F. F. I. commandé par le Capitaine Bentrup. Peu après, le Colonel Saint-Sauveur, fait également son entrée dans la ville où il peut assister aux derniers combats se livrant dans le quartier Sud.*

*Dès 8 heures, le P. C. départemental F. F. I. est installé à l'hôtel de la Croix-d'Or.*

*A 9 heures, les premiers éléments blindés américains arrivent, et viennent soutenir l'action engagée par les troupes F. F. I. contre les derniers noyaux de résistance allemands, ces derniers se rendent aux F. F. I. à 9 h. 30.*

*Ainsi Valence a été magnifiquement libérée au milieu des acclamations de la population par 2.000 F. F. I. Plus de 400 prisonniers ont été faits.*

**Le Lieutenant-Colonel LEGRAND,**  
*Chef des F. F. I.*



Prisonniers allemands.

Les premières désillusions vont bientôt ternir ce bel enthousiasme: "nos gars ne voyaient pas d'un très bon oeil les FFI tous neufs qui avaient surgis peu après leur arrivée et venaient maintenant prendre livraison des captifs pour les convoier jusqu'à leur lieu de détention"... certains de ces novices se permettant même de molester les blessés ennemis, inutile de dire s'ils se faisaient engueuler..." "Un commerçant voyant arriver les maquisards depuis son appartement, descend à toute allure à son magasin pour enlever le portrait du maréchal Pétain; puis il remonte pour pavoiser et acclamer les libérateurs. Témoin du fait, Dominique Barral se fait des réflexions douces-amères. Il est jeune..."

M Marty note : "notre arrivée à Valence fut triomphale, malgré quelques îlots d'Allemands qui continuaient le combat", et d'ajouter : "beaucoup s'empressent de voler au secours de la victoire..."

Vers 7h30 lorsque Legrand suivi du colonel St Sauveur (1) de son adjoint le capitaine Roger et de tout son état-major s'installe à l'hôtel de la croix d'or, tout était fini, même si tous les Allemands ne sont pas décidés à se rendre sans livrer un dernier combat comme en témoignent les affrontements au parc Jouvet, à Valensolles et aux îles. Accrochages sans doute dus à un excès de confiance des maquisards.

Près de 400 prisonniers sont pris et gardés au polygone, à la bourse du travail et à la salle des fêtes avant d'être livrés aux Américains .

Mais que font-ils à ce moment là?.

(1) St Sauveur : commandant FFI du sud de la France.

### 3 ) Découverte de l'Amérique.

Vers 9h les premiers blindés américains font leur entrée dans la ville. M Micoud note : "...ils auraient du marcher avec nous, mais une fois de plus tout ne s'est pas passé suivant nos plans...". La réaction d'un lieutenant FFI à la demande d'un colonel américain pour l'aider à "nettoyer" les rues est significative de l'état d'esprit des patriotes : "Nous sommes ici depuis 6h, ça ira encore comme cela...".

Le 30 août les Américains sont environ à 25 kilomètres au sud de Valence. A 5h45, ils lancent une attaque contre les positions allemandes dans Loriol. Les combats sont rudes, "large numbers of dead", phrase qui révèle une fois de plus que les Allemands continuent à résister; à 10h, 200 prisonniers de guerre ont déjà été faits. La 143d infantry reçoit l'ordre de continuer au nord vers Livron. Selon les archives, ils considèrent ce jour comme un grand jour: "Third day was the day of great victory for the troops, thousands of vehicles destroyed, thousands of prisoners taken". 1243 prisonniers furent effectivement capturés ce jour là mais aucune allusion sur les opérations qui se déroulent à Valence n'est faite. Pourtant l'accueil qui leur est fait, reste enthousiaste; trop selon certains:

- "propos valentinois" Les allobroges :

"... Il n'y a pas beaucoup d'Américains dans Valence (dimanche 3) mais cependant assez pour en avoir les yeux éblouis et pour faire rire les femmes de toutes leurs dents...

... Les boulevards prirent un air de vaste mariage...

... C'est ainsi que Valence, peu à peu se mit à macher. Le phénomène n'est pas nouveau, nous avons déjà commencé en 1918...

... Les cigarettes et le chewing-gum réduisent promptement les distances...

... Mais pas plus maintenant qu'autrefois, les sympathiques boys ne rencontreront de cruelles qui répondront: je ne marche pas!...



4 septembre : fête de la libération.



- Les allobroges .(Autre article du début septembre 1944):  
Femmes de France conseillent de savoir s'arrêter à temps  
avec les alliés.

...nous pensons cependant que beaucoup trop de femmes et de  
jeunes filles poussent un peu loin les obligations du bon ac-  
cueil. Réputation légende...

... il serait dommage que quelques écervelées subitement con-  
verties à la cause alliée consolident cette réputation absolu-  
ment injustifiée...

### III Les hommes clés de la libération.

La libération est due à une action militaire de la résis-  
tance interieure, commandée par Legrand. Cet objectif atteint, le  
pouvoir civil s'installe aussitôt, avec ses trois représentants.

#### M Buclon.

Chef du comité local de libération à Valence et premier  
maire de Valence libérée. Cette fonction est une suite logique  
à sa présidence au comité local (CL), puisque celui-ci devait  
remplacer le conseil municipal nommé par Vichy.

M Buclon, grand mutilé de la grande guerre 14-18, est con-  
nu et estimé par les valentinois. De plus, il occupe ses nouvel-  
les fonctions pratiquement depuis le 20 août, date à laquelle  
le CI s'est déjà installé dans les locaux de la mairie.

Il est également le représentant des anciens combattants  
et c'est pour eux qu'il a accepté ces responsabilités comme il  
le déclare publiquement le 6/09/1944 : "si je suis là, ce n'est  
pour des raisons politiques, c'est au nom des anciens combattants".

Les raisons sont autres pour M Alphantery (cinq mars), chef  
du comité départemental de libération (CDL).

#### M Alphantery.

Contrairement à M Buclon, M Alphantery est étranger au dé-  
partement. Universitaire de formation, il participe à la créa-

tion du premier maquis en Saône et Loire. Après un passage à Lyon en 1943, et un bref séjour en Ardèche, il prend la tête du CDL de la Drôme en avril 1944, et celle du futur MLN (mouvement de libération nationale). Il faut insister particulièrement sur le fait que s'il n'était pas originaire du département, il ne tenait donc pas à conserver ses fonctions à n'importe quel prix. A tel point que lorsqu'il quitte sa présidence en décembre 1944, il prend soin de déclarer : "Je quitte la Drôme pour des raisons personnelles. Je veux m'occuper de mon doctorat es lettres qui dort depuis 1944...".

Le dernier des trois personnages que nous présentons est le préfet de la libération, M Pierre de St Prix.

#### M de St Prix.

M de St prix appartient à une grande famille valentinoise puisque la filiation de sa famille remonte en 1440. Il est comme bisaïeul Hector de St Prix député de l'Ardèche à la convention et au conseil des 500; son fils Ernest vécu 14 ans d'exil après le coup d'état du 2 décembre. M de St Prix du côté maternel a également un grand père célèbre puisque ce n'est autre que le président E. Loubet. "Le résistant de la Drôme" note le 5 septembre 1944 à son sujet : "bon sang ne peut mentir".

Il mènera des études secondaires, passe un baccalauréat latin-grec et philosophie, fait deux ans à la Sorbonne, prépare une licence de lettres, fait du journalisme comme critique littéraire et comme reporter dans des journaux comme Ere nouvelle, L'intransigeant, et l'excelsior.

Il mène une activité politique nonchalante, en 1919 il adhère aux groupes des étudiants socialistes révolutionnaires, tendance politique pacifiste et anti militariste avec un durcissement net en 1933. Après la débacle, il fait de la résistance dans la Drôme où il sera désigné par tous les partis politiques et tous les mouvements de résistance pour occuper le poste de

préfet; nommé à cette fonction en janvier 1944 par le gouvernement d'Alger. Il recevra la médaille de la résistance le 6 avril 1944;. Il fut en quelque sorte le chef civil de la résistance (Boite 9J21. AD.).

### Conclusion

Le nouveau pouvoir local installé, il faut désormais travailler comme le note M Farge le 6 septembre (1) : "...avec le comité national de la résistance, vous allez aider la nation à retrouver son équilibre politique en battissant les fondations d'une république pure et dure. Des tâches écrasantes s'imposent : la mise en place du ravitaillement, des communications, des finances publiques, la restauration des valeurs morales, vertus chrétiennes et vertus civiques.". Mais avant de présenter ces tâches qui attendent les responsables locaux, un bilan de deux ans d'occupation s'impose à eux. 768 résistants tués dont 456 drômois constituent le prix de cette libération. Les victimes civiles s'élèvent à 808 morts directement dus à la répression ennemie; 550 morts et 713 blessés provoqués par les bombardements alliés, auxquels il faut ajouter 61 morts et 79 blessés, causés par les bombardements aériens allemands. La Drôme a également souffert de la déportation nazie puisque 494 personnes seront envoyées dans les camps de la mort où 286 succomberont (2).

Lourd bilan qui ne facilitera pas le retour à la liberté qui fait l'objet du reste de notre étude.

(1) "Le résistant de la Drôme" 6 septembre 1944.

(2) Chiffres donnés par les CVR (Combattants volontaires de la résistance).

TROISIEME CHAPITRE

L'EPURATION

## L'épuration à Valence.

### Introduction.

Valence libérée, beaucoup ne pense qu'à une seule chose: épurer. Pas seulement dans un esprit de vengeance, mais parce que cela a été décidé par Londres et par le CNR. Les listes de gens devant être jugés sont déjà établies, il ne reste plus qu'à appliquer la justice. Certains l'appliquèrent même avec un zèle excessif, sans passer devant les cours de justice; ainsi la Drôme appartiendrait à ces départements qui ont vu le plus d'exécutions sommaires (1).

Les responsables politiques ne tiennent pas du tout à ce genre "d'arrangements" souvent pratiqués par des pseudo-FFI. De plus, des listes de suspects notoires existent et sont établies par les membres du NAP bien placés pour juger les actions collaboratrices de leurs collègues; ces listes sont aux mains de l'intendant de police, il ne reste qu'à établir des commissions d'enquêtes dignes de transmettre les dossiers devant les cours concernées pour punir les coupables.

### I ) Présentation des commissions.

#### 1 ) Les hommes.

Le rôle de la commission d'épuration installée 76 avenue de Chabeuil est d'instruire les dossiers qui lui sont présentés.

(1) L'histoire n°5, octobre 1978.

Aucun document ni témoignage à notre disposition ne peut venir confirmer une telle affirmation.

La commission est composée de sept membres dont un président désigné par arrêté préfectoral. Elle étudie donc les dossiers et les oriente par l'intermédiaire du préfet sur les diverses juridictions.

Le premier président de la commission d'épuration est le capitaine FFI Gastou J., élu chef de cette commission lors d'une réunion à la mairie le 12 septembre; réunion à l'issue de laquelle le comité suivant est formé:

Président : Gastou J.

Suppléants : Mayet M.

Moulet A.

Membres instructeurs : Jacquin A.

Lacour A.

Vincent C.

Tous s'engagent à ne point faire état à l'instruction d'un dossier des idées politiques et religieuses et, à exclure tout membre de la commission s'il doit examiner un membre de sa famille et enfin, de voter en pleine conscience sans arrière pensée et en bon républicain. Il y a également une commission chargée de l'épuration administrative dont le président est M Eymes appartenant au CDL où il représentait le PC avant d'en devenir le vice-président.

Le vice-président de la CEA (commission d'épuration administrative) est Sentenac et les membres sont : Dorel (ponts et chaussées), Chouet (enseignant), Roland (services préfectoraux), Blachon (PTT; rappelons qu'il représentait le NAP dans ces services). Le passage entre le NAP et la CEA est très vite réalisé. Personne n'étant mieux placé pour dénoncer les collaborateurs dans les PTT que Blachon qui y travaille. Nous trouvons Simal (police), Camon (SNCF), Chatelan lui aussi ancien du NAP (employé municipal). Cette commission chargée d'examiner le cas des fonctionnaires collaborateurs et de constituer leurs dossiers, propose aussi les sanctions à appliquer au tribunal d'honneur qui, présidé par M Sentenac, juge et ordonne la sentence.

Il existe également une commission de criblage dont le président n'est autre que le président du tribunal de Valence M Husson assisté par M Jacquin (CDL), et par M Maurice également CDL et représentant le MLN (1) où il s'occupe des problèmes de l'agriculture enfin M Gerard (commissaire) et M Tourvieille (ligue des droits de l'homme). Le rôle du criblage est d'étudier le cas des prisonniers, de faire les enquêtes les concernant et éventuellement de les libérer.

En dernier lieu il y a la commission de confiscation des bénéfices illicites. Elle restera confidentielle en raison de sa nature même et il ne nous reste que sa composition :

Président : M Peronet (contributions indirectes).

Vice-président : M Monier (enregistrement).

Contrôle économique : M Donadieu.

Trésorier général : M Bonelli.

M Teissier (contributions indirectes).

M Belmas (secrétaire politique du CDL et représentant du FN.)

M Maurice et M Plaud (lui-aussi CDL franc-maçon) chargés du ravitaillement avec M Follet.

Ce que nous constatons à la vue de la composition de ces commissions c'est l'omniprésence des représentants des CDL, ce qui démontre qu'ils dirigent la vie politique et économique du département et surtout, qu'ils ne veulent pas être privés des dossiers de l'épuration à Valence et dans la Drôme. Si l'on s'attarde sur les professions des membres des commissions, il apparaît que ce ne sont pas des inconnus dans leurs domaines; on ne peut donc pas les accuser de vouloir pratiquer des vengeances personnelles. Qui oserait faire cela à M Chatelan ou à M Planel ? De plus, beaucoup sont des résistants notoires.

(1) MLN : Mouvement de Libération Nationale.

## 2 ) La mise en marche du processus d'épuration.

Celle-ci est rapide et violente; pour s'en convaincre il nous suffit de lire la presse de l'époque. Dès le 4 septembre, dans le numéro du "résistant de la Drôme" , nous trouvons l'article suivant :

# L'épuration est en cours

Depuis le début de la libération du territoire de la Drôme par les troupes F. F. I., l'action des services de police a amené l'arrestation de multiples personnes dont l'activité politique et les relations avec les troupes d'occupation avaient été, dans la plupart des cas, à l'origine d'opérations contre ce qu'il était convenu d'appeler « le maquis ».

Ces différentes arrestations et les exécutions qui, dans bien des cas, les ont suivies ont apporté un réel apaisement parmi la population des régions libérées.

Au cours de ces dernières semaines après que l'on eut procédé aux interrogatoires des individus suspects d'avoir appartenu à la Milice, à la L. V. F. ou d'avoir travaillé en collaboration avec les Services de la Gestapo diverses exécutions ont été effectuées.

Notamment :

Jean OTTA, Albert-V. VANCOS, Noël GRAS, soldats de la L. V. F., domiciliés dans la région de Buis-les-Baronnies ;

Marius RENAUD, recruteur de la L. V. F. ;

Vincent GIACOMELLI : fourniture

de matériel et intelligence avec l'ennemi ;

Henri RICHARD, milicien ;

Casimir PROUST, chef de la brigade de gendarmerie de Bourdeaux : traître à la Patrie ;

CHOULVERT : détrousseur de cadavres.

Et :

BUSCHI, officier de l'armée allemande.

D'autre part, l'attaque allemande contre la région du Vercors et l'investissement de Die par les troupes occupantes avaient permis de se rendre compte qu'un certain nombre d'individus avaient mis à profit cet état de choses pour renouer des relations criminelles avec les troupes d'occupation. Diverses arrestations ont été opérées, parmi lesquelles on note celles de quelques femmes qui eurent des rapports avec les soldats allemands.

Ce sont :

Mesdemoiselles ARGOD, BA-CHAUD, GEMOND et Madame DE-CEMOND, toutes de Die.

La semaine dernière, lors de la libération de Crest, il a été procédé à l'épuration de cette ville, là aussi on a pu constater une détente sensible dans la population de la ville.

Il s'agit là d'un exemple parmi beaucoup d'autres. Le vocabulaire est très dur : "il faut chatier", "aucune pitié". Dans un article du même journal on trouve : "on ne juge pas une bête venimeuse, on l'écrase..." (1).

(1) Résistant de la Drôme, 21 octobre 1944.



Les chiffres que nous pouvons présenter ici sans les analyser (l'analyse faisant l'objet d'un autre chapitre), montrent l'ampleur de l'épuration quelques mois seulement après la libération; ampleur traduisant la volonté politique. Le CDL présentait le 10 novembre 1944 le détail des opérations effectuées(1).

## DOCUMENT I2

Détail des opérations effectuées par le comité d'épuration de la Drôme.  
(10 novembre 1944).

Personnes arrêtées.....	407
Personnes libérées.....	157
Condamnations prononcées (15 à mort).....	28
Dossiers transmis à M le procureur de la république.....	6
Dossiers transmis à la cour martiale.....	52
Dossiers transmis devant la cour de justice.....	27
Dossiers transmis devant le tribunal militaire.....	23
Dossiers transmis devant la chambre civique pour indignité nationale.....	10
Dossiers transmis à M le préfet.....	13

Grâce aux spécialités des cours, nous constatons que ces arrestations et condamnations frappent des gens très différents. Il faut aussi noter à propos des condamnations à mort, que ce

(1) AD : boîte 9J10

(non communicable : série J).

chiffre important s'explique en replaçant ces exécutions dans un contexte de "proche libération", après ces trois mois, elles seront beaucoup plus rares, et les grâces du commissaire de la république deviennent plus nombreuses avec le temps.

Dans un article (1) intitulé "l'épuration de la Drôme est vigoureusement entreprise", on peut lire que l'intendant de police Kuhn a opéré quelques 150 arrestations parmi lesquelles des noms connus, comme le chef de la milice le colonel Teissier (2), le marquis Gailhard-Bancel chef de la corporation paysanne et ennemi déclaré de la résistance et du maquis.

Cette volonté d'épurer, désormais devenue la préoccupation première de la résistance se retrouve dans un article du poète du CDL : P.Emmanuel (3) "Epurons, oui ! mais..." en date du 11 novembre 1944, article où il dénonce une justice à deux niveaux: "... la justice nécessaire deviendrait une parodie si l'extrême sévérité vis à vis de quelques déchets de l'humanité se combinait avec l'indulgence extrême à l'égard des traîtres..." Il dénonce aussi violemment des mesures qui semblent freiner l'action énergique des provinces, sous prétexte de centraliser la justice. Thème très souvent repris plus tard, lorsque ces mesures ne seront plus à l'état de projet, et que l'épuration échappera totalement des mains des commissions locales selon la volonté du général De Gaulle et de son ministre de la justice.

(2) Colonel Teissier : Ex chef de la milice.

Ex chef des légions françaises des combattant  
Président du groupe "collaboration".

(1) article du 4 septembre 1944.

(3) Article paru dans "le résistant de la Drôme."

Voir photocopie page suivante.

Ici même, nous nous sommes élevés plus d'une fois contre les lenteurs de l'épuration. Nous ne pouvons dissimuler notre angoisse, quand nous pensons aux deux à trois cent mille P. P. F., miliciens et autres agents de l'ennemi, qui formaient le support de l'ancien régime. Tous ces traîtres ne sont pas en Allemagne : la plupart sont encore parmi nous, et armés. Et nous ne parlons pas des magnats de l'industrie, des grands profiteurs des banques, de tous ceux que leurs intérêts économiques ont conduits à s'enrôler dans les rangs de la trahison.

Le thème de l'épuration est devenu classique dans les réunions oratoires. Tout le monde en parle, et elle ne se fait pas. Il semble que plus on signale le danger, plus est grande sur ce point l'inertie gouvernementale. Des mesures nouvelles et graves semblent même destinées à freiner l'action énergique des provinces, sous le prétexte de centraliser la justice, d'en faire l'expression d'une volonté unique, celle de la Nation.

Certes, nous croyons à certains grands mots, purifiés, renouvelés par notre épreuve majeure. Mais nous ne voulons pas qu'ils servent à camoufler les intrigues de ceux qui, pour sauver leurs ambitions, ont adopté notre vocabulaire, quitte à le balayer dans les faits. Aussi les vrais coupables, protégés peut-être, en tout cas OUBLIÉS, ont-ils tout loisir de se reformer, dans l'ombre et hors de l'ombre. A leur place, on livre à l'appétit populaire de justice quelques noms à effet, quelques « procès bien parisiens », qui donnent aux journaux une facile pâture. Et, dans les provinces, on amène devant les juges

# Epurons, oui ! mais...

des tribunaux militaires, qui n'en peuvent mais, un lot de figurants de troisième ordre, demi-déments, filles-mères, femmes enceintes sous le coup de leurs nerfs, — toute une pauvre humanité, le plus souvent méprisable, mais qui n'est ni à la taille du châtiment qu'on lui inflige, ni, à plus forte raison, de l'espèce d'honneur qu'on lui fait en rejetant sur elle le poids de la trahison.

Nous exigeons d'autres coupables, qui soient vraiment passibles de la mort. La justice nécessaire deviendrait une parodie, si l'extrême sévérité vis-à-vis de quelques déchets d'humanité se combinait avec l'indulgence extrême à l'égard des traîtres.

Mais qui exige la justice, doit en être digne. Nous l'avons dit, nous croyons à certains grands mots, car ils portent en eux la substance de l'homme. Nous nous sommes battus pour la liberté ; non pas NOTRE liberté, qui exclurait celle du voisin, mais la liberté tout court, celle qui se fonde sur le respect mutuel des personnes. Nous nous sommes levés pour défendre l'homme dans sa dignité ; et nous pensons que MEME CHEZ LE CRIMINEL, CETTE DIGNITE EXISTE, et doit être respectée. Nous avons protesté ardemment contre l'oppression policière : ce n'est pas

maintenant que nous l'avons vaincue que nous allons la remplacer par une autre, plus inique peut-être, parce que revêtue des mots que nous vénérons.

Certains faits, encore isolés je le veux bien, se sont produits ici et là dans les prisons, contre lesquels la conscience proteste. Des exactions ont été commises, par ceux mêmes qui ont charge de protéger le peuple des exactions. Des abus de pouvoir, des actes illégaux, de véritables escroqueries ont eu lieu, qui sont intolérables, fût-ce lorsqu'elles atteignent des personnes tombant sous le coup des lois. Ces choses-là doivent être dites, et les faits qu'elles visent réprimés.

Voulons-nous donner des armes à la réaction ? Laissons se généraliser de telles pratiques. Le malaise que nous commençons à percevoir dans toutes les couches de la population gagnera bientôt en ampleur. Il se changerait en colère, si nous ne savions en supprimer les causes, qui sont moins dans nos adversaires qu'en nous.

Disons-le nettement : nous voulons une police propre, des Milices Patriotiques fortes tout autant de l'honnêteté de leurs membres que des armes qu'on leur a confiées. La Résistance française se doit d'être fidèle à son idéal, et de ne

décevoir aucun de ceux qui ont placé leur confiance en elle. Les Milices Patriotiques, organe défensif, ORGANE NECESSAIRE de la Résistance contre les traîtres, donneront aux Français et à l'étranger le spectacle de cohortes disciplinées, et non de bandes qui n'auraient combattu la Milice de Vichy que pour la mieux imiter ensuite.

Epuration ? Oui, mais sur deux fronts à la fois. Impitoyable sévérité contre nos ennemis, sévérité non moins grande vis-à-vis de ceux des nôtres qui s'abaissent jusqu'à singer les méthodes de ces ennemis. Il y a suffisamment d'hommes courageux ET SAINS en France pour remplacer, dans les cadres de la police et des Milices Patriotiques, les quelques sadiques ou les quelques aventuriers qui auraient pu s'y glisser.

Que l'on y prenne garde : il n'est rien qui gagne en ampleur comme le sadisme et l'anarchie. Or nous voulons de toutes nos forces préserver la France de l'arbitraire et de l'horreur, qu'ils viennent de nos ennemis ou de ce grand mouvement dont nous sommes solidaires, lequel, s'il tombait dans l'excès, n'aurait plus le droit de s'appeler Résistance. IL NE FAUT PAS QUE CE BEAU NOM DE RESISTANT SUSCITE, D'ICI SIX MOIS, LA DEFIANCE OU LA PEUR. Nous qui nous sommes faits les instruments de la volonté, de la justice populaires, ne perdons pas de vue que les mots nous jugent, sitôt que nos actes sont à l'encontre de nos paroles. Or, dans épuration, il y a PUR : nul ne peut s'arroger le droit d'épurer, s'il ne s'efforce d'être par lui-même.

Pierre EMMANUEL.

### 3 ) Quels sont les moyens d'action ?

Pour les responsables une épuration ne peut se faire que par le canal de la justice, mais avant d'arriver devant celle-ci, il faut que les dossiers soient prêts, et pour mener ces enquêtes il faut évidemment des moyens financiers et matériels; ce n'est pas chose facile en septembre 1944.

Pour mieux cerner ces problèmes nous allons les étudier à travers la CEA. En effet, en octobre 1944 son président se plaint déjà auprès du CDL. Rappelons que cette commission compte huit membres qui doivent mener de front des obligations professionnelles et les enquêtes à mener. La CEA n'a pas de budget, seulement 50 litres d'essence accordés en février 1945 (2). Ses frais sont normalement payés par le CDL, ce qui n'empêche pas son président de réclamer une voiture de 8 ou 9 Cv et des crédits; Il souhaite dans cette plainte que ses hommes soient armés de révolvers et que son action ne se limite pas seulement à l'administration, mais qu'elle soit étendue à tous les services publics . La CEA réclame en plus , un élargissement de ses pouvoirs, revendiquant avec insistance le droit de vérifier les comptes bancaires de certains suspects.

Malgré ce handicap, la CEA examinera en quelques mois 120 dossiers environ. Le 18 janvier 1945, un rapport des activités du comité départemental d'épuration est rendu public par son nouveau président M Jacquin (4). (Le tableau est figuré page suivante). Cette énumération est intéressante lorsque l'on sait que cette commission ne peut compter que sur deux employés dactylo, un homme au service des détenus et deux agents enquêteurs, sans

(1) Commission d'épuration administrative

(2) 9J10 AD

(3) Bulletin officiel du CDL de la Drôme . Mars 1945 n°1 Unique.

(4) Représentant la CGT au sein du CDL.

Bilan de l'épuration en janvier 1945.

550 personnes incarcérées.

225 libérées définitivement ou en liberté provisoire.

Il reste donc :

20 transférées dans des camps d'internement à titre administratif.

101 dossiers transmis à la chambre civique.

85 " " à la chambre pénale.

60 " " à la cour martiale.

25 devant le tribunal militaire.

24 devant la commission préfectorale.

10 devant une "section spéciale".

aucun moyen pour se déplacer. Beaucoup d'arrestations doivent être effectuées par des groupes FFI, le président s'inquiétant du manque de personnel pour les interrogatoires, il réclame en supplément deux employés pour les travaux de bureau, un archiviste et une voiture. Les difficultés matérielles sont les préoccupations des présidents des CE; néanmoins, ceci n'empêche pas un travail de fond considérable.

Pour mener à bien cette épuration, on fait alors appel aux différentes cours de justice. La cour la plus importante restant la cour martiale présidée par le général Cochinaré que son passé met au dessus de tous soupçons (lorrain de naissance il réside à Montélimar depuis 4 ans). Titulaire en 1918 de la croix de guerre avec palme, il devait en juin 1940 à la tête de 20000 hommes tenir la ligne Maginot plus de 20 jours après la signature de l'armistice !. De plus, il est croix de guerre 39-40 et officier de la légion d'honneur. Il est assisté dans son travail par G.Strauss, greffier, docteur en droit, et lui-même ancien résistant. On ne peut donc pas accuser cette cour d'avoir jugé les patriotes sous Vichy et de juger aujourd'hui les collaborateurs, ce qui fut souvent le cas en France, à la libération.

Il y a évidemment d'autres cours (1), mais la cour martiale reste celle qui va juger les principaux responsables de la collaboration valentinoise, étude qui fera l'objet de notre seconde partie.

(1) Chambre civique pénale . Tribunal militaire.

## II ) Analyse de l'épuration valentinoise et drômoise.

### 1 ) Action du comité d'épuration.

Notre étude s'appuie sur un rapport concernant les affaires soumises à l'intendant de police M.Kuhn (1), durant les mois de septembre à décembre 1944. Il nous manque l'année 1945 puisque les tribunaux départementaux seront opérationnels jusqu'en août 1945, mais c'est le seul rapport officiel que nous possédons.

Pendant ces quatre mois, le CE dont nous connaissons les faibles moyens opère 155 arrestations qui font l'objet d'un dossier établi par ce CE pour permettre à la justice de choisir la sentence. Qui sont les accusés ? Sur leur vie professionnelle : aucun renseignement. Les hommes sont majoritaires; en effet, nous comptons seulement 27 femmes dont 17 sont célibataires. La majorité de ces femmes ont comme motifs d'inculpations : "activité suspecte", ou sont plus simplement "suspectées", elles peuvent ensuite être inculpées pour le motif de "trahison" et enfin pour "relation avec les allemands"; cependant, une seule fut inculpée pour "relations sexuelles avec les Allemands".(2).

Ces femmes ne sont donc pas arrêtées pour des faits politiques puisque seulement deux sont soupçonnées d'être des militiennes, mais elles restent les victimes d'une mentalité et peuvent apparaître comme des boucs émissaires d'une vengeance populaire.

Les motifs sont tout autre en ce qui concerne les 128 hommes arrêtés. Si l'activité suspecte revient encore souvent dans le rapport comme motif d'arrestation, la grande majorité se voit reprocher une trahison ou plus simplement une activité milicienne (3).

(1) AD 9J10 "épuration".

(2) Femme Roussi 19/9/1944.

(3) une quarantaine environ.

Les autres motifs d'arrestation comportent l'appartenance au PPF (1) (13 personnes se trouvent dans cette situation), car appartenir au PPF signifie avoir eu une activité anti-nationale. Les autres motifs d'inculpation peuvent être soit l'appartenance au GMR (2), soit l'intelligence avec l'ennemi, soit l'adhésion au groupe "collaboration" (3) ou plus simplement la collaboration avec l'Allemand, même en tant que simple secrétaire. Une condamnation peut donc frapper une personne aussi bien pour des propos défaitistes que pour dénonciation de patriotes ce qui, aux yeux des résistants, mérite la peine la plus sévère. Somme toute, ces données restent fragmentaires. Ce rapport sur l'activité du CE ne porte que sur les quatre derniers mois de 1944, période qui reste tout de même celle où les arrestations sont les plus nombreuses; mais il ne revendique pas les motifs d'inculpation et ne nous révèle donc pas la conclusion de ces affaires, c'est à dire le jugement donné par les cours de justice concernées. Les dossiers sur cette période ont été transférés à Grenoble à partir de 1945 lorsque Valence perdra, sur décision gouvernementale le droit de condamner les collaborateurs (4). L'étude des jugements rendus ne peut se faire qu'à partir des compte-rendus permettant ainsi de connaître les motifs d'inculpation, et la condamnation qui s'en suivit.

Exemple d'un compte -rendu :

**Condamnés à mort par la Cour  
martiale le milicien Alilat et  
Joseph Fayet ont été fusillés  
à Valence**

Dans son audience du 21 septembre, la Cour Martial de la Drôme avait condamné à mort le nommé Albert Alilat, docteur en Médecine à Sommière (Gard) et Joseph Fayet, cultivateur à Montfeyrin (Gard).

L'avocat des deux condamnés avait présenté un recours en grâce auprès du Commissaire de la République à Lyon. Ce recours ayant été rejeté le 22 septembre, samedi matin à 7 h. 30. Alilat et Fayet ont été passés par les armes au Polygone de Valence, en présence du Commissaire du Gouvernement, du Commandant Demolis, Juge de la Cour Martial, M. Médard, greffier adjoint et du médecin commandant Ferrand. L'abbé Gras, aumonier et Me Pradel, avocat, ont assisté les deux condamnés jusqu'au dernier moment.

**A LA COUR MARTIALE  
DE LA DROME**

Par ordre du Gouvernement, la Cour Martial devant siéger incessamment sous la forme de tribunal militaire, l'audience de la Cour de la Drôme qui devait avoir lieu aujourd'hui à 10 h. est renvoyée à une date qui sera fixée très prochainement.

- (1) PPF : Parti Populaire Français.
- (2) GMR : Groupes mobiles de réserve
- (3) Collaboration dont le président à Valence est F. Lambert
- (4) Voir troisième partie . Aujourd'hui, il n'y a plus de traces de ces procès à Valence.



2 ) analyse des jugements de l'épuration rendus dans la Drôme.

Le 9 septembre 1944, les valentinois peuvent lire dans le journal "les allobroges" (1) que depuis le 31 août 1944, 150 arrestations ont été opérées par les services de police aidés par les troupes FFI et les milices patriotiques. Parmi ces 150 prisonniers, se trouvent le colonel Teissier ex chef de la milice, et ex chef du LVF et président du groupe collaboration, ainsi que le marquis Gailhard-Bancel chef de la corporation paysanne et ennemi déclaré de la résistance, ainsi que plus d'une dizaine de miliciens notoirement connus dans la ville. La cour martiale instituée le 13 septembre 1944, donne ses premiers verdicts le 19 septembre. Les peines sont variables en fonction du délit. La peine la plus grave restant, bien sûr, la peine de mort.

Les condamnations à mort : (voir tableau pages suivantes).

Notre étude porte, rappelons le, jusqu'en août 1945. Le total des condamnations à mort qui sont prononcées à Valence par la cour martiale s'élève à 28 auxquelles il faut ajouter 63 condamnations à mort par contumace. La peine capitale est prononcée pour des inculpations précises qui sont les suivantes :

- Appartenance à la milice (sur les 28, 11 sont dans ce cas).
- Avoir été membre du PPF, du LVF, ou avoir dénoncé des patriotes.

Une schématisation peut-être un peu rapide consiste à dire que ce grand mouvement d'épuration, après un départ rapide, (14 condamnations à mort dans les six premières séances seulement) (2), s'est très vite éssoufflé. A cela il faut ajouter

(1) Allobroges : journal référence pour analyse de l'épuration jusqu'en août 1944.

Organe du FN tendance communiste mais dont la collection est complète (hormis quelques rares numéros).

(2) Voir annexe.

TABLEAU A

	C A M	T F P	T F D V	P R I S O N	D N	D N V	C B I	I N V	I N D V	I S	I S V	A	R	S E	A M M O N T	T O T A L
SEPTEMBRE 1944	7	3	25				2					2		3		18
OCTOBRE	7	3	5				1									11
NOVEMBRE	4		20		1		1	3	45			4		5		19
DECEMBRE	0		18	30			5	29	135		5	5			25	54
JANVIER	1		20	15	3	25	18	9	20	1	10	11	1	1	8	54
FEVRIER	1		35	43	21	65	2	3		1	40	17		1	3	55
MARS	1	1	45	25	20	90	2	2	5		30	19	2	1	26	60
AVRIL	3 ET 53 CE			53	10	132	1	1				22	1		14	107
MAI	0															
JUIN	0															
JUILLET	4 ET 10 CE	25	12		8	60	7			1	20				200	29
AOUT	0					5							1			2
																409

Liste des abréviations pour le tableau A (épuration).

CAM	-Condamnation à mort. CE : par contumace.
TFP	-Travaux forcés à perpétuité.
TFDV	-Travaux forcés à durée variable.(en années).
PRISON	-En années.
DN	-Dégradation nationale.
DNV	-Dégradation nationale à durée variable.(en années).
CBI	-Confiscation des biens illicites.
INV	-Indignité nationale à vie.
INDV	-Indignité nationale à durée variable. (en années).
IS	-Interdiction de séjour.
ISV	-Interdiction de séjour à durée variable. (en années).
A	-Acquittement.
R	-Réhabilitation.
SE	-Dossiers renvoyés pour supplément d'enquête.
AMENDES	-En milliers de francs.

que toutes ces condamnations ne sont pas exécutées au polygone (1) , certaines reçoivent la grâce du commissaire de la république M Y.Farge. C'est ainsi que lors de la première

séance du 19 septembre, un jeune milicien de 20 ans P.Chalchat vit sa peine ramenée à 20 ans de travaux forcés. Ces grâces, peu nombreuses sont violemment attaquées par les résistants dans leurs éditoriaux.

Cependant, les personnalités notoires de la collaboration ne peuvent espérer cette grâce et le colonel Teissier, malgré une déclaration le jour de son procès(2): "... Je n'ai jamais trahi, je n'ai jamais vendu de Français, j'ai commis des erreurs, j'ai été trompé... Si vous me laissez la vie, je demande à partir comme simple soldat. A 69 ans je peux encore aller mourir au feu..." fut exécuté; ainsi que le commissaire Guenzer et M Caillaud ancien chef de la milice condamné à mort le 28 avril 1945.

Si les motifs de condamnation sont facilement identifiables : dénonciation, collaboration avec l'ennemi, appartenance à un parti politique fasciste etc etc. Les condamnés appartiennent à toutes les catégories sociales, professions libérales, ouvriers, fonctionnaires, et agriculteurs. Ces derniers étant les plus nombreux. L'analyse des coupables qui doivent être exécutés (voir la liste en annexe) révèle bien cette diversité. De même qu'une étude géographique sur les villes ayant le plus de condamnés dans sa population (voir liste) outre les trois grandes villes : Valence, Montélimar Romans, chaque village a son coupable (voir liste page suivante)

L'âge des accusés ne prouve rien non plus, puisque la plus jeune a 17 ans (3) et le plus ancien 69 ans. Nous ne pouvons donc pas dessiner le portrait robot d'un "collaborateur drômois", mais simplement présenter les condamnations qui ont été infligées jusqu'à l'été 1945. (Voir tableau).

(1) Lieu habituel des exécutions capitales.

(2) Les allobroges 19 septembre 1944.

(3) A.Lombardo : condamnée le 28 septembre 1944 ; elle travaillait pour la milice.

Géographie de l'épuration:

Localités	Condamnations prononcées
Valence	73
Romans	40
Montélimar	35
Valence (agglomération)	12
Crest	10
St Vallier	8
Bourg de Péage	6
Laveyron	4
Pierrelatte	4
Die	4
Hors département	28

### III ) Que reste-t-il de l'épuration ?

Le bilan proposé par les résistants drômois s'établit ainsi (1) :

. Répression après la libération par les cours martiales:

.. Exécutions: 14.

.. Travaux forcés, réclusion et dégradation nationale : 249.

Nous constatons que le nombre d'exécutions diffère de celui donné dans le chapitre précédent (2), mais il est difficile de prouver que 14 soit effectivement le nombre réel d'exécutions et que les autres ont été commuées en TFP (3) ou autre type de condamnation. Cette confusion dans les chiffres existe aussi pour la population civile, qui conserve peut-être une image différente de la réalité.

#### 1 ) Opinion publique.

L'opinion publique, au lendemain de la libération, est unanime sur un point : "... dans le domaine de l'épuration on ne va pas assez vite...". L'épuration telle qu'elle est pratiquée ne donne pas satisfaction aux patriotes; la coordination des divers services d'épuration civils et militaires n'est pas parfaite. " Il faut donner aux hommes qui sont chargés d'enquêter, les moyens de mener à bien cette tâche..."; tels sont les propos qui reviennent le plus souvent dans les journaux et les témoignages.

Le 18 novembre 1944, dans une colonne du "résistant de la Drôme" qui n'est pas un journal marginal (4), on peut lire en

(1) Voir annexe.

(2) Cf le nombre de 28 ou 29.

(3) TFP : Travaux Forcés à Perpétuité.

(4) Hebdomadaire du comité de libération.

première page un article intitulé "Unité nationale et épuration", dans lequel l'auteur qui ne signe pas déclare : "...l'opinion appelle le retour à l'ordre, l'application d'une justice rendue par des tribunaux réguliers; elle ne s'accommode pas d'un ordre artificiellement obtenu par quelques coups d'éponge...". Mise à part la véhémence du ton (caractéristique des articles traitant du problème de l'épuration), on ne peut-être plus clair il faut épurer vite et bien; c'est le leitmotiv de cette époque. Cela ne signifie pas qu'il faille s'acharner sur n'importe qui, nous retrouvons ici le thème évoqué par P. Novick (1), celui du "lampiste". Dans l'article "union nationale et épuration", l'auteur s'insurge : "loin de demander la mort du lampiste, nous voulons que l'on n'égare pas sur sa modeste personne une sévérité qui trouvera mieux sa place ailleurs.". Une plainte du président de la commission d'épuration de Bourg les Valence datée du 7 novembre 1944 est caractéristique du mécontentement général : (2) : "... nous ne demandons pas de vengeance personnelles mais seulement l'élimination de tous ceux qui ont pactisé avec l'ennemi ou ses serviles serviteurs..., ...les suspects après enquête semblent être de très bons français, ou soit disant tels... ..nous ne pouvons tout de même pas faire ces enquêtes nous-mêmes après notre travail, étant déjà surchargés d'occupations..". Tout cela devient intolérable lorsqu'un coupable reconnu est grâcié; c'est ainsi que le 7 mars 1945, le comité local de libération de Romans parle "d'injustice flagrante" après la réhabilitation le 27/2/1945 d'Arnoux M. "PPF notoire" , et le comité précise qu'il ne répond pas des remous populaires; le même jour, il demande le renvoi du président du tribunal de commerce M Guerby "ami des miliciens".

(1) L'épuration française 1944-1949 . Ballard 1985  
page 79.

(2) AD 9J10 .Dossier épuration.

L'épuration semble d'autant plus importante aux yeux de l'opinion que des promesses officielles ont été faites, pendant la guerre, par les responsables de Londres. Malgré les efforts du CE, la population ne voit pas les résultats; on veut des exemples, ce qui entraîne aussi des excès inévitables lorsque l'on parle épuration. L'affaire Gailhard-Bancel est sur ce point significative d'un mouvement d'opinion publique.

## 2 ) Affaire Gailhard-Bancel.

En tant que président de la corporation paysanne sous Vichy, c'est nous l'avons dit une personnalité locale. Arrêté et enfermé dans la prison de Valence il attend son jugement lorsqu'une "équipe d'excités" (selon M Marty), prend d'assaut la maison d'arrêt pour en faire sortir le Marquis et quelques uns de ses amis, pour les conduire dans le quartier des îles où ils sont fusillés avant d'être exposés aux candélabres de la place Madier de Montjau, en plein centre ville. M Marty soupçonne dans son ouvrage (1) le directeur de la prison (Gastou) de complicité : "...depuis la libération, il jouait trop volontiers les Robespierre, ses sentiments blanchissaient ou noircissaient certains, au grê de ses sympathies ou de ses antipathies...". En fait, peu importe les responsables, le but de la "manoeuvre" est révélateur d'un état d'esprit.

En effet, cette opération coïncide, fin octobre, avec la visite de M Y.Farge qui vient faire un discours exaltant le retour à la légalité. Le commissaire de la république ayant quelques jours auparavant accordé plusieurs grâces inacceptables pour la résistance, il semble que cette action de commando ne soit pas due au hasard (2). La colère de Y.Farge fût à la hauteur de cet affront. Le préfet M de St Prix voulant se justifier à Paris au ministère de l'intérieur se vit claquer "la porte au

(1) Mémoire d'un terroriste page 92.

(2) Les résistants restent encore aujourd'hui peu loquaces sur ce sujet.



nez" (1). Aujourd'hui, beaucoup d'anciens résistants font remarquer, avec un peu d'ironie, que le garde des sceaux de l'époque, M de Menthon était un parent de Gailhard-Bancel. Cependant, les conséquences d'une telle affaire ne se limitent pas à une porte claquée et ce sont de tels excès qui conduisirent les responsables gouvernementaux à revoir leurs positions face aux comités d'épuration.

### Conclusion.

J.P.Rioux dans son ouvrage (2), montre que la Drôme ne fait pas partie des départements qui épurèrent le plus. De plus, une étude comparative avec les autres départements s'avère délicate dans la mesure où nous ne connaissons que quelques études. L'étude de P. Novick, où il analyse le cas de Grenoble est postérieure au mois d'août 1945; c'est également une étude par région et non par département. Cependant, il montre bien les difficultés pour analyser sérieusement l'épuration. Dans son appendice C (page 317), il démontre que les sources sont différentes et que par conséquent, les conclusions que les chercheurs peuvent en tirer sont plus ou moins fondées. Difficile d'appréhender la réalité entre les théories maximalistes qui dépassent les 100000 exécutions avant et après la libération, celles des gouvernements qui voisinent les 10000 et enfin celle de Robert Aron qui pense à 30000 à 40000.

L'analyse s'avère d'autant plus difficile à faire qu'il n'y a pas une classification très nette des motifs pour lesquels on doit être considéré comme collaborateurs. Cela reste au bon vouloir des cours martiales. D'où les excès qui vont conduire le gouvernement le 16 mars 1945 à déclarer : "... en tout état de cause, les CE qui n'auraient pas disparu depuis

(1) Mémoires de M Marty.

(2) "La France de la IV république" Ed Seuil 1980. Page 51.

la mise en place des organismes légaux, doivent se borner à un rôle administratif ...".

Avec le temps, le domaine de l'épuration va échapper aux responsables locaux. Il ne faut pas oublier comme le souligne P. Novick dans son ouvrage, que les alliés nous regardent, et qu'il faut par conséquent éviter les "bavures" comme celle de Gailhard-Bancel.

Ce retour à la légalisation des pouvoirs n'est pas propre à l'épuration mais touche aussi les organismes issus de la résistance et qui dirigent alors les départements.

QUATRIEME CHAPITRE

COMITE DEPARTEMENTAL DE LIBERATION : CDL

## Le comité départemental de libération (CDL)

### Introduction.

Valence, comme beaucoup d'autres villes du sud-est de la France s'est libérée grâce à l'action des partisans. Dans le domaine politique, il faut devancer les Américains; n'oublions pas qu'il était dans leurs intentions d'installer sur le territoire français un AMGOT (1), ce que le général De Gaulle n'accepte pas. Très vite d'ailleurs, les Américains abandonnent cette idée devant des villes déjà contrôlées par la résistance intérieure française.

Ce fut donc le cas à Valence où, dès le premier jour de la libération, le CDL avec à sa tête "cinq mars" (C. Alphandery), s'installe dans les locaux de la chambre de commerce (voir photos). Mais ce CDL comme beaucoup d'autres dans le sud-est de la France, existe depuis plusieurs mois et s'est déjà réuni à plusieurs reprises. Nous devons malgré tout nous interroger pour savoir qui compose ce CDL, quel est son but, à travers ses activités pendant la première année de libération, et nous devons également mettre en évidence ses problèmes et lever l'ambiguïté de son rôle exact qui va entraîner sa disparition.

### I ) Les statuts et les hommes du CDL de la Drôme.

#### 1 ) La composition du CDL (voir photo).

Un CDL se compose de membres désignés par les organisations de résistance et d'un président accepté par Alger. Le nom de ce-

(1) AMGOT : Allied Military Government of Occupied Territory.



Le Comité Départemental de Libération de la Drôme sur les marches de la Chambre de Commerce en septembre 1944.

-Au premier rang de gauche à droite: André Hérold, Fernand Bouchier, Marius Moutet, Jean Buclon, Roger Marty, Charles Follet, André Planel.

-Au deuxième rang: Mlle Verguet, Elie Long, Claude Alphanbéry, Pierre de Saint-Prix, Pierre Emmanuel, Abbé Chalamet.

-Au troisième rang: Clovis Maurice, Benjamin Malossanne, Marius Mayet. M le pasteur Sabliet, M Jacquin et Charles Jullien n'étaient pas présents quand cette photo a été prise.

Comité départemental de libération de la Drôme.

Septembre 1944

André Hérold : MUR.

Fernand Bouchier : SFIO.

Marius Boutet : ancien ministre.

Jean Buclon : président du comité local de libération, UMAC.

Roger Marty : secrétaire de la préfecture.

Charles Follet : ravitaillement.

André Planel : libre pensée franc maçonnerie.

Mlle Verguet.

Elie Long : FN.

Claude Alphandery : MLN.

Pierre de St Prix.

Pierre Emmanuel.

Abbé Chalamet : catholique.

Louis Maurice : MLN.

Benjamin Malossanne.

Marius Mayet

Pasteur Sabliet : protestant.

M Jacquin : CGT.

Charles Jullien.

lui-ci est C.Alphandery (dont le nom de maquis était cinq mars), dont nous avons évoqué la carrière dans le chapitre précédent. La composition du CDL en septembre 1944, représente un tableau assez fidèle de tous les mouvements qui ont participé à la résistance et à la libération de la ville (1). Néanmoins, notons la forte proportion de gens de gauche et même du parti communiste, présence qui sera encore plus évidente quelques mois plus tard lorsque C.Alphandery quitte la présidence où il sera remplacé par le représentant du parti SFIO (2), M F.Bouchier(3) et où on verra les deux postes de vice-présidents occupés par M Eymes représentant le PC et M Jacquin représentant la CGT (3); ainsi que comme co-secrétaire politique on trouve M Belmas représentant alors le FN (4). Si ces hommes selon les témoignages ne sont pas tous communistes, il n'en reste pas moins vrai qu'ils représentent des partis et des mouvements proches du "parti des fusillés". Ce CDL s'enrichira de la présence de Mme Flachier, représentant l'UFF (5) proche du PC.

Tous les membres du CDL viennent de la résistance:: M HeroId délégué des MUR (6), M Maurice en tant que MLN, mais aussi les anciens combattants avec le président de l'UMAC (7) qui n'est autre que M Buclon.

(1) Voir liste du CDL en septembre et photos.

(2) SFIO : Socialistes Français Internationale Ouvrière.

(3) Il ne semble pas qu'il fut communiste (Cf. M Joubert.).

(4) FN : tendance pro communiste . Front National.

(5) UFF : Union des Femmes de France.

(6) MUR : Mouvements Unis de la Résistance.

(7) UMAC : Union des Mouvements d'Anciens Combattants.

Un CDL doit être à l'image de la résistance, mais aussi à l'image de la nouvelle société qu'il veut édifier. C'est pourquoi, dès le mois de septembre 1944, un représentant de la confédération générale des travailleurs, M Jacquin sera membre de ce CDL. Plus tard, est désigné un représentant de la confédération française des travailleurs chrétiens : M Ruelle, ainsi qu'un représentant de la CGA (confédération générale des agriculteurs) avec M Jacquet personnage clé à une époque où le souci dominant du CDL est de ravitailler la région.

Mais si le comité veut être le reflet de la nouvelle société, il faut qu'il admette des représentants de diverses religions même si cela n'est pas chose facile à admettre pour tous les membres (1). La religion catholique est alors représentée par l'abbé Chalamet, grande personnalité s'il en est, au sein du CDL et dont la tâche n'est pas facile. En effet, l'évêque de cette époque est accusé de sympathie vis à vis du maréchal Pétain, respect qui s'explique sans doute par le fait que Monseigneur Pic est un ancien de la grande guerre 14-18 et qu'à ce titre, comme beaucoup de ses compagnons, il doit rester attaché à la personnalité du vieux maréchal. N'oublions pas que malgré tout, il n'hésita pas à protéger des juifs à Valence à une époque où cela pouvait avoir de sérieuses conséquences pour celui qui se risquait à une telle aventure. Malheureusement, nous ne connaissons pas l'opinion de monseigneur Pic sur les événements de la libération car selon l'abbé Dussère il n'était pas homme à se confier facilement et il n'a laissé aucune notes sur ses réactions personnelles (2).

Les protestants ont également leur délégué en la personne du pasteur Sabliet, ainsi que la franc-maçonnerie drômoise par M Planel adjoint de M Follet au ravitaillement et membre du CDL

(1) Episode de protestation du PC face à l'attitude de l'église catholique au cours d'une séance mouvementée.

(2) Temoignage de l'abbé Dussère de l'évêché de Valence qui était son secrétaire à l'époque.

Voir également opinion de M de St Prix en annexe.



Comité départemental de libération de la Drôme

1 mars 1945.

Président : M Bouchier.

Vice-président : M Eymes PC

: M Jacquin CGT

Secrétaire politique : M Belmas FN

Membres :

M Maurice : MLN.

M Follet.

Abbé Chalamet.

Pasteur Sabliet.

M Planel : libre pensée.

M Buclon : président UMAC.

M Malossanne.

M Moutet : ancien ministre.

M Lisbonne : Président du conseil général.

M Jacquet : CGA.

M Micoud : représentant des jeunes.

Mlle Verguet.

Mme Flachier : union des femmes de France.

M Monleau : jeune république.

M Herold : MUR.

M Emmanuel.

M Ruelle : CFTC.

M Moulet : secrétaire administratif.

comme délégué du mouvement de la "libre pensée". La poésie non plus n'était pas oubliée, le poète P. Emmanuel ami des belles lettres (et ami de M de St Prix) siège au CDL.

## 2 ) Les statuts.

Les statuts officiels des CDL furent ratifiés le 23 mars 1944 par le CNR (1), leur rôle devenait alors considérable car comme le faisait remarquer P. Novick : "...aujourd'hui, ils paraissent être et devraient être le coeur, et l'ame des départements dans leur lutte pour la libération...". Au départ, le rôle d'un CDL n'est que consultatif mais, très vite, et par l'ordonnance du 23 mars, ses fonctions vont s'amplifier. Son personnel ne représente pas une image de la carte électorale du département, ce n'est pas non plus le conseil général, mais ses membres sont irréprochables sur le plan politique ce qui est essentiel.

La mission du CDL se divise selon trois étapes précises: une période de clandestinité, une période insurrectionnelle et enfin l'installation de nouvelles autorités.

Le rôle du CDL dans la période clandestine consiste à coordonner les appels à la population, les manifestations, les grèves et l'aide aux réfractaires en créant les comités locaux de la libération et en coordonnant l'action de ceux-ci. Avec l'état-major FFI il doit préparer les mesures à prendre le jour du soulèvement (afin de coordonner l'action militaire et le mouvement insurrectionnel). Il aide également au royaume des services publics, planifie les mesures d'épuration et de neutralisation des traîtres, prend des dispositions à l'égard des fonctionnaires indignes et étudie la mise en place des municipalités provisoires; il propose enfin des plans de ravitaillement pour le département ainsi que des solutions aux problèmes

(1) CNR : Conseil National de la Résistance.

locaux de presse et d'information.

Pendant la période insurrectionnelle, il doit regrouper toutes les forces patriotiques, et si besoin, faciliter la mise en place des nouvelles autorités; il est responsable de la protection des services publics du département, lesquels sont placés sous leur sauvegarde.

Après la libération, il est chargé de représenter la population du département auprès du pouvoir central, il peut élargir le groupe de 10 au départ pour mieux représenter l'opinion publique.

Le CDL de la Drôme doit entretenir des relations étroites avec les représentants locaux du CNR; de même que les dépenses du CDL doivent faire l'objet de demandes de crédits auprès de la commission des comités de libération du CNR. Il ne peut d'ailleurs exister qu'un CDL par département. Le comité doit, et c'est important à noter pour la suite des événements, s'abstenir d'intervenir dans le fonctionnement et l'action des mouvements de résistance et des partis, comme les partis eux-mêmes ne doivent pas nuire à l'oeuvre de coordination du comité. Ce statut défini par le CNR en mars 1944, prévoit un rôle considérablement plus étendu qu'un simple organe de consultation. Plus tard, la présence des communistes s'avérant de plus en plus influente parmi les CDL, le général De Gaulle prendra la décision de limiter les pouvoirs des CDL.

Déjà, le 12 avril 1944, une ordonnance a été adoptée<sup>X</sup> réduisant les pouvoirs des CDL. Que devient son rôle ? Son but principal doit être le maintien des organisations de la résistance unies, participer à l'achèvement de l'épuration et de la reconstruction ; en fait, assurer la mise en place de la charte de la résistance (1).

Le bureau est élu pour un an, les membres sortants sont rééligibles, le comité se réunit une fois par quinzaine où l'on tient chaque fois les procès verbaux; les membres ne peuvent

(1) Charte dite " programme du CNR ".

recevoir aucune rétribution, sauf s'ils sont employés en permanence. ~~Elle~~ doit être tenue à jour une comptabilité et les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des 2/3 des membres présents. Tout semble donc prévu par le CNR, mais quelle est l'ambition des hommes sur le terrain une fois Valence et son département libérés ?.

### 3 ) Ambitions des dirigeants.

M C. Alphantery explique dans un article de septembre 1944 paru dans "le résistant de la Drôme", l'organe officiel, que la première action du CDL et des comités locaux doit être la mise en place d'"hommes nouveaux" (1): "...le renouvellement du personnel dirigeant et des municipalités est à la pointe des préoccupations actuelles...". En fait, ce que veut le CDL de la Drôme c'est qu'on le reconnaisse officiellement comme l'organe départemental de la résistance chargé de promouvoir et de faire respecter le programme d'action et de rénovation du CNR. Il demande également à être consulté dès que l'on veut appliquer cette charte. De plus, il demande qu'en cas de rétablissement des conseils généraux, ceux-ci soient complétés par des délégués du CDL et des CLL.

Cette volonté d'agir et d'être reconnu est un leitmotiv pour le CDL de la Drôme, comme pour tous les autres CDL qui, lors d'une assemblée nationale des CDL à l'hôtel de ville de Paris (2), signent une résolution analogue.

## II ) Vie et oeuvre du CDL.

### 1) Problèmes des "milles-pattes".

Lorsque l'on dépouille les procès verbaux (2) tenus par le CDL de la Drôme de septembre 1944 à janvier 1946, on constate

(1) Voir photocopie de l'article page suivante .

(2) AD 9J12.

Article du "résistant de la Drôme"  
(septembre 1944)

## HOMMES NOUVEAUX



Le renouvellement du personnel dirigeant et des municipalités est à la pointe des préoccupations actuelles. Il y eut en quelques jours un travail prodigieux. Les situations acquises, les privilèges établis de la paresse ou de la routine ont été durement ébranlés, les lignées népotiques de maires et conseillers généraux mises au point final. Telle municipalité solidement tenue depuis des lustres est suspendue au profit d'un conseil-comité de libération émergeant des ténèbres. Tout ceci se fait dans l'enthousiasme de la victoire qui soulève ce qu'aucune campagne électorale n'aurait réussi à remuer.

Mais les lendemains sont graves. Le conseil nouveau n'est pas rompu aux affaires et dans la mesure où il a été judicieusement choisi — ce qui n'est pas toujours vrai — dans la mesure où il représente vraiment la population résistante — ce qui n'est pas toujours évident, il lui faut encore faire ses preuves pour se maintenir. Et c'est pourquoi nous insistons auprès des comités locaux pour qu'ils popularisent leurs initiatives et créent la confiance entre eux et leurs administrés. Sans doute ont-ils des difficultés sans nombre pour se dégager des routines et faire adopter des idées neuves par l'Administration. Dans ces conditions, la Résistance redoute souvent des élections de février trop éloignées du premier enthousiasme, trop proches pour avoir derrière soi des grandes réalisations. Du moins, si la Résistance reste ce qu'elle était, audacieuse et pure, affranchie de tout préjugé, de tous intérêts particuliers, la population se laissera-t-elle facilement convaincre et diriger par ces hommes nouveaux.

CINQ-MARS.

que le premier conflit grave concerne des milices patriotiques.

Le gouvernement provisoire de Paris, nous l'avons déjà évoqué, ne veut absolument pas montrer des signes d'anarchie devant les alliés. Le commissaire de la république M Y.Farge(1) en visite à Valence le 29 septembre 1944 est très clair dans le discours qu'il prononce à la salle des fêtes de Valence devant messieurs St Prix, Buclon, Alphantery, et Lisbonne (ancien ministre) : "...il faut retrouver l'équilibre normal dans le respect de la légalité...". Qu'est-ce que cela veut dire ? Aux yeux de son auditoire, cela est pour le moins évident c'est, entre autre la suppression des milices patriotiques. En fait, suppression présentée le 19 septembre 1944 comme une réorganisation en garde civique.

En effet, les MP (2) sont souvent présentées comme l'armée du PC. Leur rôle dans la libération est aujourd'hui reconnu comme fondamental, mais un régime démocratique n'est pas compatible aux yeux de Paris, avec l'existence d'organisations improvisées et sporadiques. Les MP représentaient une véritable petite armée parallèle, sans doute proche du PC car les plus grandes protestations contre cette réorganisation en garde civique (qui ne doit pas être confondue avec les forces de police régulières, mais sont chargées de la défense des institutions et des libertés), ces protestations sont émises par le PC local qui veut au contraire, une reconnaissance officielle, un statut national et être la "force armée" du CDL pour lutter contre la "5° colonne".

L.Saillant secrétaire de la CGT, de passage à Valence d'où il est originaire, affirme le 2 novembre 1944 : "...il est du devoir du CNR d'affirmer son point de vue, même s'il diffère du gouvernement notamment en ce qui concerne les milices patriotiques..."(3). Le 6 novembre 1944 est organisé un défilé des MP

(1) M Y.Farge : voir bibliographie en annexe

(2) MP : Milices Patriotiques.

(3) les allobroges du 2/11/1944 précise qu'il fut longuement applaudi.

qui regroupe 1500 hommes sous le commandement de leur chef le commandant Lobasso (1).

Ce problème des milices patriotiques réorganisées en garde civique coïncide avec une tension entre le PC et les CL et CDL. Le 10 octobre 1944, le PC proteste : "...une trop grande place est réservée à des personnalités qui, durant l'occupation boche ont fait plus ou moins preuve d'inertie...". Ils ne représentent qu'eux mêmes alors que les femmes de France sont écartées de ce mouvement. Le 1 septembre, le préfet doit se plaindre auprès d'Y.Farge des exigences du PC à Romans et à Montélimar "Villes n'ayant avant la guerre qu'une faible représentation communiste", il s'interroge pour savoir si le parti radical (qui n'a pas participé à la résistance en tant que tel), doit être représenté d'une façon plus large que le PC dans les municipalités.

C'est ainsi que le 9 novembre 1944, au cours d'une séance du CDL, M Vallier représentant de diverses organisations s'écrit : "...M Follet représente le parti radical, qu'a fait le parti radical ? que représente le parti radical ? Mlle verguet ne représente qu'elle...". il enchaîne en disant : "...je voudrais bien savoir ce qu'on fait pour la résistance messieurs Moutet et Lisbonne pour faire parti du CDL ?...". M Herold répond : "...Les parlementaires qui ont voté contre le gouvernement font de droit parti du CDL!...". Les débats au sein du CDL sont donc pour le moins passionnés et pas seulement sur le plan politique mais aussi sur tous les problèmes que devaient affronter les dirigeants du département.

- (1) Gardes civiques : autorisés à garder leurs armes sous l'autorité du préfet et du président du CDL, mais ne pouvant les utiliser qu'avec une autorisation régulière. Age minimum d'admission : 21 ans et maximum 50 ans. Effectifs fixés par le CDL après avis des comités locaux . Les volontaires reçoivent une indemnité. Il y a enquête de moralité pour les nouveaux.

2 ) Des débats animés!

L'étude des procès verbaux du CDL pendant son année et demie d'activité peut se résumer en un mot : malaise. Tout d'abord malaise avec les Américains; dès le 15 septembre 1944 M Planel se plaint : "...les Américains ne donnent plus d'essence considérant qu'il y a trop de voitures de tourisme...". Le 17 novembre, M Jacquin note que : "...les Américains réquisitionnent tous les trains pour leurs services...". Le 27 janvier 1945, M Follet regrette que les camions américains mis à la disposition des services de ravitaillement soient repris par l'armée. Il ne faut pas oublier qu'à cette date, la guerre continue encore et les Américains ont besoin de toutes leurs forces. M de St Prix évoque lui aussi ces tensions (1).

Le 13 octobre 1944, M Alphandery note que les statuts du CDL ne sont pas clairement définis et il déclare que face à l'attitude plutôt hostile des Américains, "il faut montrer que nous nous organisons.". Les relations avec le CNR ne sont pas toujours simples. Les membres du CDL se plaignent des carences. Le 8 décembre 1944, lors d'une réunion, on peut entendre : "...On ne reçoit aucune directive, trop de services sociaux se font de la concurrence...". Réciproquement, les mesures décidées à Paris ne sont pas toujours suivies à la lettre, c'est ainsi que M Follet (responsable du ravitaillement) refuse officiellement de donner les vivres attribués par circulaire ministérielle aux prisonniers. Ces accrocs entre le CNR et le CDL se retrouvent lors du congrès tenu à Paris, où le CDL de la Drôme avait envoyé trois représentants, messieurs Jacquin (CGT), Belmas (FN), et Bouchier (SFIO); notons encore la tendance politique nettement marquée à gauche. Dès leur retour, ces derniers se plaignent., M Belmas note que le congrès n'a rien donné, le

(1) Annexe 1 . Réponse de M de St Prix le 15/8/86.



travail est saboté. M Jacquin va plus loin en déclarant que le CNR est à la solde du gouvernement. M Alphandery ajoute que le CNR ne connaît pas leurs problèmes, il y a trop d'œuvres disparates ; il faut, dit-il, "une association pour superviser".

Nous constatons donc que, si les autorités locales ne sont pas coupées du pouvoir central, elles tiennent à leur indépendance vis à vis de ce dernier. Ils veulent s'affirmer en tant qu'entité dirigeante, alors que leur rôle consiste à mettre en place le futur conseil général, en prenant des conseillers généraux résistants même s'ils insistent lors des réunions pour s'occuper d'abord des sinistrés et de l'épuration et "n'attendre rien du gouvernement" (1). Le pasteur Sabliet, le premier décembre 1944 résume la situation par ces termes : "...c'est la province qui fait la révolution...". M Eymes réplique en allant plus loin : "...les gens de Vichy qui sont au gouvernement luttent toujours contre nous...".

Il n'en reste pas moins vrai que même éloigné de Paris, le problème qui reste sans doute fondamental pour les membres du CDL, demeure celui de l'épuration et plus précisément la manière dont on conduit celle-ci; les reproches sont nombreux. Le 24 novembre, M Kuhn (2), se voit accusé de ne pas faire toutes les arrestations qu'il devrait faire, et de s'opposer à la rentrée de camarades de la résistance dans la police. Dans la même séance on accuse M Philip, président de la commission d'épuration de n'avoir jamais été résistant; ce qui est évidemment inadmissible si l'on veut prétendre à quelque fonction .

(1) PV du 22/12/1944. boîte 9J12.

(2) M Kuhn : intendant de police.

De plus, M Philip se voit reprocher d'avoir été volontaire pour l'école des cadres d'Uriage. M Jacquin le 24 novembre accuse M Dupré de juger les miliciens comme il jugeait les terroristes, c'est pourquoi le CDL demande que les personnalités de la CEA (1), soient résistants notoires bien avant le 1 janvier 1944. De même lors de la séance du 24 novembre, M Bouchier note la présence de plus en plus importante de non-résistants dans les différentes commissions et évoque le cas du docteur Rigal qui a été Vichyssois convaincu pendant 2 ou 3 ans et qui est cependant au FN.

La volonté d'agir ne fait aucun doute, mais comment faire lorsque l'on ne peut se faire reconnaître comme un organe officiel ? Un premier tournant est franchi lorsque le 29 décembre 1944, M Bouchier fait lecture de la lettre de démission de M Alphandery qui n'étant pas de la région est nommé à d'autres fonctions. Messieurs Buclon et Planel souhaitent que M Bouchier lui succède ; il sera élu à l'unanimité. De plus, la nomination d'un nouveau préfet va accélérer la légalisation du régime, souci premier de Paris qui n'était sans doute pas la préoccupation unique du CDL de la Drôme.

(1) CEA : Commission Epuration Administration.

CINQUIEME CHAPITRE

RAVITAILLEMENT ET RECONSTRUCTION

## Ravitaillement et reconstruction.

Introduction.

Le ravitaillement reste la préoccupation première des drômois et drômoises, auxquels il faut ajouter un problème qui découle des combats pour la libération, celui de la reconstruction. Manger et se loger ne peuvent être que les soucis principaux pour les sinistrés, ceci bien avant les problèmes politiques; ce doit également être l'essentiel pour les dirigeants du CDL.

L'originalité dans le domaine du ravitaillement réside dans le fait que les responsables, lorsqu'ils prennent la tête des différentes commissions chargées de ce problème, ont déjà une certaine expérience apportée par l'approvisionnement du maquis.

De plus, les départements du ravitaillement et de la reconstruction sont confiés à des hommes qualifiés et responsables, qui affronteront souvent avec réussite les oppositions à "leur politique" à travers des mesures courageuses, tenant "du miracle" selon l'expression de plusieurs résistants.

I ) Les origines du ravitaillement.1 ) Directives officielles.

Les directives officielles datent du 10 mai 1944 (1), et furent envoyées aux responsables du ravitaillement des maquis

(1) Document prêté par l'union drômoise les combattants volontaires de la résistance.

Raymond et Jean (1), personnages que nous retrouverons au même poste à la libération au sein du CDL.

Ce document dactylographié de 12 pages traite de l'ensemble des problèmes auxquels seront confrontés les deux dirigeants. En fait, ce document s'intitule "directives et conseils concernant le ravitaillement". Cette circulaire ressemble dans sa forme plutôt à une conversation de camarade à camarade.

Les impératifs du ravitaillement sont évoqués en premier lieu, on aborde ensuite quelques conseils pratiques et enfin, ce qui devrait être l'orientation de l'action agricole à suivre à la libération. Le premier problème soulevé est celui du contrôle étroit de la répartition des denrées. Les dirigeants ne veulent pas que le simple fait de nourrir une famille devienne le privilège de gens fortunés. Cela ne semble pas représenter un réel handicap car ils comptent sur le climat favorable dans la population civile à la libération. L'assistance aux régions voisines et aux grands centres n'est pas oubliée parmi les impératifs du ravitaillement. Malgré tout, ce plan ne prévoyait pas la destruction du pont de Valence, ni de la majeure partie des voies de communications qui empêcheront cette aide de fonctionner dans les meilleures conditions.

Dans ces impératifs, l'approche de l'épuration des cadres sous Vichy est très étonnante. Contrairement aux idées reçues, ce domaine semble en marge de l'épuration; en effet, il est souligné à plusieurs reprises qu'il faudra conserver si possible les anciens responsables et techniciens. Cela peut se concevoir dans la mesure où l'on ne forme pas un technicien en quelques jours ni en quelques mois. Les directeurs du ravitaillement, qui étaient accusés par la population de laxisme et de partager avec les allemands la responsabilité dans la pénurie alimentaire, passent dans ce rapport comme des gens ayant une position extrêmement difficile entre le gouvernement de Vichy et le préfet?

(1) Raymond alias M Follet . Jean alias M Planel

En fait, ce rapport incite les nouveaux responsables à conserver les organismes de répartition créés par Vichy, tout en les assainissant pour répondre aux demandes pressentes de la population. Il faudra : "détourner le ressentiment de la population des fonctionnaires qui en général n'étaient que des exécutants." (1). Imaginons un instant l'impact de cette phrase à la libération... Si nous sommes en présence de directives ou conseils qui semblent justifiés, nous sommes malgré tout bien loin de l'opinion publique et de sa justice plus prompte et plus expéditive. Par contre, les spécialistes du marché noir n'ont qu'à bien se tenir puisqu'ils vont être touchés par la répression à venir; nous pouvons lire : "...la répression ne nourrira pas la population, mais du moins sera-t-elle de nature à lui montrer qu'elle n'est pas bafouée...". Là encore, utopie, car nous avons déjà pu constater que le marché noir ne se résume pas à la libération et à une quelconque répression, mais découle d'une situation économique catastrophique qui ne s'arrête pas à la libération du territoire. Ces directives ne se limitent pas à des impératifs, elles abordent aussi quelques conseils pratiques. Lorsque nous examinons ces derniers, il semble que les responsables de la résistance comptent sur une aide américaine, assistance qui devrait permettre de fournir les 2000 calories quotidiennes jugées indispensables (2). En fait ils reconnaissent eux-mêmes qu'il ne faut pas y compter pour l'immédiate libération, le but principal des américains étant de gagner la guerre avant tout. Ces conseils pratiques vont plus loin puisqu'ils prévoient la conservation de ces fameux tickets d'alimentation que la population espérait bien voir disparaître à la libération. Par contre, le financement de la direction départementale de ravitaillement

(1) page 3 du Doc. de VLVR .

(2) page 4 du rapport.

est beaucoup plus flou, car si un compte spécial est évoqué, on ne précise pas l'origine de l'argent!. La règle concernant les prix consiste à ne pas modifier les prix à la production, mais plutôt ceux de gros ou de détails si cela est nécessaire. Des prévisions à long terme sont faites par les responsables, essentiellement sur les céréales, les produits laitiers et la viande. Par exemple, ils constatent que les 360 g de viande par semaine (500 pour les travailleurs de force) ne peuvent être obtenus, il est donc prévu de limiter les rations à 250g par semaine et 325 pour les manoeuvres. Une fois de plus, on compte sur la viande congelée ou les conserves des Américains, mais on compte également sur une aide inter-régionale (la viande pouvant provenir du département de Saône et Loire). Les pommes de terre doivent être importées d'autres régions, de même pour la période primeur il est prévue une aide de Bretagne et pour la période "pleine campagne", la région étant également déficitaire, elle sera aidée par Laon et Clermont-Ferrand. Ceci néglige complètement l'impossibilité quasi totale de trouver des camions et d'assurer un ravitaillement correcte dans un même département, ce qui laisse supposer l'état des difficultés lorsqu'il s'agit de ravitaillement à travers des régions.

Le dernier grand thème doit analyser l'orientation de l'action agricole. Après avoir constaté le retard de l'agriculture française par le refus du progrès par la majorité des agriculteurs, ils développent l'idée d'une action éducative auprès des agriculteurs. Le but avoué est d'arriver à une décentralisation la plus poussée de l'organisation professionnelle de l'agriculture, par la multiplication des coopératives, la mise en place de syndicats cantonaux plutôt que communaux. Malgré tout cela la confiance envers les agriculteurs est de mise, ce qui ne manque pas de surprendre lorsque l'on a étudié l'épuration, : les agriculteurs sont souvent condamnés à des peines légères mais qui impliquent une certaine complicité avec l'occupant (1) ; de plus, Pétain, lui même fils d'agriculteur, comptait

(1) Cf Chapitre épuration.

dans le monde paysan un soutien à sa politique. Là encore, une généralisation trop hâtive serait dangereuse, néanmoins cet appel à la compréhension et au coeur du paysan ressemble aussi à une certaine diplomatie dans un contexte où, de toutes façons, les responsables du ravitaillement ont besoin de l'aide des agriculteurs.

## 2 ) Ravitaillement du maquis.

Nous l'avons déjà dit, les principaux responsables messieurs Follet et Planel qui s'occupent du ravitaillement de Valence libérée ont déjà une expérience du problème à travers le maquis. Le "commandant Raymond" est chargé de l'intendance des civils, son adjoint "le capitaine Jean" s'occupe de l'intendance militaire du maquis.

M Planel ancien instituteur puis professeur, conseiller municipal à la libération sous la municipalité de M Perdrix fut donc chargé d'alimenter le maquis, action essentielle pour un bon moral des troupes. Dans un article (1) où il relate cette période qu'il a conservé sous forme d'archives personnelles, M Planel précise que de 1940 à 1945, plus de 8 millions de francs de l'époque sont passés entre ses mains. Nous apprenons ainsi qu'avant le 6 juin il n'y a pas de gros problèmes d'alimentation des différentes compagnies du maquis drômois grâce aux cartes venues de la préfecture et de la mairie. Après le 6 juin lorsque les Allemands sont plus redoutables, les choses deviennent plus difficiles. Pour alimenter 1600 hommes composant les différentes compagnies Roger, Chrétien, Sanglier, Benstrup, Morin et Pons, M Planel a touché 2810429 Francs. Tout ceci est très

(1) "Souvenirs du passé" prêté par les CVR  
(Combattants Volontaires de la Résistance).

(2) Voir carte, annexe I.



organisé de même que l'approvisionnement ne se fait que par réquisitions..Pour cela, les intendants du maquis reçoivent les ordres écrits leur permettant de se présenter chez les commerçants qui doivent être payés par la suite ! cela ne se passe pas toujours aussi bien, c'est ainsi que dans une lettre du 7 juillet 1944, le commandant Pons se plaint auprès de l'intendant Raymond. Pourquoi cette plainte ? simplement le commandant Pons vient d'apprendre qu'un groupe FTP s'est présenté chez un producteur pour se faire remettre 10 T de légumes secs, sans aucun ordre écrit et délivrant même un reçu signé d'un nom inconnu. D'autres plaintes de ce genre se trouvent aux archives départementales (1). Il est à noter que la majorité des groupes qui commirent ce genre d'actions illégales sont des membres FTP. Il est en effet admis aujourd'hui qu'ils étaient les plus mal armés mais étaient-ils les plus mal nourris ? Le tableau (2) établi par M Planel ne semble pas le confirmer, alors !...

Dans l'été 1944, le problème de la circulation ajouté aux bombardements qui détruisirent les trois grands moulins de Valence, St Vallier et Montélimar retardent les récoltes, alors qu'au cours du mois de juillet le Vercors connaît une situation grave sur le plan des céréales; situation qui oblige l'intendant Raymond (3) à demander la mise en route des battages le plus rapidement possible de même que la constitution de stocks dans des fermes disséminées. Une fois ces mesures prises, on doit l'en informer pour qu'il organise l'enlèvement des denrées par camions, et le règlement qui se fait en principe au moment de la prise des céréales.

(1) aucun classement

(2) Voir annexe 1.

(3) Cf lettre datée du 11/7/1944.

Il ne faut pas oublier que des troupes allemandes circulent, pouvant d'un moment à l'autre donner des ordres de réquisition, M Follet estime qu'il faut courir des risques pour que la population puisse survivre. Cette expérience du maquis justifie le fait qu'aujourd'hui les membres du CVR (1) parlent de l'action de messieurs Follet et Planel comme d'une action remarquable. M Marty parle même de miracle (2).

## II ) La gestion du quotidien.

### 1 ) Reconstruire vite et bien.

Valence libérée mais Valence meurtrie. Les bombardements (notamment celui du 15 août) auxquels il faut ajouter l'explosion le 29 du train d'explosifs ont détruit une bonne partie de la ville. Plusieurs quartiers sont dévastés (3) : le faubourg St Jacques, les quartiers nord-et ouest de la vieille ville, les quartiers de la comète, de la Cécile, celui du calvaire, de la Palla, auxquels il faut ajouter les Beaumes soient 200 immeubles environ complètement détruits et 100 autres "ne valant guère mieux" (4).; 700 autres ont des toitures et cloisons réclamant réparations. Les bâtiments officiels ne sont pas épargnés, Une partie de l'hôpital général est détruite, la majeure partie de la caserne Charreton (incendiée par les allemands) et la caserne Championnet sont aussi touchées. Les moulin } Basset et Bouvier sont hors d'usage, une aile de l'école du palais est sous les décombres et n'oublions pas la préfecture détruite le 15 août.

(1) CVR : Combattants Volontaires de la résistance.

(2) Entretien du 17 mai.

(3) Voir plan.

(4) "Les allobroges" 23/10/1944.

M de St Prix, lorsqu'on lui demande quel fut le premier problème qu'il eut à surmonter répond aussitôt : "tout bêtement la recherche de mes services et de locaux où les regrouper." (1). La situation est grave car toutes ces destructions ont mis à la rue quelques 2500 sinistrés, c'est pourquoi le 16 octobre 1944, le conseil municipal, à l'instigation d'un rapport de M Lick (directeur des services d'architecture), décide de désigner les membres de la commission d'études du plan de la reconstruction et d'aménagement de Valence.

MM. Buclon, maire de Valence; Jacquin, adjoint aux travaux et à l'urbanisme; Joubert, commissaire à la reconstruction et conseiller municipal; Vial, ingénieur E. C., conseiller municipal; Chizat, conseiller municipal, délégué de la C.G.T.; Bérenger, Mezonnat, Brunel, architectes; Amblard, ingénieur du Service vicinal; Caillet, conservateur du Musée; Chateian, conducteur de travaux; Lick, directeur des Services d'architecture.

2. — De faire élaborer le plan d'aménagement des régions à reconstruire par M. Lick, directeur des Services d'architecture, voirie et eaux de la ville, avec le concours de MM. Bérenger, Mezonnat, Brunel, architectes à Valence; Amblard, ingénieur du Service vicinal; Caillet, conservateur du Musée.

3. — De solliciter de l'Etat l'attribution d'un crédit provisionnel de 50.000 fr. pour subvenir aux frais d'élaboration de ce plan, ces frais étant à la charge de l'Etat en vertu de l'article 3 de la loi du 14 mars 1919 en faveur des communes sinistrées.

4. — D'autoriser M. le maire à prendre contact avec l'Office des Habitations à Bon Marché, en vue de la réalisation du programme d'habitations à bon marché collectives ou individuelles.

Dès le mois d'octobre, un programme de base est élaboré, prévoyant la rénovation de la bourse du travail, un projet de réorganisation du Polygone, l'aménagement de la Palla, l'agrandissement du pont de la Cécile et celui du parc Jovet vers le Rhône (2).

Le programme de reconstruction qui fut adopté par le conseil municipal lors d'une réunion tenue le 25 novembre 1944, met en place plusieurs phases. La première consiste à déblayer les décombres et démolir les immeubles représentant un danger pour la population; il s'agit ensuite de remettre en état les services hospitaliers, de s'occuper de la réfection des chaussées et enfin de construire des locaux provisoires. Mais on pense également réparer les immeubles privés si les dépenses ne dépassent pas 10000 francs par personne à loger; ils demandaient

(1) Cf lettre de M de St Prix en annexe du chapitre 7.

(2) "les allobroges" du 23/10/1944.

une aide de 1 million de franc à l'état; la séance se terminait par un rapport montrant que l'on pouvait disposer de 570 tonnes de bois soit 300kg par ménage en donnant la priorité aux vieillards et aux sinistrés. Ce plan est très ambitieux; d'autant plus que les moyens de le réaliser n'apparaissent nulle part : il n'est par exemple jamais précisé où trouver le matériel. L'aide américaine dans le domaine de la reconstruction n'apparaît jamais(1) Qu'en est-il pour le ravitaillement ?.

## 2 ) Le ravitaillement.

Le soir du 31 août le problème le plus vital qui apparaît dans le domaine du ravitaillement est le manque de lait, il n'y a plus une seule goutte de lait, ni même une seule boîte de lait concentré pour les enfants. Heureusement, un stock abandonné par les Allemands dans les locaux de l'école normale d'instituteurs permet de pallier momentanément cette insuffisance. Mais comme cela est prévu, la Drôme doit également aider dans la mesure de ses moyens les autres départements. C'est ainsi qu'elle doit fournir 2000 quintaux de blé à Lyon et 1000 en Ardèche chaque jour (2). De plus, les matières grasses sont rares, malgré cela, dès le mois de novembre une distribution de 75 grammes de beurre est prévue. La ration de vin a été portée à 8 litres pour novembre mais "malheureusement" les responsables durent revenir à 4 litres pour satisfaire les besoins de la capitale (3). La pomme de terre, élément de base de la

(1) Seul cas connu dans le domaine de la reconstruction, d'une aide américaine fut celle accordée pour reconstruire les réservoirs à mazout de la gare dans un délai record (réservoir de 145000) ; Première locomotive entrera en gare le 30/11/1944.

(2) Il n'y avait plus de pont entre Valence et l'Ardèche.

(3) Exemple de ravitaillement (ration du 11/11/1944) :  
Chocolat : ration normale, confiture : 250g, Conserve de viande : 290g, savon : 90g.

nourriture voit sa distribution hebdomadaire atteindre 2 Kg par ménage ce qui représente un total de 120 tonnes pour la Drôme. En ce mois de novembre M Follet semble assez content bien que 11 camions prêtés par l'armée américaine et affectés au service du ravitaillement, ne soient en fait utilisés que pour transporter le charbon dans les cinémas.

Un rapport de M Follet, présenté devant le CDL en mars 1945 expose quel fût le résultat de ses premières démarches M Follet y déplore l'inertie des comités locaux, il regrette que le comité local ne soit pas le trait d'union entre la population et les municipalités, comme le CDL est le trait d'union entre les CL et l'activité départementale (1). Le premier reproche qu'il présente aux CL est qu'ils ne signent pas leurs rapports concernant les dossiers d'épuration des services. Le bilan dans ce domaine est assez rapide à faire puisque si de nombreux chefs de districts ont été déplacés, trois chefs de services furent arrêtés et 14 présidents des commissions d'achats invités à démissionner; il faut ajouter à cela la suspension de nombreux employés (2). Malgré tout, l'armature des services officiels de ravitaillement est la même que sous le régime de Vichy conformément aux instructions de Paris (3).

La tarification est une préoccupation essentielle dans ce rapport; M Follet regrette que des décisions prises dans la Drôme à la libération aient été annulées. Cela s'explique facilement car il s'agit d'un problème national et non régional. Les prix ne sont pas assez élevés aux yeux des agriculteurs; M Follet leur conseille donc de s'unir en organisations paysannes afin de faire valoir leurs revendications. Une mise en

(1) Voir brochure CDL Mars 1945 . AD .

(2) Nombre exact impossible à fournir.

(3) Cf Chapitre I "directives".

en garde est faite en ce qui concerne les impositions, il semble en effet que certains agriculteurs n'affichent pas toujours un profond patriotisme. L'intendant général déclare donc : "...Il est indispensable que les impositions signifiées par le ravitaillement général soient livrées... ... le ravitaillement des villes est indispensable à la poursuite de la guerre...". Il est vrai que le bilan des collectes est assez décevant : sur 319000 quintaux de blé battus, 162507 seulement ont été livrés aux organismes stockeurs, sur 5000 tonnes de pommes de terre imposées, seulement 2622 tonnes sont arrivées. M Follet conclut en déclarant qu'en ce qui concerne les fromages et les produits oléagineux, les chiffres sont décourageants : "... il existe pour ce fait une véritable crise..." (1). Le stock de l'école normale est épuisé.

Il y a donc comme souvent dans cette période, un décalage entre les décisions prises au sein des organismes dirigeants comme le CDL et les applications sur le terrain; Problème d'infrastructure et de motorisation, certainement, mais aussi un certain manque de bonne volonté. De plus, l'aide mainte fois réclamée par M Follet auprès des Américains n'arrive pas malgré des dossiers exposant l'état des besoins aux officiers américains chargés du ravitaillement, les quantités obtenues sont dérisoires. Là encore, n'oublions pas que nous sommes dans une période où les Américains font d'abord et surtout la guerre. Un point positif dans la lutte contre le marché noir (2), début 1945 se traduit par un million d'amendes perçues par la répression des brigades volantes, ce qui semble complètement insignifiant aux yeux de la population.

(1) Chiffres donnés par M Follet dans son rapport.

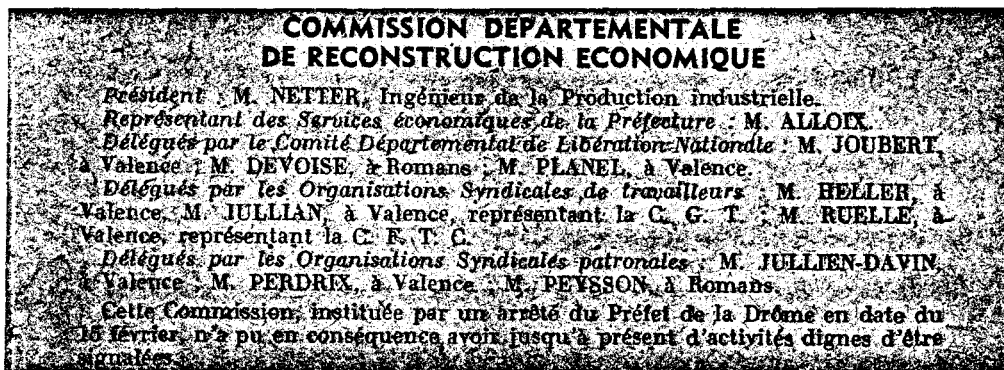
(2) Marché noir toujours présent. Le CDL demande la suppression des organismes parasites créés par Vichy.

Exemple de marché noir : la maison de l'armée sert des pastis fabriqués avec un alcool dont on ignore l'origine. Le sucre destiné à la fabrication de la limonade est vendu au marché noir.

Si le bilan n'est pas catastrophique, M Follet conseille aux comités locaux d'entrer en contacts plus étroits avec le monde paysan, pour améliorer les impositions.

### 3 ) La reconstruction économique.

La reconstruction économique fut décidée plus tardivement que la reconstruction civile puisque la création de la commission chargée de ce dossier date du 15 février 1945 :



La présidence de cette commission est confiée nous le voyons à un spécialiste. Son but est de rechercher les causes d'arrêt ou de ralentissement de l'activité économique; elle peut pour cela cela enquêter sur le fonctionnement de toutes les entreprises et étudier toutes les réformes pour stimuler la production.

Le drame vient des transports, il existe bien un service de frêt, ce qui n'empêche pas que des camions circulent à vide. M Netter note dans ses rapports beaucoup de mauvaise volonté lorsque l'on veut faire un recensement. A cette époque, il n'y a pas encore de services pour répartir le carburant, les véhicules allemands abandonnés sur la route sont laissés ainsi et ne sont jamais réparés. S'ils le sont c'est par l'armée ou par des particuliers qui n'hésitent pas à piller le matériel. D'autres entrepreneurs se plaignent d'être toujours réquisitionnés et prétendent qu'on ne trouve plus de pneus (sauf au marché noir).

La bonne volonté existe malgré tout; ces responsables proposent la création d'une commission des transports qui pourrait planifier le nombre de jours de prestation des camions. Cela reste à l'état de projet. Cette époque reste celle des commissions, commission des charbons, sous-commission à la métallurgie, sous-commission à la métallurgie, sous-commission à la chaussure, sous-commission à la céramique... Néanmoins, le système D reste le meilleur moyen comme nous raconte M Marty dans une anecdote (1). Début 1945, la région manque de charbon alors que le sud dispose encore d'un certain stock, dans le même temps, il possède un stock de chaussures que les Allemands ont abandonné (2); il décide donc sans en informer les dirigeants d'échanger une certaine quantité de charbon contre son stock de chaussures. Nous constatons que dans ce domaine les anciens du maquis n'ont pas perdu les bonnes habitudes pour se débrouiller avec "les moyens du bord".

#### 4 ) Bilan de la reconstruction.

M Belmas représentant le FN au CDL et responsable du rapport sur la reconstruction déclare : "... la gravité de la situation du point de vue économique provient surtout du manque de transport : plus de matériel roulant, nos ponts et nos routes sont endommagés, la plupart de nos usines sont détruites, une grande partie du matériel a été emportée par les allemands...".(3).

En fait, s'il existe beaucoup de commissions spécialisées, il n'y a pas de plan d'ensemble prévu pour l'utilisation du potentiel économique. La raison d'un tel état de chose n'est pas évidente; M Belmas avance l'hypothèse selon laquelle le minis-

(1) 17/5/1986.

(2) N'oublions pas que les allemands étaient à Romans, capitale de la chaussure.

(3) 18/01/1945.



tère concerné n'aurait jamais été épuré, mais cette explication revient peut-être un peu trop souvent... La routine de certaines administrations notamment des ponts et chaussées est dénoncée beaucoup plus souvent dans les archives dont nous disposons, de même que la mauvaise volonté de certains industriels qui ne mettent pas en oeuvre toutes les matières premières dont ils disposent. Le remède selon lui, est le développement des comités patriotiques dans les entreprises car ils ont, selon M Belmas, donné d'excellents résultats dans celles où ils se trouvent. Il conclut son exposé de manière "classique en réclamant le changement immédiat des dirigeants d'entreprises coupables de trahison et la suppression de tous les organismes créés par Vichy pour servir les occupants; enfin il lance lui aussi (1) un appel aux comités locaux pour constituer des commissions locales de reconstruction économique et qu'ils signalent sans retard tous les cas de sabotages dont ils pourraient avoir connaissance.

Un autre bilan de la reconstruction apparait le 30 avril 1945. A ce jour, 218 maisons avaient été réparées par l'état et 130 autres étaient en instance de réparation. De plus, il venait d'être décidé que chaque propriétaire pouvait reconstruire sa maison détruite dans un rayon de 30 kilomètres et si un sinistré renonçait à reconstruire, il ne recevrait que 30% du montant de la subvention prévue en cas de reconstruction. Il reste que ce bilan peut paraître insignifiant face aux destructions mais il faut savoir que pour réparer une maison endommagée, il faut une autorisation donc des démarches administratives, donc du retard; de plus, pour reconstruire des maisons entièrement détruites, l'autorisation ne doit être donnée qu'après la cessation des hostilités et après approbation du plan d'urbanisme.

(1) Après M Follet pour le ravitaillement.

Conclusion.

L'étude du ravitaillement et de la reconstruction met en évidence l'isolement de la province face à la capitale. Il faut se débrouiller avec "les moyens du bord" et avec beaucoup de bonne volonté. Si ce problème n'est pas aussi étudié que l'épuration, il concerne beaucoup plus directement la vie de la population. Mais fin 1945, la solution n'est pas trouvée et les valentinois doivent encore supporter les tickets de rationnement et cela traduit la plus grande désillusion de l'après libération; la majorité ne pensait pas qu'il faudrait encore faire de tels sacrifices...

SIXIEME CHAPITRE  
LES ETATS GENERAUX

## Les états généraux.

Introduction.

La préparation des états généraux qui doivent se tenir les 11, 12, et 13 juillet 1945 va être l'occasion pour tous de s'exprimer à travers des cahiers de doléances qui rappellent ceux de 1789. Leur mise en place va occuper toute la fin de l'année 1944 et l'année 1945. Pour les responsables locaux; c'est le moment de faire entendre leurs revendications à Paris, alors qu'ils se plaignent trop souvent de la carence du CNR (1).

L'idée de ces états généraux lancée par les responsables du FN, est admise par les responsables locaux du PC (2), dès le début du mois de novembre; le CDL décide par conséquent en mai 1945 d'envoyer 13 délégués représentant une population de 267281 habitants soit environ un délégué pour 20000 habitants. Pour bien préparer ces états généraux, M Planel(3) demande de faire l'éducation de la masse et de préparer un questionnaire pour présenter un travail d'ensemble à Paris. Les communistes bien que d'accord sur le principe demandent la constitution d'une commission des états généraux. Malgré cela, dès le 30 mars 1945 120000 exemplaires du questionnaire (4) sont déjà distribués à tel point que l'on manquait de papier et que l'on pouvait lire dans la presse de ce mois de mai 1945 que pour la préparation des états généraux le département de la Drôme est l'un des plus avancés. Pour comprendre ce que fut cette préparation des états généraux de la renaissance française il faut analyser les réponses au questionnaire qui donnent une image sinon fidèle au moins approchante de l'opinion de cette population dont on parle mais dont on ne sait pas vraiment ce qu'elle est.

(1) Cf Chapitre CDL.

(2) M Vallier responsable PC à Valence.

(3) Délégué au CDL de libre pensée ( franc-maçonnerie).

(4) Voir annexe.

## I Que désire l'opinion publique ?

### 1 ) Le questionnaire.

Aucun document ne peut nous permettre de savoir dans quelles conditions exactes fut établi ce questionnaire. Il s'agit néanmoins d'une arme au service du CDL comme cela est dit dans la préface du questionnaire: "Pour créer une légalité nouvelle", dans laquelle ils veulent sans aucun doute rester. Il faut aborder les préoccupations d'une population qui goûte aux joies d'une première année de libération. Les principaux sujets de préoccupations sont donc abordés : la guerre bien sûr, n'oublions pas que lorsque fut mis au point le questionnaire le pays était encore en guerre et beaucoup de familles drômoises ont encore un fils ou un parent qui se bat pour la libération du territoire; mais également les grands projets du CNR (nationalisation et réformes les plus variées) nous allons pouvoir constater que les réponses ne portent pas toujours sur ce qui semble le plus important pour le CDL.

Pour mieux comprendre cette préparation, nous allons dans un premier temps étudier les réponses des cantons qui semblent les plus représentatifs du département (1); dans une deuxième partie nous étudierons le point de vue des organisations syndicales et nous terminerons par l'analyse du questionnaire de l'abbé Chalamet (2).

### 2 ) Les réponses données .

- Voir tableau pages suivantes.

(1) Valence, Chabeuil, Crest et Buis les Baronniees.

(2) Représentant l'église catholique au CDL.

I ARMEE.	VALENCE	CREST	CHABEUIL	BUIS LES BARONNIES
1.- Comment voyez-vous la nouvelle armée Française nationale et populaire ?	Nationale, populaire, épurée.	Nationale et populaire	EPURER	Jeune et moderne
2. Etes-vous pour l'intégration des F.F.I. avec leurs grades dans la nouvelle armée ?	-	OUI	OUI	OUI
3. L'armée doit-elle voter ?	-	OUI	OUI 8 NON 3	OUI
II EFFORT DE GUERRE.				
1. Y a t-il du sabotage, de la routine, du laissez-aller près de chez vous ?	,-	-	oui	(pas de réponse)
2. Etes-vous partisan des comités patriotiques d'entreprises ?	oui	même rôle par les syndicats	OUI	OUI
3. Quels procédés d'émulation envisagez vous pour développer la production ?	-	participation ouvrière + Prime	idem	idem + nationaliser
III EPURATION.				
1. Etes-vous partisan de la création d'un commissariat national à l'épuration, désigné par la résistance et ayant tous pouvoirs ?	oui	oui	OUI	OUI

2. L'épuration est-elle terminée dans votre localité ?	NON	NON	NON	NON
<b>IV RAVITAILLEMENT</b>				
1. Etes-vous pour le marché libre ?	oui	pas encore	OUI	OUI
2. Comment lutter contre le marché noir ?	peine de mort	Confisquer, simplifier ravitail.	repression sévère	réorganiser le service de ravitail.
3. Etes-vous pour la suppression des gros intermédiaires et des organismes parasites créés par Vichy ?	oui	OUI	OUI	OUI
Etes-vous pour la suppression des barrières économiques créées par Vichy entre les départements ?	oui	OUI	OUI	OUI
<b>V RECONSTRUCTION.</b>				
1. Etes-vous partisan pour les transports de bureaux de frêt jouissant de pouvoirs exceptionnels ?	oui	-	non	OUI
2. Etes-vous pour la réquisition immédiate de tous les transports ?	oui	OUI	OUI	OUI
3. Comment voyez-vous la reconstruction des immeubles sinistrés et l'aide aux régions dévastées ?	utiliser main oeuvre de l'axe	plan d'urbanisme	utiliser main oeuvre allemande	créer un comité national

4. Quels moyens préconisez-vous pour la reprise de l'économie Française ?	utiliser matières prem. allemandes	-	réquisition en Allemagne	nationaliser, orienter la production
VI REFORMES DE STRUCTURE.				
1. Etes-vous pour le retour à la nation de tous les grands moyers de production et des sources de matières premières et d'énergie	application programme du CNR	-	OUI	OUI
2. Etes-vous pour la nationalisation des banques et des compagnies d'Assurance ?	oui	oui	OUI	OUI
3. Les ouvriers peuvent-ils participer à la gestion des entreprises ?	oui	oui	OUI	OUI
5. Etes-vous pour le maintien ou la suppression des comités d'organisations ?	-	suppression	OUI SUPPRESSION	-
VII REFORMES SOCIALES.				
1. Quel doit être le rôle des syndicats dans la vie économique et sociale ?	défense, éducation des travailleurs	syndicats groupés dans la CGT	contrôle	revendicatif, constructif.



2. Quelle retraite peut-elle être attribuée aux vieux travailleurs ?	-	60 ans	égalité ville-campagne	suffisante
3. Comment assurer les moyens d'existence à ceux qui ne peuvent pas travailler ?	-	-	pension	assurance sociale
4. Estimez-vous que les enfants du peuple ont les moyens d'accéder à la haute culture et donc aux plus hauts emplois ?	non	non, laïcité, bourses, études + long.	NON	NON
5. De quels enseignements généraux devraient s'inspirer la réforme de l'enseignement ?	Laïcité, gratuité Obligation 18ans	Laïcité	suppression subvention école libre	OBLIGATION, GRATUITE, NEUTRALITE
<b>III AGRICULTURE</b>				
1. Quel doit être le rôle de la C.G.A. dans la future économie Française ?	CGA éloignée de la politique	CGA CGT	Education syndicale	revendicatif, constructif.
2. Faut-il relever les prix à la production tout en maintenant les prix de vente et comment ?	oui	favoriser création d'offices	-	OUI
3. Comment lutter contre les trusts des engrais et du matériel agricole ?	multiplier les coopératives	-	nationaliser	NATIONALISER
4. Etes-vous pour un remembrement des terres dans votre région ?	oui	OUI	OUI	OUI

5. Quelle doit être la politique de l'habitation, de l'hygiène, de l'école à la campagne ?	-	-	amélioration de l'habitat	assistantes sociales.
6. Etes-vous pour la motorisation de l'agriculture ?	-	OUI	OUI	OUI
7. Etes-vous pour l'expropriation des propriétaires traitres au profit des paysans pauvres et des ouvriers agricoles ?	-	-	OUI	OUI
8. Comment enrayer l'abandon des campagnes ?	loisirs, scolarisation	suppression du métayage	suppression du métayage	moderniser, encourager coopératives
<b>IX DEMOCRATIE.</b>				
1. Quels grands principes voulez-vous voir inclure dans la future constitution ?	les trois pouvoirs distincts	suivre l'exemple de l'Angleterre	Les principes de 1789	les principes de 1789
2. Etes-vous pour le vote à 18 ans et l'éligibilité à 21 ans ?	non vote à 21 ans	NON VOTE A 21 ANS ELIGIBILITE A 25	NON ELIGIBILITE A 25	OUI
3. Etes-vous pour la suppression du pouvoir discrétionnaire des préfets ?	-	-	OUI	OUI
4. Etes-vous partisan du maintien d'un organisme populaire tel que le CDL auprès du préfet ?	oui mais sous une autre forme	OUI	OUI	OUI MAIS (VOIR DETAILS)

5. Etes-vous pour ou contre le sénat ?	contre	SUPPRESSION	CONTRE	CONTRE
6. Etes-vous pour l'élection des sénateurs au suffrage restreint ?	oui	-	OUI	-
X FAMILLE . SANTE. 1. Quels moyens préconisez-vous pour enrayer la dénatalité	limiter mortalité infantile	meilleure répartition des richesses	lutte contre guerre dépister IVG primes	augmenter allocations familiales
2. Quelle prime attribuer aux femmes restant au foyer ?	salaire de base	SALAIRE	1/2 salaire moyen départemental	aucune
3. Que pensez-vous du prêt aux jeunes ménages ?	oui en nature	-	très bien !	nécessaire
4. Quelle doit-être selon vous la politique de la santé ?	fonctionnarisation	nationalisation médecine, chirurgie	nationalisation de la médecine	developper postes assistante sociales

3 ) Analyse.

Les réponses données par les différents cantons mettent en évidence plusieurs choses intéressantes, notamment sur l'état d'esprit des dirigeants locaux et sur la population. Tout d'abord ce qui ressemble à de "l'utopie" ou du moins à une forte exaltation. Les réponses données dans le domaine de la refonte de l'armée révèlent cette manière de penser, on parle "d'armée internationale de la paix" alors que nous sommes encore en pleine guerre !. On demande une limitation des soldes des officiers et que l'état major soit contrôlé par des commissaires du gouvernement; et enfin la liberté de réunions et d'associations politiques pour les soldats. L'influence des maquis est ici évidente, on souhaite une armée à l'image de la résistance où la camaraderie serait de règle. Le fait qu'ils tiennent à l'incorporation des cadres FFI dans cette nouvelle armée en est une preuve flagrante. Notons également que parfois la question amène la réponse, lorsque le CDL demande : "êtes-vous pour l'intégration des FFI avec leurs grades dans la nouvelle armée ?" comment des résistants pourraient-ils répondre non!!.

Malgré tout, l'influence de certains partis tels que le PC est évidente; lorsque l'on évoque des comités patriotiques d'entreprises donnant une place importante aux syndicats et une plus grande intervention des ouvriers dans la gestion des entreprises, tout en y exaltant une glorification du travail. Cette parenthèse politique étant fermée, on revient assez vite aux souhaits essentiels de la résistance quand il faut parler de l'épuration avec le retour des lampistes (1) et la célèbre phrase "...jusqu'à maintenant seuls les lampistes ont payés..." On ne peut comprendre les problèmes de la première année de la libération si l'on passe sous silence cet espoir déçu.

(1) Cf Novick.

A chaque commune d'évoquer son adjudant (1) qui a tué un patriote et qui est encore dans la police ou son GMR (2) condamné par la radio de Londres et acquitté par la cour de justice etc etc. Nous constatons à ce moment là que tous s'accordent pour dire que l'épuration a été la plus lente dans la police et de dénoncer la lenteur de la justice, tout en précisant que les grâces accordées sont à leurs yeux inadmissibles (3). C'est une préoccupation qui fait l'unanimité, les réponses le prouvent.

Les questions concernant le ravitaillement sont aussi très "orientées". Il est évident qu'on ne peut reconnaître les organismes de Vichy qui paralysaient les services. D'autres réclament la réorganisation des services de ravitaillement, alors que ces derniers sont reconnus comme les mieux dirigés par l'expérience de M Follet assisté de M Planel (4). On leur reproche de ne pas appliquer les sanctions, de laisser les "gros" s'enrichir,; rien de très nouveau en ce qui concerne le marché noir. Mais loin de se limiter à une réponse, les responsables locaux font des propositions, surtout ceux de Valence et de Crest. L'encouragement des coopératives est réclamé ainsi qu'une diminution des marges bénéficiaires des intermédiaires; tout cela reste des mesures d'orientation et de contrôle dans un régime très socialisant, lorsqu'ils réclament des réquisitions forcées, cela devient des mesures relativement arbitraires. Cependant la confiscation des biens illicites et l'utilisation de main d'oeuvre allemande demeurent les idées forces. L'esprit socialisant des délégués

- (1) Boite 9J18 AD .Ex l'adjudant Lenoir en place à valence a tué un patriote Chossis près de Tain.
- (2) GMR Bresson collaborateur notoire.
- (3) Demandent la suppression de la cour des grâces (Valence).
- (4) Voir chapitre sur le ravitaillement.

se retrouve lorsque pour des réformes de structure il demandent outre la nationalisation prévue et l'application intégrale du programme du CNR une participation des ouvriers à la gestion des entreprises allant jusqu'à la proposition de leur donner la possibilité d'accéder à la direction de ces dernières. L'influence des idées de gauche est une nouvelle fois mise en évidence quand il s'agit des réformes sociales. Les responsables réunis à Crest vont même jusqu'à réclamer que tous les syndicats se groupent au sein de la CGT (1) dont le rôle doit être très puissant puisque non limité à une simple consultation qui doit transformer le syndicat en une sorte de conseil technique. Cet esprit de gauche se manifeste également lorsqu'ils exigent la suppression des subventions aux écoles libres voir même la laïcité obligatoire pour les établissements scolaires.

Nous aurions pu penser qu'en abordant le problème de l'agriculture cette image socialisante disparaîtrait, n'ayant jamais connu auprès du monde paysan un réel succès; il n'en est rien. Lorsque les délégués discutent sur la fonction de la CGA (2), ils s'accordent pour dire qu'elle doit être à l'agriculture ce que la CGT est à l'industrie : expulsion des grands propriétaires traitres, création de fermes modèles socialisées (3), distribution des terres à ceux qui les travaillent, suppression du métayage etc etc.

La modernité de propositions ne va pas, dans le domaine de la démocratie jusqu'à proposer le droit de vote à 18 ans et l'éligibilité à 21 ans. la III<sup>e</sup> république est condamnée, la séparation des trois pouvoirs : un exécutif stable, un pouvoir législatif avec une représentation proportionnelle,

(1) Voir CD de Crest AD. 9J18.

(2) CGA : Confédération Générale de l'Agriculture.

(3) Proposition de Valence.

un pouvoir judiciaire indépendant est revendiqué. Ils demandent aussi la suppression du sénat mais tout cela est très classique" à la libération. Plus original sans doute est le souhait de Crest où les membres désirent ne plus voir une "assemblée élue à gauche et qui gouverne à droite!". Déjà!... Mais tous demandent le maintien du CDL (1) et un préfet avec des pouvoirs administratifs étendus mais à l'exclusion de tout pouvoir politique.

Un autre aspect intéressant et original est la comparaison avec le régime politique anglais (évoqué par Crest), en faisant une apologie du "Welfare State" (2), mis en place sous la direction d'Attlee après la victoire des travaillistes en Angleterre. Ce rapprochement peut être fait après l'examen des réponses concernant la famille et la santé, domaines pour lesquels les délégués souhaitent une aide aux jeunes ménages, aux mères de familles et surtout une fonctionnarisation et une nationalisation de la médecine; idées qui entrent dans le cadre du Welfare state britannique.

## II ) L'opinion des organisations dirigeantes et syndicales.

### 1 ) Les "souhaits" d'un CDL.

Nous savons que cet organe est à l'origine du questionnaire pour la préparation des états généraux de Paris. C'est également le CDL qui va désigner les membres qui doivent se rendre à Paris; hormis le classique noyau actif toujours présent (3); nous trouvons les mêmes mouvements déjà représentés dans le comité départemental : l'UMAC, l'UFF, a CFTC etc ..

(1) Nous connaissons déjà l'opposition de De Gaulle à ce maintien.

(2) Société du "bien-être".

(3) Bouchier (PS). Eymes (PC). Jacquin (CGT). Belmas (FN). Maurice Maurice (MLN).

Mais la liste n'est pas approuvée par tous dans le département; c'est ainsi que dans le préambule de leur cahier de doléances, les représentants de Buis les Baronnies soulignent que cette désignation est anti-démocratique et contraire à l'esprit même des états généraux et que c'est donc un affaiblissement de ces derniers puisqu'ils ne sont plus qu'une simple assemblée générale des CDL du pays. Il est bon en effet de constater que ce ne sont pas les élus du peuple qui représentent la Drôme à ces états généraux.

Leurs propositions sont souvent beaucoup plus précises que pour les cantons; c'est ainsi qu'ils proposent une allocation de 1500 francs par mois pour un ou plusieurs enfants de moins de 6 mois et par la suite 450 francs par mois et par enfant. De même ils réclament pour la première fois égalité des droits pour la femme (1). La lutte contre l'alcoolisme, la diminution des débits de boissons, l'interdiction même de la vente des spiritueux, la lutte contre les maladies vénériennes qui passe par la lutte contre la prostitution et la fermeture des maisons de tolérance (2), tels sont les objectifs importants pour le CDL.

## 2 ) Les revendications professionnelles.

Les syndicats aussi ont répondu. Toutefois, il ne reste que les réponses des deux principaux, c'est à dire la CGT et la CFTC (3), mais quelques prises de positions surprenantes sont à noter: par exemple, lorsqu'est évoqué le rôle des syndicats dans la future économie, les termes de fonction orientatrice et éducatrice sont employés, ni la CGT ni la CFTC ne parlent comme le CDL de "contrôler la vie économique et socia-

(1) Voir sondage histoire magazine n°67 mai 1984 (Vote des femmes)

(2) Reviennent souvent dans les PV des activités du CDL, ils voulaient créer des commissions chargées des maisons de tolérance".

(3) CGT : Confédération générale des travailleurs

CFTC : confédération française des travailleurs chrétiens.



le du pays". Cette modération se retrouve dans leurs revendications. Que veut la CFTC de vraiment original ?. Simple-  
ment une assemblée composée d'industriels et de syndicalistes,  
le reste n'est autre que l'application du programme du CNR.  
La CGT se démarque par le fait qu'elle semble être la seule  
organisation qui soit en accord avec le principe du droit de  
vote à 18 ans et l'éligibilité à 21 ans, de même qu'elle est  
la seule à réclamer l'obligation faite aux députés d'assis-  
ter aux séances de la chambre et qu'il leur soit interdit de  
voter par procuration.

Le cas le plus intéressant par son originalité est sans  
doute celui de la chambre de commerce. Cette dernière par la  
voix de son président a fait savoir très tôt qu'elle ne vou-  
lait pas se limiter à un rôle consultatif mais qu'elle tenait  
à participer directement à la vie régionale. Elle a d'ailleurs  
établi plusieurs projets de réseaux routiers, d'aménagement  
du Rhône et la création d'un aéroport (1). Contrairement aux  
autres organisations qui réclament contrôles et commissions,  
la chambre demande la liberté dans tous les domaines et la  
disparition de tous les comités d'organisation. Ses respon-  
sables vont jusqu'à réclamer un marché libre dans les plus  
brefs délais, la concurrence étant la seule capable d'établir  
le juste équilibre; et d'ajouter : (2) "dans le cas le plus dé-  
favorable, les prix n'atteindront jamais ceux du marché noir."  
Faire une telle proposition alors que le problème du ravitail-  
lement est au coeur des préoccupations de tous les drômois,  
est sans doute la preuve d'une grande confiance dans l'ave-  
nir et d'une forte motivation.

### 3 ) Cahiers de doléances des cheminots de Valence.

Le cahier de doléances (CD) des cheminots de Valence est  
intéressant à plusieurs points de vue. Les cheminots valen-

(1) Camp trésorie route de Chabeuil.

(2) 19/06/1945. CD de la chambre de commerce. 9J22.

tinois et ceux des alentours furent comme beaucoup de leurs collègues parmi les résistants les plus actifs. De plus, à Portes les Valence se trouve alors la plus grande gare de trafic marchandises de France, ce qui donne un poids supplémentaire aux revendications des cheminots. Enfin il s'agit d'un CD d'une catégorie socio-professionnelle précise, ils ne s'attachent donc pas à répondre aux questions établies par le CDL mais évoquent uniquement les problèmes de la SNCF, ils ne parlent donc pas de l'armée ou du sénat (1). Que ressort-t-il de l'analyse de ce CD ?.

La grande idée des cheminots est l'éducation des travailleurs pour leur donner le sens des responsabilités. Nous constatons donc que si les nationalisations les intéressent, ils souhaitent qu'elles réussissent grâce au concours des cheminots. Mais nationalisation ne veut surtout pas dire dans leur esprit "organisme unique" qui exigerait une administration considérable pour sa bonne marche. C'est ainsi qu'ils proposent de nationaliser chaque branche avec un comité de coordination, avant la création d'une société nationale. Ils souhaitent donc un certain rodage avant tout. Ils font preuve d'une très grande prudence, même en ce qui concerne les autres nationalisations comme l'automobile : ils réclament de procéder par étapes. Plus catégorique est leur évocation des "seigneurs du rail", c'est à dire des dirigeants des anciens réseaux condamnés pour avoir mis au service de l'occupant le rail français alors que les cheminots, nous l'avons dit, ont eu une attitude patriotique. Ces anciens réseaux doivent être supprimés; à ce sujet, aucune hésitation n'apparaît ni dans le ton ni dans la forme. A leurs yeux, le nouveau conseil d'administration doit être constitué par les meilleurs d'entre les cheminots.

(1) Ce CD compte huit pages dactylographiées. AD.

Le problème de la reconstruction préoccupe aussi les travailleurs du rail, concernés au premier plan après les bombardements et les destructions volontaires. Pour simplifier leur idée sur la question, nous pouvons la résumer ainsi : "Voir grand et sur tout voir pratique". Malheureusement, si leurs propositions sont souvent généreuses : stade municipal, piscine (1), maisons confortables, ils n'évoquent jamais le moyen de financer tout cela; sans doute parcequ'ils savent bien qu'en ce début d'année 1945 cela ressemble plus à une utopie qu'à une réalisation concrète. Ils ne sont d'ailleurs pas les seuls à réagir comme cela. Dans presque tous les CD des propositions souvent intéressantes sont faites mais les problèmes de financement restent dans l'ombre. Par contre, s'ils tiennent à la nationalisation, ils se refusent à ce que la SNCF ne devienne une machine trop lourde et qu'elle ne devienne un état dans la France. Ils font également preuve d'originalité dans plusieurs domaines; c'est ainsi que contrairement aux ouvriers d'entreprises qui se déplacent souvent, les cheminots s'y opposent, la "vie de nomade" ne fait pas partie de leur mentalité. Ils propulsent également une idée moderne en réclamant pour les femmes à travail égal salaire égal; sujet rarement évoqué dans les CD.

Les cheminots terminent leur CD en concluant sur l'épuration dans les chemins de fer. Comment est-elle menée ? "D'une façon tristement fantaisiste", et ce ne fut qu'une "caricature d'épuration" (2). Pourquoi un tel bilan ? En fait, il semble que les chefs, les agents dirigeants à Valence ne furent jamais inquiétés. Ils citent même le cas d'un inspecteur principal dont la révocation avait été requise par la commission d'instruction à l'épuration et dont la

(1) Piscine : "pour entraînement pacifique, et pour tendre vers le beau de notre jeunesse sportive".

(2) Page 7 du CD des cheminots de Valence.

sanction ne fut jamais appliquée "tout au contraire". Un sentiment profond de déception conclut ce CD même si les cheminots ont encore un espoir de révisions des principaux dossiers d'épuration.

Nous ne pouvons terminer ce chapitre sans étudier les réponses d'un membre du CDL qui représente une grande partie de la population car il s'agit de l'aumônier Chalamet représentant l'église catholique au sein du CDL.

### III ) "Le cas Chalamet."

Nous avons déjà eu l'occasion de présenter la situation de l'église catholique à Valence où Monseigneur Pic n'était pas très bien vu par les nouvelles autorités (1). Malgré tout, l'abbé Chalamet, membre du CDL dans les heures les plus noires, s'acquitte bien de sa tâche dans cet organisme (2). Ce questionnaire (3) est intéressant car l'abbé Chalamet ne se prononce que sur ce qu'il connaît bien. C'est ainsi que plusieurs thèmes comme l'armée et l'épuration sont abordés relativement timidement; l'armée pour demander une discipline "souple et bienveillante", et l'épuration pour constater à son tour qu'elle a été mal faite et incomplète et qu'il faut en finir si l'on veut éviter à la société française, un malaise et des suspicions comme sous le régime de Vichy. Néanmoins, son témoignage sur l'épuration s'arrête là puisqu'à la question : L'épuration est-elle terminée dans votre localité? il ne répond pas. De même que dans le domaine du ravitaillement, il avoue son ignorance lorsqu'il s'agit de choisir un marché libre ou un marché contrôlé, n'étant pas au courant des problèmes techniques, il ne prend pas position; il fait

(1) Voir lettre de M de St Prix en annexe du chapitre IV.

(2) Voir procès verbaux du CDL.

(3) Le questionnaire compte 13 pages manuscrites. AD.

de même lorsqu'il s'agit de la reconstruction. Ce fait est à noter car généralement, dans les CD, les auteurs ont répondu à toutes les questions.

Dans les domaines économiques et agricoles, il s'exprime avec une grande prudence. S'il n'est pas opposé aux nationalisations, il met en garde ses collègues contre les dangers d'un capitalisme d'état qui pourrait être aussi inhumain que le capitalisme privé que l'on veut abattre et sans doute plus dangereux dans la mesure où il pourrait facilement mener à une dictature. En ce qui concerne l'agriculture, il souligne une chose jamais évoquée sinon à travers des sanctions, il s'agit du cas des techniciens nommés par Vichy. Il émet le souhait de ne pas les révoquer sur le simple fait qu'ils ont travaillé pour Vichy, après tout, s'ils ont des compétences, il faut savoir les utiliser surtout dans un domaine comme l'agriculture.

L'abbé Chalamet est particulièrement prolixé lorsqu'il s'agit de faire des propositions sur l'enseignement, la démocratie et la famille. Sa pensée sur l'enseignement peut se résumer ainsi : "pas de démocratie sans liberté scolaire". Pour lui l'école unique ne peut évoquer que les régimes fascistes, même s'il est d'accord sur le fait que l'état peut avoir un droit de regard sur tout ce qui n'est pas religieux. Il tient en fait à ce que l'enseignement soit le même pour tous, mais que l'éducation soit variée. Il finit cependant par admettre que la diversité des écoles ne peut se faire que dans des villes supérieures à 1500 habitants. En ce qui concerne la démocratie, s'il est opposé au vote à 18 ans, il veut accorder aux jeunes de 15 ans et même moins le droit d'être représentés dans des conseils au sein des lycées où l'on doit débattre de questions scolaires. Il souhaite aussi une décentralisation pour tout ce qui intéresse spécifiquement la région tout en limitant les pouvoirs du préfet.

Enfin, la famille apparaît comme le problème dominant pour cet abbé ; "...la France va disparaître si l'on ne s'en occupe pas ...", faute d'enfants, la France devient un

pays de vieux, manquant d'élan et il parle même d'un "manque de dynamisme révolutionnaire". L'enfant ne doit donc rien coûter, même l'éducation religieuse doit être prise en charge par l'état. Terminons ce chapitre par le mal qui ronge la famille selon l'abbé Chalamet, le problème moral : "...il faut corriger les tendances des français qui, par la pornographie, le cinéma, les danses nègres sont entretenus socialement dans un état d'obsession sexuelle au point qu'ils finissent par ne rechercher que les jouissances sexuelles animales au détriment d'un amour plus élevé, plus humain et en écartant les responsabilités et les charges du mariage. Pour restaurer la famille, il faut restaurer la moralité..."

#### Conclusion générale sur les états généraux.

Que révèlent ces CD, qu'ils soient de particuliers, de collectivités locales ou de syndicats ? En fait une situation matérielle alarmante dont la conséquence est un découragement sensible. La tuberculose quadruple, la natalité baisse, la mortalité infantile est en augmentation et le marché noir semble n'avoir jamais aussi bien marché... Déception car à la libération, il ne fait aucun doute que la masse de la population croyait s'engager dans la voie de réformes profondes en rompant avec le passé; elle souhaite que se réalisent rapidement les réformes exposées par le CDL. Un participant déclare lors de la préparation de ces CD : "...tromper ce peuple à qui on a tant promis n'est plus possible. Il saura briser ses dernières chaînes..."

SEPTIEME CHAPITRE

LE RETOUR DE LA POLITIQUE

Le retour de la politique

Introduction.

L'organe représentatif du gouvernement parisien dans le département n'est autre que le CDL mais la vie locale tient une place importante dans les préoccupations des nouveaux dirigeants. Comme il faut assurer à Valence le changement souhaité par la population, de nouveaux organismes nés de la résistance vont être mis en place et chargés d'essayer de résoudre les problèmes matériels qui se présentent aux différentes localités du département et à sa préfecture au moment de la libération.

Quel est ce nouvel organe appelé comité local de libération (CLL), que l'on rencontre non seulement à Valence, mais aussi dans chaque localité ? Quels doivent être leurs rôles et leurs objectifs ? telles sont les questions auxquelles nous essayerons de répondre dans une première partie. Dans une seconde partie nous analyserons les rapports entre les différents organismes.

I ) Les nouvelles autorités locales.

1 ) Quelle fût la part de l'initiative locale dans la mise en place des nouvelles autorités à la libération.

En ce qui concerne le CDL nous avons pu constater que ses membres ont été choisis par les MUR, parcequ'ils représentent les tendances et les volontés de la résistance et parcequ'ils sont dignes d'exercer le pouvoir exécutif dans le département; ils s'imposaient ainsi aux autorités locales(1)

(1) Cf M de St Prix : lettre du 16/8/86. Voir lettre en annexe.



Les CLL ont des pouvoirs plus restreints qui ne dépassent pas le cadre de la commune et qui sont d'une nature toute différente de ceux du CDL. Il va sans dire que les CLL de Montélimar, Die et Nyons, plus riches en personnalités que ceux des petites communes rurales, sont plus influents et prennent des initiatives plus importantes (comme la désignation du conseil municipal et du maire). Les CLL comme le CDL, le NAP ou les MUR sont donc nés de la nature des choses, engendrés naturellement par la résistance, bien avant que les juristes de Londres ne formulent leur existence et leur fonctionnement comme dans le cas du CDL (1). Nous pouvons donc affirmer que de même qu'au plan départemental les principaux organismes dirigeants de la résistance expriment démocratiquement les volontés et les tendances de la majorité des résistants, les personnalités constituant les CLL dans chaque ~~comm~~ commune expriment démocratiquement les volontés et les tendances des résistants de la commune.

A la libération les nouvelles autorités municipales ont été mises en place en plein accord avec le CDL puisqu'elles représentent à la fois Valence et la Drôme toute entière, mais on ne peut pas dire que les membres du CDL ou des CLL qui ont à la libération pris en main les commandes, ont été mis en place à l'instigation des autorités locales. Néanmoins, l'acceptation de ces hommes nouveaux par la population fut facile; M de St Prix va plus loin : "...et même plus que facile..." (2). Les citoyens qui sont favorables à la résistance ont manifesté leur joie dès le deuxième jour de la libération.

(1) Groupe d'études animé par Teitgen, Courtin etc...

(2) Cf lettre de M de St Prix du 16/8/1986.

## 2 ) Le conseil municipal de Valence.

Le conseil municipal fut nommé par le préfet de la libération M de St Prix. M Buclon fut logiquement désigné comme maire avec l'accord total du CLL de Valence. Le premier conseil municipal se tient le samedi 16 septembre 1944 à 15h en présence de M de St Prix et de M Alphantery président du comité de libération et la journée débute par la lecture faite par M Buclon de l'arrêté préfectoral désignant les 27 membres du conseil municipal. Le discours de M Buclon à l'occasion de cette séance inaugurale est très révélateur de la préoccupation première de la nouvelle municipalité valentinoise (1).

En effet, le premier souci des responsables de la municipalité est la reconstruction de Valence et de ses quartiers détruits par le bombardement du 15 août. C'est aussi la volonté d'affirmer à la population que tout sera tenté pour assurer le ravitaillement. L'état d'esprit d'alors est à l'unité. C'est ainsi que le nouveau maire rend hommage à M de St Prix à qui il accorde toute sa confiance et termine son discours par une fraternelle accolade à M Alphantery sous les applaudissements de l'assemblée. Le maître mot reste donc l'union et le travail pour reconstruire, installer une véritable démocratie; c'est pourquoi la première décision prise est une motion de confiance au général De Gaulle : "Estimant que l'union totale des Français résistants est la condition du relèvement du pays. Estimant en outre que durant la période qui précèdera la consultation du peuple français, l'ordre républicain doit nécessairement présider à la renaissance de la vie sociale du travail et de la paix intérieure, fait confiance au gouvernement provisoire de la république et adresse à son chef le général De Gaulle l'hommage de sa gratitude respectueuse et son admiration pour l'oeuvre d'unification qu'il a entreprise et qui a si puissamment contribué à la libération de notre patrie." (1).

(1) "Le résistant de la Drôme" n°18/9/1944.

L'unité semble donc être de mise lors de cette première séance, mais cela ne veut pas dire unanimité. Comme auparavant dans la résistance, union ne veut pas dire oublier ses propres opinions. C'est ainsi que M R. Vergnaud, au nom du FN, présente une protestation "mesurée mais ferme" sur la représentation jugée réduite de son propre parti dans le conseil municipal; on ne va pas, malgré tout, vers une rupture puisque le FN accepte de demeurer au sein de l'assemblée municipale dans un désir de travail et d'union, leitmotiv de la libération.

De même M Cruzet exprime le point de vue des communistes, pour s'élever lui aussi contre la composition du conseil municipal au sein duquel il dit ne pas trouver les représentants de toutes les associations qui ont effectivement participé à la résistance mais au contraire des personnalités "dont la présence ne se justifie pas". Le PC a donc décidé de soumettre au CNL (1) la composition du conseil municipal pour qu'il en juge. Il expose ensuite le programme du parti qui demande notamment, que les appartements des miliciens et des collaborateurs soient affectés aux sinistrés, un contrôle des prix surtout chez les grands commerçants, le rétablissement des transports, la remise en état des écoles pour assurer une rentrée des classes normale, sans oublier une épuration rapide des services administratifs et une augmentation du salaire du personnel administratif!. Ils ne sont pas les seuls à demander une épuration administrative; la CGT, par la voix de son représentant M Garçon la réclame également mais la CGT présente d'autres revendications.

Que demande la CGT ?. Tout d'abord l'érection d'une bourse du travail moderne, elle réclame également un vaste programme d'urbanisme avec des logements "à bon marché". Sur le plan du ravitaillement, elle souhaite une lutte impitoyable contre le marché noir et le mercantilisme mais aussi la création d'une commission municipale pour le contrôle des prix.

(1) CNL : Conseil National de la Libération.

Sur le plan de la reconstruction, une amélioration des réseaux d'égouts, une réduction des tarifs pour la distribution du gaz et de l'électricité, la construction d'un groupe hospital-hospice pourvu d'un équipement moderne sont demandés. M Graçon termine l'exposé de son programme en revendiquant la construction d'une maison de la culture où les travailleurs pourront consulter les ouvrages techniques ou éducatifs qui les intéressent. Enfin il conclut son discours en assurant que la CGT désire participer aux diverses commissions municipales de travail.

Si les communistes et leurs sympathisants se plaignent souvent de n'être pas assez représentés au sein des différentes commissions, il faut cependant noter qu'ils ont un programme précis et vaste et qu'ils savent le faire passer dans la presse. En effet, si nous connaissons leur programme comme celui présenté par messieurs Garçon et Crouzet que nous venons de développer, nous ignorons celui des autres organisations qui ont participé à la résistance. Cependant, ils ne représentent pas l'ensemble du conseil municipal dont les premières préoccupations demeurent ravitaillement et reconstruction.

### 3 ) Activité du conseil municipal.

Nous savons que le ravitaillement reste le domaine réservé de MM Follet et Planel, ce qui n'empêche pas la municipalité d'intervenir dans ce domaine. Les premières décisions prises en ce mois de septembre concernent le service de nettoyage et d'enlèvement des ordures qui ne reprit que le 7 septembre. A cela s'ajoutent des travaux de déblaiement consécutifs aux bombardement aériens et à l'explosion du 29 août, travaux qui furent donc étendus dès le 30 août

(1) Train de nitroglycérine.

aux quartiers de la Cécile, des Beaumes et de la Palla (1), mais restent plusieurs milliers de mètres cubes de déblais à enlever. Il faut également de toute urgence assurer un service des sinistrés, service qui répond à 211 demandes d'hébergements (sur les 550 à 600 qui ont été faites), dans la première quinzaine du mois de septembre. 260 autres sinistrés ont été logés au centre d'hébergement municipal et 300 indigents sont nourris gratuitement.

Au milieu du mois d'octobre, l'éclairage public a pu reprendre dans les principaux quartiers; le gaz fonctionne aussi mais au ralenti, il faut attendre l'arrivage de charbon. La rentrée des classes a pu s'effectuer le 2 octobre sauf au collège classique encore occupé par les Américains; les cantines scolaires sont réorganisées sous la direction de la société des amis de l'école laïque dont le responsable adjoint délégué à l'instruction publique, M Bouchier, fait remarquer que l'oeuvre des cantines est accrue par le nombre de sinistrés : "... c'est ainsi que le nombre des inscrits qui était en moyenne chaque année de 80 dépasse déjà 600. Des repas copieux et sains seront servis au prix de 6 francs, étant entendu que seules les paieront les familles qui pourront assurer cette dépense..." (2).

Nous ne devons pas confondre CL et municipalité. En effet, les comités de libération exerçaient une autorité municipale jusqu'au moment où les municipalités nouvelles s'installèrent. Les CL doivent prévoir la confirmation des municipalités de 1939 ou leur renouvellement. Après l'installation de la municipalité, le CLL anime celle-ci, poursuit l'épuration administrative, politique et économique et doit créer une atmosphère vraiment "révolutionnaire de salut public" (3).

(1) Voir Plan.

(2) M Bouchier : "résistant de la Drôme."

(3) Rôle des CLL . Boite 9J10 A.D.

Les membres des CLL n'oublient jamais ce rôle au cours de la première année de libération; attitude entraînant des rapports assez conflictuels avec le CDL.

## II ) Les rapports CLL et CDL.

### 1 ) La composition du CLL de Valence.

Nous limiterons notre étude à la composition du CLL de Valence, centre de la vie politique du département où se trouvent par conséquent les grandes personnalités de la résistance drômoise et donc de sa libération.

Les membres du CLL de Valence représentent un éventail assez large des organisations résistantes et politiques (1). A l'origine, son président se trouve être M Buclon qui, une fois maire de la ville, avec l'accord de tous (2), est remplacé à la présidence par M P.Rigaud qui appartient comme son prédécesseur au parti socialiste. Cette composition fait apparaître une couleur politique moins marquée à gauche que celle du CDL. Ici, les deux personnages principaux P.Rigaud et P.J.Perdrix (futur maire de Valence) sont éloignés de l'idéologie communiste puisque J. Perdrix représente le parti radical; parti qui n'est cependant pas un parti ayant tenu une place fondamentale dans la résistance comme le PC, d'où les protestations souvent véhémentes des communistes contre les représentants radicaux dans ces organismes de libération où ils n'ont pas leur place selon "le parti des fusillés". La première réunion du CLL de Valence a lieu le 5 juillet 1944, son premier président est élu le 14 août, date à laquelle on sait que la répartition des sièges à la municipalité fit l'objet d'un long débat sans aucune autre précision (3).

(1) Voir composition en annexe.

(2) CDL, CLL et bien sûr préfecture.

(3) Boite 9J22 A.D.

2 ) Les relations CLL et CDL (étude chronologique).

Pour mieux comprendre les rapports entre ces deux organismes il nous faut remonter en arrière. Le 21 août 1944 cinq mars lance un emprunt de 2500000 francs et demande la participation du CL pour 50000 francs; mais nous lisons dans les archives que cela aboutit à une "impossibilité d'entente: question tranchée par le CDL" (1). Anecdote sans doute vraie qui met en évidence deux organismes qui tiennent à leur indépendance. La première réunion du CL le 5 septembre 1944 est marquée par le problème chronique de l'épuration. On peut lire dans le procès-verbal : "...Le CLL constate avec regret que l'épuration de la ville est à peine commencée, que des arrestations arbitraires se sont produites, demande à M le préfet d'accélérer l'oeuvre d'épuration confiée à l'intendant de police et signale que certaines libérations ont été faites sur intervention de personnalités douteuses..." (2) le ton est donné.

L'analyse des procès-verbaux (3) traduit une mauvaise entente entre CDL et CLL. Tout d'abord, le CDL crée une commission d'épuration ayant une juridiction sur tout le département (voir chapitre épuration), ce qui entraîne une interrogation parmi les membres des CL qui peuvent croire que cette dernière modifiera l'action de leurs propres commissions. De plus, le CL intervient auprès du CDL après la mise en place de la municipalité pour que l'on veuille bien préciser le rôle du CL et s'il doit poursuivre son action. Une petite parenthèse peut être apportée ici, lorsque nous lisons le procès-verbal du 19 septembre 1944 : "...trop d'absents il faut reporter la séance...". Malgré toutes ces questions, il semble que le CL n'ait pas de réponse car le 22 septembre, trois semaines après la libération, le CLL demande s'il doit continuer son

(1) Boite 9J22 A.D.

(2) Boite 9J22 : étude de quelques procès-verbaux.

(3) En date des 7, 8, 9, 11, 14, et 19 septembre 1944.

action alors que la municipalité est en place et si oui, il réclame l'homologation officielle de sa composition, une définition nette de son champ d'activité et enfin que la population valentinoise soit informée de l'existence du comité et de sa composition. A cette demande s'ajoutent des plaintes contre les prix élevés des loyers offerts aux sinistrés, une protestation le 12 octobre contre le régime de faveur offert à certains prisonniers : "...soyons humains et non jobards...".

A la lecture de ces procès-verbaux, il y a un manque évident de contacts et d'informations entre ces deux organes. Chacun semble rester dans son coin, chacun semble prendre des initiatives sans consulter l'autre et cela dans tous les domaines. Le CDL prend l'initiative de se séparer de M Gartou, responsable du CL d'épuration et accusé d'accorder des faveurs à certains prisonniers alors que le CLL réclame qu'il soit "réintégré sans délai dans la commission d'épuration" (1). Le CLL demande au CDL d'être tenu au courant de toutes les affaires de miliciens détenus sur Valence, mais réciproquement, lorsque le CDL demande aux CLL la liste des miliciens PPF francistes, ces derniers rétorquent que cela n'est pas possible et qu'ils n'ont aucun renseignement à leur fournir. Le fossé est tel que le 30 octobre, deux mois après la libération, le CL en est encore à réclamer des réponses à ses questions et le CDL en vient à faire surveiller les locaux de la commission d'épuration au 79 bis avenue de Chabeuil, à cette époque, le CL se décide seul à faire publier les procès-verbaux de ses séances dans la presse. Un mois plus tard le 30 novembre, le CL constate qu'il est tenu dans l'ignorance absolue de ce qui concerne l'épuration politique, il constate amèrement que "certaines personnes vichysoises notoirement connues seraient employées à la croix-rouge et à la caisse d'épargne", et enfin de s'élever contre l'attitude de l'intendant de police qui "dénote un esprit d'inertie et de freinage intolérable". A cela s'ajoute le fait que l'ex-commissaire

(1) PV Boite 9J22 19/10/1944.



Guenzer (1) emprisonné à Valence, reçoit un traitement de détenu politique auquel il n'a pas droit; même révolte lors de la libération le 19 décembre de la femme Basset milicienne internée à Valence, et cela avant sa comparution devant le tribunal.

L'activité "d'animation" des CL ne se limite pas au domaine de l'épuration puisqu'elle s'étend à celui du ravitaillement et de la reconstruction et là encore il n'y a pas une convergence de vue absolue, loin de là!. Dès le début du mois de septembre, le CLL de Valence présente une plainte officielle contre le pillage des immeubles sinistrés et demande que le CDL organise des rondes de nuit (2). Le 16 octobre 1944, ils font remarquer que 850 tonnes de bois de chauffage seraient disponibles si les propriétaires ne faisaient pas preuve d'un manque d'empressement évident, et réclament donc une intervention directe et pressante des responsables. De même, s'il manque des camions, il faut faire une demande auprès de l'armée américaine (3). Il s'insurgent contre le délai d'un mois demandé aux sinistrés pour obtenir des vêtements. Ces remarques sont souvent très pertinentes puisqu'au moment où Valence manque cruellement de camions, les responsables des CL font remarquer la présence d'une ambulance allemande de 7 tonnes, proche de l'hôtel de ville (en plein centre ville) qui semble se détériorer sur place. Tandis que le CLL vient d'accorder la somme de 3000 francs à la veuve d'un "fusillé des boches" mère de deux enfants, parallèlement le CDL préfère réparer la caserne de Latour-Maubourg...

Que pouvons nous conclure sur ces protestations énergiques ?; Un manque évident d'autonomie du CLL de Valence vis à vis du CDL. Son rôle semble bien se limiter aux remarques

(1) Voir chapitre épuration.

(2) 8/9/1944.

(3) PV. 16/10/1944 pour deux camions.

et non plus à l'action. lorsqu'on livre aux cinémas du charbon alors que la population manque de chauffage, que fait le CLL, il proteste et exprime son dégoût face au détournement du ravitaillement et il ne peut pas moins faire que de demander une chasse aux trafiquants et aux affameurs (1), mais ce n'est pas à lui d'agir... Par conséquent, son rôle est bien limité, cantonné à animer, conseiller et condamner sans aucun recours. Malgré tout, l'action des CLL ne se résume pas à celui de Valence.

### 3 ) Les comités locaux du département.

Le rôle défini des CLL est connu. En matière d'épuration, les comités locaux du département doivent participer à l'oeuvre d'épuration sociale, administrative et économique. Pour cela ils doivent mener des enquêtes, envoyer leurs rapports au CDL en indiquant la peine ou l'amende qu'ils veulent infliger; si la personne est dangereuse, ils doivent établir un mandat d'amener et la faire arrêter par la police locale ou la gendarmerie. Dans le domaine du ravitaillement, les comités locaux ou les délégations municipales ne peuvent plus s'immiscer dans les affaires de M Follet. Seuls les agents du ravitaillement général connaissent les ressources de leur circonscription, eux seuls sont qualifiés pour surveiller les collectes. La direction départementale du ravitaillement est seule habilitée pour effectuer les mises en place et ordonner les distributions. Les commissions du ravitaillement général créées au sein des comités locaux supervisent uniquement les agents (2). Telles sont les fonctions attribuées officiellement aux comités locaux des communes du département.

(1) 19/2/1945 : Affaire d'un détournement de 1500 Kgs de gras double par la triperie Dragon.

(2) Décisions. Boite 9J10 A.D.

Là encore les relations sont souvent tendues, quelques affaires sont assez révélatrices de cette tension. Le 15 octobre 1944 l'intendant de police écrit une lettre au président du CDL où il souligne qu'il n'y a aucune liste d'épuration à Nyons. Selon lui, les membres des CL de Nyons ne veulent pas "s'engager dans cela". Nyons est une des rares localités, fait remarquer l'intendant, qui n'a pas procédé à l'épuration des éléments dangereux de sa population. Dans la même lettre il fait remarquer que les CL arrêtent sans ordre "il ne leur appartient pas de faire procéder directement aux arrestations des suspects". Si les listes doivent être établies par les CL, c'est le CDL qui, après avoir examiné le dossier doit donner l'ordre aux services de police de faire procéder aux arrestations.

Les tensions deviennent encore plus vives lorsque le 25 novembre le président des CLL de Mollans adresse une lettre au président du CDL pour s'opposer aux propos délateurs d'un communiste nommé Bernard. Le président écrit : "il tétait encore sa sucette sous le gouvernement du front populaire". Et cela peut aller plus loin avec des personnalités notoires du département. Ce fut le cas entre le lieutenant colonel de Lassus (1) et le président du CLL de Montélimar. Le lieutenant colonel de Lassus prétend avoir reçu une lettre du CLL datée du 6 décembre 1944 dans laquelle le président du CL aurait demandé la mutation d'une dizaine de caporaux et soldats de l'unité de de Lassus; ce dernier répond en déclarant que "ces manières lui rappellent la république des camarades". Le responsable de Montélimar réplique que sans jamais avoir été FFI, il a eu l'honneur d'être sédentaire et pas seulement depuis juin 1944.

Très souvent ce qui revient dans la correspondance entre le CDL et les CL ainsi que dans les articles de ces derniers , ce sont les plaintes contre le manque de sérieux

(1) Responsable militaire de la libération.

des comités de libération; souvent les CL leur reprochent de ne pas être assez concertés, surtout lorsque l'on engage des personnes pour des postes importants. Ainsi le CLL de Nyons le 2 mars 1945 écrit : "...Dans la commission épuration il vaudrait mieux y avoir des gens dont le casier judiciaire soit vierge...".

Toutes ces protestations n'empêchent pas lors de la réunion des comités locaux le 18 janvier 1945, (où 110 localités étaient représentées par plus de 400 délégués (1)), M Bouchier nouveau président des CDL, de souligner la nécessité pour les membres des comités locaux d'avoir la même solidarité dans leurs travaux qu'au sein du CDL. M Bouchier les encourage à renforcer leur union pour empêcher les anciennes municipalités de revenir en place, ce qu'elles essaient de faire.

(1) Voir bulletin officiel du CDL n°1 (unique ) Mars 1945 A.D.

### III ) Les résistants noyés dans la légalité.

#### 1 ) Etrange affaire.

La conséquence la plus importante de l'affaire Gailhard-Bancel (1) est une condamnation officielle qui va toucher le premier personnage du département M de St Prix, préfet de la libération. Lorsque cette affaire a éclaté, M Y. Farge est présent à valence; cette présence ne doit rien au hasard mais est dictée par une volonté réelle de ce dernier de préciser clairement qu'il faut désormais "rentrer dans la légalité" et oublier les méthodes de la clandestinité. Il est donc évident qu'une telle exécution sommaire n'est pas faite pour entraîner un changement d'avis du responsable de la région Rhône-Alpes.

M Marty nous a révélé que M de St Prix et M Farge ne s'entendaient guère; déjà au mois de Juillet 1944, le commissaire de la république voulait se débarrasser de M de St Prix, mais il avait du renoncer devant l'opposition des responsables du CDL. Cette affaire de l'assassinat du responsable de l'agriculture de Vichy dans la Drôme a sans doute été (2) le prétexte cherché !. Comment cela s'est-il passé ? Rappelons que l'affaire Gailhard-Bancel s'est déroulée en octobre 1944, mais c'est seulement à la fin du mois de décembre 1944 que le remplacement de M de St Prix est annoncé dans le journal officiel. Ce limogeage s'est également effectué dans des conditions assez particulières comme le relate M Marty dans ses mémoires (3). Fin décembre 1944, M Marty reçoit un message codé de Lyon et destiné au préfet (dont il est secrétaire), dans lequel il lui est demandé de se rendre le lendemain c'est à dire le 29 dans la capitale du Rhône. Hasard malheu-

(1) Voir chapitre épuration

(2) Cf avis de M Marty, mais pas de réponse de M de St Prix

(3) "Prends ton fusil Grégoire".

reux le jour de la réception du télégramme chiffré, M de St Prix se trouve à Lyon chez le général Descour; rentré à Valence il décide de ne pas repartir à Lyon malgré la convocation de M Farge mais d'y envoyer M Marty. Ce dernier se rendit donc à la préfecture du Rhône et s'entendit dire par M Farge : "Eh bien puisqu'il ne s'est pas dérangé lui-même, vous avez la primauté de la nouvelle : Pierre de St Prix n'est plus préfet.". Le lendemain c'est à dire le 30 décembre, une nouvelle sèche paraît dans le journal officiel: "Il est mis fin à la délagation de M P.de St Prix dans les fonctions de préfet de la Drôme.". Devant une telle décision et une telle désinvolture de la part de M Farge, c'est une levée de boucliers dans la Drôme. Le CDL (1) veut envoyer une délégation à Paris pour protester contre le renvoi de St Prix, qui a déjà refusé deux postes avant le 29 décembre 1944. C'est ainsi que plus de 50 municipalités menacent de démissionner; mais la décision était irrévocable.

Toutefois, le choix du remplaçant est révélateur de la mission à venir, il s'agit de M Coudor. Que représente-t-il dans le département ? Rien pour la résistance locale et tout pour Paris puisqu'il incarne l'image de la légalité à retrouver. M Y.Farge se déplacera lui-même à Valence le 12 janvier 1945 pour présenter le nouveau préfet devant le CDL. Pourquoi une telle prudence ? parceque M Coudor n'est pas une personnalité du département puisqu'il est originaire des Hautes-Alpes. Beaucoup de membres du CDL pensent que devant l'occupation allemande il ne fut rien d'autre qu'un "planqué" (2).

(1) Le CDL et M de St Prix ne s'étaient pas toujours bien entendu: le premier décembre 1944 M Alphandery déclarait : "M le préfet se plaint que le CDL n'existe plus". A la question : pourquoi dit-il cela, M Marty nous a répondu : "Ne m'obligez pas à répondre sur certaines questions...".

(2) M Marty note qu'il a été "douilletement camouflé" durant cette période.

A de telles accusations M Farge répond qu'il fut le premier préfet limogé par le régime de Vichy et qu'il ne faut pas recommencer de telles querelles politiques; ce qui n'empêche pas certains membres du CDL de faire remarquer insidieusement que les préfets qui demandent leur réintégration doivent passer devant la commission d'épuration, ce que ne fit jamais M Coudor. Parfois les réactions sont beaucoup plus violentes; M Marty nous déclare : "Les plus modérés parlaient de reconduire le préfet à la frontière du département quant au commandant Pons il avait décidé de flanquer une bombe à la préfecture...". Réaction qui montre clairement que certains se sont déshabitués de la légalité et que ce préfet de la troisième république est nommé à Valence pour la restaurer, parcequ'il est un préfet de carrière et pour rappeler aux dirigeants locaux qu'ils ne sont pas maîtres de leurs fonctions. Dès lors ce devait être une guerre ouverte entre le CDL et M Coudor.

## 2 ) Une guerre larvée pour une normalisation.

Tout commence lors de sa première présentation devant le CDL, puisqu'a toutes les demandes faites par le comité il accorde tout d'avance. Le secrétaire de la préfecture s'étonne d'une telle attitude sachant bien qu'il ne peut pas tenir toutes ses promesses; il s'entend alors répondre par M Coudor: "Oh ils oublieront!...". Erreur diplomatique grave. Ce préfet est présenté par tous comme un préfet type de la troisième république, qui n'avait rien compris. Le 8 mai 1945, vêtu de la tenue de ses prédécesseurs il s'entend dire par M Bouchier devant une foule venue célébrer la victoire : "Nous en avons assez de ces préfets de carnaval et de parades." (1). En bonne politique il aurait pu discuter de tous ces problèmes mais il ne le fit pas puisqu'il n'assistait jamais aux réunions du CDL comme le faisait M de St Prix (2).

(1) M Bouchier : président du CDL.

(2) Surtout au début de la libération.

Nous avons déjà pu mettre en évidence l'union des CDL sur au moins un point : l'application du programme établi par le CNR. Il faut donc que tous les CDL se maintiennent en place jusqu'à l'application de ce manifeste. M Coudor nommé pour s'opposer à ce maintien éventuel agit effectivement dans ce sens. Ainsi le 11 octobre 1945 il décide que le local occupé par le CDL dans l'immeuble de la préfecture sera désormais affecté au secrétariat du conseil général, alors que simultanément à Paris, pendant le congrès des présidents de CDL le 4 octobre 1945 ces derniers affirment que le rôle des comités n'est pas terminé tant que le programme du conseil national de la résistance n'est pas appliqué et estiment par conséquent que "les élections des conseils généraux ne sauraient pas justifier la dissolution des CD dont le rôle est de mobiliser les masses populaires pour l'application du programme du CNR". Ils demandent que les CDL se transforment en CDL de la renaissance, élus par les délégués des états généraux. Le préfet n'en reste pas là; quelques jours plus tard il rappelle à M Bouchier (1) l'existence de l'article du 21 avril 1944 qui prévoyait que le CDL cesse ses fonctions après la mise en place des conseils municipaux et des conseils régionaux. C'est le cas puisque le conseil régional doit se réunir le 29 octobre 1945. M Coudor proteste énergiquement le 18 décembre contre la décision du conseil général d'accorder une subvention de 80000 francs pour le fonctionnement du CDL, rappelant clairement que "son travail est terminé", et qu'il n'a plus aucun rôle à jouer, malgré les protestations des conseils généraux socialistes et communistes.

La conclusion de cette "mise au rang" des organismes issus de la résistance peut être datée du 24 janvier 1946. C'est à cette période que le président du CNR décide de supprimer les CDL en les transformant en associations privées ; protestation générale dans les CDL où l'on prétexte que l'oeuvre d'épuration n'est pas achevée, que l'on trouve enco-

(1) A.D. Boite 9J22 Ordonnance n°45/2252.5 octobre 1945.



re aux leviers des commandes des représentants du régime vichyssois. Nous le constatons, ils veulent rester des organismes officiels seul moyen d'agir efficacement. Notons que les procès verbaux du CDL à partir d'octobre 1945 apparaissent très irrégulièrement, début 1946 ils sont presque inexistants, le dernier étant daté du 16 avril 1946.

C.L. Foulon dans son ouvrage (1) parle lui de "la résistance sacrifiée" et met en évidence que le premier responsable reste le général de Gaulle qui dans ses mémoires de guerre (P 216) évoque "d'inévitables bouillonnements" lorsqu'il cite les comités de libération, il veut éviter une nouvelle féodalité. Il le répète le 25 septembre à Nancy: "on ne fait pas de conditions à l'unité nationale, la nation dicte sa loi. Tous doivent s'y plier...Un but pour tous : l'ordre républicain et la discipline nationale.". Voilà sans doute la véritable raison de ces divergences de vue entre la province et Paris, le problème de la discipline. Les dirigeants des CDL ont perdu l'habitude de cette discipline et de la légalité, alors qu'ils savent très bien depuis avril 1944 que leur rôle de "conseil général" n'a plus aucun sens après les élections et qu'ils sont condamnés à disparaître.

(1) Pouvoir en province à la libération

Presse de la fondation nationale de sciences politiques.

CONCLUSION

### Conclusion

#### 1) Physionomie politique de le Drôme, une orientation politique très ancienne

En effet, dès le plébiscite du 8 mai 1870, tendant à faire de l'empire un régime parlementaire, la Drôme constitue une base géographique essentielle de l'opposition républicaine à l'empereur, ce que confirmeront les élections de 1871 et 1876 (un seul élu conservateur), et surtout de 1887 qui verront la Drôme n'envoyer à la chambre que des députés favorables au radicalisme. La Drôme n'a aucun élu de droite en 1889, 1902, 1906; 1910 et 1914. Ce n'est qu'en 1919, avec le bloc national que les listes de droite et du centre recueillent plus de 20% des électeurs inscrits, chiffres qu'elles maintiendront en 1928 avant de s'effondrer en 1936 (1). Au contraire, les radicaux puis les socialistes et enfin les communistes vont affirmer leur force politique à des moments différents, en 1885 et 1889, tous les députés auront une étiquette radicale; en 1918 avant le congrès de Tours, la SFIO récoltera près de 15% des suffrages et atteindra plus de 35% en 1932 pour redescendre à 29% en 1936. De son côté le PC, qui ne réussit pas en 1924, 1928 et 1932 à dépasser la borne des 5% d'électeurs inscrits, parvient en 1936 avec le front populaire à atteindre les 15% et la coalition SFIO-PC-radicaux peut alors être très satisfaite d'avoir la confiance de près de 64% des électeurs drômois contre 15,3% aux modérés de droite (avec 18,2% d'abstention). Avant une analyse plus précise des élections cantonales et municipales dans la Drôme nous pouvons dire à la vue de ces chiffres que le PC a fait de la Drôme un de ses bastions au détriment de la SFIO qui perd 14,3% de son électorat de 1936 à 1946, nous pouvons cependant avancer le fait que la guerre a apporté un certain glissement du département vers le centre gauche-centre droit(2).

(1) Chiffres tirés de l'ouvrage de J.E.Lapassat Physiom. Pol. de la Drôme 1945;1976.

(2) Confirmé par les élections de 1951-1956.

% des électeurs inscrits.	1936	1945	Juin 1946 As. constituante	Nov. 1946 Législatives
MRP	—	17,1	25,6	24,8
Indépendants	—	15,7	—	—
PC	15,0	20,5	25,2	25,3
SFIO	29,1	15,5	17,1	14,8
Radicaux	19,8	6,0	9,2	7,0

.	.	Indice	.	Orientation politique
1936	240			Nettement à gauche
1945	93			Incertaine
Nov. 1946	126	.		A Gauche.

RESULTATS DES ELECTIONS

( Chiffres de Lapassat ).

## 2 ) Les élections municipales.

Les élections municipales sont prévues pour le 29 avril et le 13 mai 1945, mais dès le 16 mars M Buclon maire sortant de Valence regrette l'absence d'une liste commune à Valence : "On aura l'impression d'une lutte entre les partis et la résistance. De nouveaux partis fascistes se forment, il faut donc rester unis."

Nous avons en effet cinq listes en présence. La première de celles-ci menée par le maire se trouve être "la liste commune d'union patriotique de la résistance". Son programme est inscrit dans le nom même de la liste. Nous y retrouvons beaucoup de conseillers et d'adjoints sortants, de même que plusieurs membres du PC et de la CGT, au total 13 personnes sur une liste qui en comporte 29. La deuxième liste est constituée par "le parti républicain radical et radical-socialiste" menée par M Esclaine président du comité radical-socialiste, liste qui ne compte qu'une personnalité du CLL M Perdrix (1). La troisième liste "liste d'entente socialiste et démocratique" menée par MM Autin incarcéré par la milice et Bouchier président du CDL, et comptant 6 autres membres du comité départemental. Une liste représente également "les résistants de la première heure" dirigée par M Combes un ingénieur chef de combat en 1942, incarcéré trois fois et rescapé de Montluc; cette liste regroupe en fait essentiellement des victimes du nazisme, des déportés, des prisonniers des torturés par la gestapo et enfin des familles qui ont perdu un proche par la faute du régime allemand mais elle ne comporte aucune personnalité locale. La dernière liste étant celle "du mouvement national des prisonniers de guerre et déportés" qui regroupe aussi les "femmes des prisonniers".

(1) M Perdrix : futur maire de Valence.

. Résultats

Le premier tour voit la liste Buclon c'est à dire l'union patriotique de la résistance obtenir 40% des voix devant la liste du mouvement républicain populaire, la liste socialiste la liste radicale et la liste SFIO (29 avril 1945). Le deuxième tour le 13 mai ne fut qu'une confirmation du premier sur 20723 inscrits, 13140 votants et 12621 suffrages exprimés la liste d'union patriotique de la résistance fut élue toute entière. Le mouvement républicain populaire ainsi que les résistants de la première heure eurent quelques représentants. Les résultats sont proclamés à 1h30 du matin devant un auditoire assez clairsemé (1). M Buclon dit sa joie d'avoir conduit sa liste à la victoire tout en regrettant de ne pas avoir avec lui les socialistes et les radicaux. L'examen des résultats révèle malgré tout une réduction sensible des votants qui passent de 15563 au premier tour à 13140 au second. Le premier par le nombre de voix fut le docteur A. Theallier avec 9202 voix; il était connu pour ses qualités professionnelles. Il est suivi par M Vinson représentant les familles des fusillés.

. Analyse.

La physionomie politique des élections municipales sur l'ensemble du département peut se résumer ainsi : sensibles gains communistes, maintien des positions socialistes et recul des radicaux socialistes.

sur l'ensemble du département la participation fut faible, 54% des inscrits au premier tour, 46% au deuxième tour. On peut sans doute expliquer cette faiblesse par quatre années d'occupation pendant lesquelles les gens ont sans doute perdu l'habitude de la démocratie.

(1) Dauphiné libéré 15 mai 1945.

EVOLUTION DU DEPARTEMENT (1)

	Dernières élections avant guerre : 1939	1945
SFIO	600	660
PC	25	457
Radicaux socialistes	2030	630
Radicaux indépendants	—	110
URD		485
Républicains de gauche.		83
Groupes issus de la résistance		
FN		245
MLN		120
MRP		61
CGT		35

(1) D.L. 16 mai 1945.

NB les indépendants se réclamaient tous de la résistance.

Dans les nouvelles assemblées qui viennent d'être élues un fait confirme notre titre puisque 22 sont à majorité communiste, 90 socialiste-SFIO, 59 radicaux-socialistes et 77 sont à majorité résistante.

On peut donc conclure en soulignant que les grands vainqueurs de ces élections sont les partis où les groupements qui ont fait la résistance; les perdants comme les radicaux socialistes n'ayant pas été à la pointe du combat contre l'occupant comme le fut le PC.

D'autres élections qui couvrent notre période sont également importantes à analyser puisqu'elles sont à l'origine de la formation des conseils généraux, il s'agit des élections cantonales.

### 3 ) Les élections cantonales.

Les élections cantonales ont lieu les 23 et 30 septembre 1945. Malgré l'importance de ces élections, une première constatation s'impose : on a encore peu voté au premier tour.

Valence	29333 inscrits	18825 votants
Romans	16004 "	9452 "
Bourg de péage	10271 "	5709 "

De plus, les membres des bureaux de vote soulignent à la presse (1) que si les électrices n'avaient pas voté aussi nombreuses le pourcentage d'abstention serait encore plus élevé. De plus, dès ce premier tour on note des surprises, ainsi M Lisbonne ancien ministre de la santé publique, président du conseil général sortant doit s'incliner dans le canton de Buisles-Baronnies, devant le maire communiste M Buix. On peut noter lors de ce premier tour le ballottage à Valence entre M Perdrix radical socialiste membre du CLL et Eymes communiste séparés par 76 voix seulement. Le vainqueur incontestable de

(1) D.L. : 25 septembre 1945.



ce premier tour reste la SFIO qui remporte 6 sièges, soit dès le premier tour, un de plus que ce qu'elle possédait déjà dans le conseil sortant. Et surtout les communistes entrent pour la première fois au conseil général avec deux élus.

.Résultats au second tour (1) (comparaison).

Total 29 cantons	1937	1945
SFIO	5	7
Radicaux socialistes	18	10
PC	0	6
Divers:		
- Résistants		
- Anti-fascistes		
- Socialistes indépendants		
- Indépendants		6

Ces élections reflètent les municipalités puisque là encore le PC fait une entrée en force avec 6 représentants, les perdants étant toujours les radicaux socialistes. Mais si nous examinons bien ce tableau, nous pouvons nous demander quelle va être la majorité du nouveau conseil général. Si les socialistes SFIO sont les plus nombreux avec 9 sièges devant les radicaux 7, et les communistes 6, Quelle majorité sortira d'un dosage aussi subtil ?.

Les dernières élections datent du 21 octobre 1945, plus originales dans la mesure où il s'agit d'élections générales et d'un référendum. En effet, par l'ordonnance d'avril 1944, il est prévu qu'une assemblée nationale constituante doit être élue moins d'un an après la libération du territoire(2). Les Français doivent répondre à deux questions : "Voulez-vous que l'assemblée élue ce jour soit constituante ? et "s'il il y a une majorité de oui à la première question approuvez-vous l'organisation provisoire des pouvoirs publics proposée par le gouvernement ?". Répondre non à la première question

(1) D.L. : 1 octobre 1945.

(2) Voir Rioux p 91 et suite "IV république" 1944.52 seuil 1980.

équivaldrait au retour à la III république, ce que la grande majorité des Français refuse absolument. Répondre de même à la deuxième question installerait une assemblée souveraine où les communistes pourraient manoeuvrer à l'aise, ce que le général ne peut accepter, il demande de répondre oui aux deux questions; ce vote se faisant sur le mode de la proportionnelle pour éviter des clivages gauche-droite trop marqués.

Après une campagne enthousiaste, 96% des Français répondent oui à la première question, rejetant ainsi le régime de 1940 qui les conduisit à la défaite. La deuxième question reçoit 12300000 suffrages positifs mais 6200000 négatifs, le poids du PC se fait sentir, mais belle victoire pour de Gaulle. L'abstention est forte, 20% au niveau national, une participation inférieure à 1936, nous avons déjà remarqué cela au niveau de la Drôme pour les municipales et les cantonales. Malgré tout, les élections à la constituante nuancent cette victoire puisque l'assemblée penche à gauche. Les résultats dans la Drôme sont à l'image des résultats nationaux. Le vote sur le référendum mène aux urnes 128063 inscrits.

	OUI	NON
Première question :		
Voulez-vous que l'assemblée élue ce jour soit constituante ?	115832	6636
Deuxième question :		
Si oui à la première, approuvez-vous que les services publics soient jusqu'à la mise en vigueur de la nouvelle constituante organisés conformément aux dispositions du projet de loi portant sur l'organisation provisoire des pouvoirs publics ?	62374	61038

Si la victoire est nette pour la première question, un infime nombre de voix sépare les deux opinions pour la deu-

xième question, prouvant ainsi la progression du PC dans le département, progression qui se retrouve pour les élections générales. Le PC recueille 34679 voix et a donc un représentant et le MRP avec 28995 voix a également un représentant. Les deux derniers sièges à pourvoir se partagent entre le représentant de la liste d'action et de réalisation républicaine (26614) et enfin le parti socialiste SFIO avec 19890 seulement.

Image fidèle de l'opinion nationale car le PC avec 21,1% des voix et 148 députés est le premier parti de France devant la le MRP 25,6% des voix et 143 sièges. Deux partis qui ont un rôle capital dans la résistance. Dans la Drôme nous avons un représentant M Moutet, le quatrième élu SFIO qui n'est pas un homme nouveau sur le plan politique car il fut déjà élu à Valence en 1932 et en 1936. Les grands perdants dans ces élections étant une nouvelle fois les représentants du parti radical socialiste, parti qui avait eu deux élus en 1936 sur quatre et qui, en 1945 n'en avait eu aucun.

La guerre a changé la physionomie politique de la Drôme comme celle de la France.

ANNEXE (II

9.

MILITAIRE ITALIENS TRAVAILLANT A L'HOPITAL

.....

CAPITAINE:	PARINO EUGENIO	MEDECIN
1er ADJ.	VAGLICUXI ROBERTO	INFIRMIER
	BIJCHI ORRATO	..
2e ADJ.	EPIFANO EUGENIO	..
	JONINICI CAMILLO	..
	MARULLINI ROSSO	..
	RUSSO GIOVANI	..
	LASTELLA DOMENICO	..
	BOSCAROL MANGELLO	..
CAPITAL	RULTTO LUDVICO	..
	PINI ANGELO	..
	BUCCHIA CAMILLO	..
	DEI LIONE GIUSEPPE	..
	LOMBARDI AURELIO	..
	CARPA LAMBERTO	..
	FERRARO GIOVANI	..
	GIUSTO DOMENICO	..
	JANINICI ELIO	..
	MARPAULO ANTONIO	..
	GIUSTI GABRIELI	..
	MARADASIN GIACOMO	..
MAI	MARULLINI RAFFAELLO	..
		..

.....

MILITAIRES ITALIENS TRAVAILLANT AU SERVICE DE LA COMPAGNIE ET AU  
SERVICE DE SANTE DES F.F.I.

.....

SANS. MAJOR :	BAIO ISO RINO	
CAP. MAJOR :	CARNEVALE GIUSEPPE	FERRIER
	CHITARRA SALVRINO	CORDONNIER
	ALGERI VINCENZO	TAILLEUR
	SARTORI CARLO	CHARPENTIER
	CAPPELLINI GIOVANNI	.....
	BAGGIO GIOVANNI	.....
	BELLANTE AQUILINO	.....
CAPORAL	RIGLIO REALINO	MAJOR
	CARRARO SILVIO	CHARPENTIER
	SICCARDI GIOVANNI	TAILLEUR
SOLDAT	ORIO MARIO	COIFFEUR
	RICANI PIETRO	FERRIER
	MAHASTI GIUSEPPE	.....
	GRILLI ALFONSO	.....
	GASSOLA LUIGI	CHARPENTIER
	DAL FARA GIUSEPPE	FERRIER
	BASCIORRE ATULIO	OUVRIER
	DE STASSA GIUSEPPE	FERRIER
	REPUSSI LUIGI	MECANICIEN
	MASCELLI FELICE	CHAUFFEUR
	TRIGALI DOMENICO	MECANICIEN
POMPIERS :	ALBERTI	

## SOLLATS ITALIENS ENCORE DETENUS A LA CASERNE

.....

SERG. MAJOR : CASTAGNOLI YELLO  
 CAP. MAJOR : MOSCHERI GIULIO  
 ..... : PAROLARI EPIDIO  
 SOLDAT : SILVANI BRUNO  
 .... : FINEBILLO GELMIO  
 CADESPA LISTO  
 FERRARESI ARTURO  
 DE SILIAN LINO  
 GARRONI UMBERTO  
 AIROLDI GRETANO  
 STADILI GIUSEPPE  
 MARUCCO GIUSEPPE  
 VAY CESARE  
 LESINA ASISTO  
 SILLANI UGO

PEINTRE  
 CHARRETIER  
 BOUCHER  
 CHAUFFEUR  
 FERMIER  
 .....  
 CHAUFFEUR  
 FERMIER  
 VULCANISATEUR  
 MENUISIER  
 MARCHEL  
 FERMIER  
 ....  
 ....  
 ....

Total 59

à la Compagnie CHEVRAY

Conformément aux ordres donnés par le Chef JOUBERT vous voudrez bien envoyer deux signaux pour garder les points suivants :

- 1°) Ecole Normale de Filles  
1 signal, av. des Balives
- 2°) Ecole Normale de Garçons  
1 signal, rue de l'Ecole Normale  
-le

Le roulement pourra se faire toutes les 24 heures, les signaux assurant elles-mêmes sur place leur propre roulement.

La garde devra commencer ce soir 1er Septembre à 19 heures.

1 SEPT 1944

J. P. J.

de  
VALENCE

La motocyclette de M. DEMANDIER Marcel est réquisitionnée par le Comité de VALENCE, elle lui est laissée en usage jusqu'au ~~jeudi~~ Lundi 4 Septembre. Moto Onore-Hispan 500 cm<sup>3</sup>. Il se rend avec ce véhicule à LE THOR (Vaucluse).

P/ le Comité Insurrectionnel

Signé :

Mulo 18 me Bojue -



COMITE INSURRECTIONNEL

U

VALLEJO

La noteolatte de M. CHAZE NARO  
est réquise par le Comité de

VALENCE, ~~affirmant~~  
La note lui sera rendu à la fin de

la réquise.  
MORTON 500 cas

170

P/ Le Comité Insurrectionnel

*Mme Pallas*

COMITE INSURRECTIONNEL  
DE VALENCE

U

à 15 heures deux hommes pour garder le local du  
comité rue Jonchère..

La Compagnie Chevrolet

Vous enverrez ce soir

*Sept M*

- 4 SEPT 1944

UNION

U

EST

Je à V.....  
 Chef N.S.P. - S.N.C.F.

Le chef N.S.P. étant appelé à l'heure H à un autre point, veuillez me faire connaître le chef responsable qui à la gare doit vous remplacer et se mettre en rapport avec les groupes chargés de la Défense des installations ferroviaires.

Valence, le 25 août 1944

Je à Maurice - chef groupe

à l'heure H : Vous assurer de suite de la protection de la station de pompage des eaux de Valence.

Remonter ensuite sur Valence, par les rives du Rhône et effectuer nettoyage des éléments allemands.

ATTENTION - Un groupe descend vers les Abattoirs-Valensolles - ne vous accrochez pas avec lui.

VALENCE, le 28 août 1944

Je à Robin, chef groupe

à l'heure H : vous rendre à la gare de Valence, vous mettre en contact avec les Milices CGT et des groupes M.U.E. pour assurer la protection des installations.

Votre groupe sera relevé dès l'action passée et affecté à des travaux d'organisation.

Valence, le 28 août 1944.

MUNITIONS

31/ 8/1944

120 grenades percutantes  
 23 grenades Allemandes ( à manche )  
 1 caisse graisse (armes)  
 34 grenades (Modèle inconnu)  
 1 lunette Etat-Major  
 1200 cartouches modèle 1929

Caisses de cartouches ( 1 en vrac )  
 Caisses cartouches Allemandes ( 1 en vrac )  
 Caisse cartouches 7/62 pour arme russe  
 Chargeurs pour F.M russes  
 Caisse cartouches en vrac pour mitrailleurs  
 Caisses grenades Italiennes  
 Caisses cartouches ( Africa Raps )  
 Caisses ( en vrac ) cartouches italiennes  
 Paquets cartouches allemandes.

**U. S. SECRET**

HEADQUARTERS 36TH INFANTRY DIVISION

APO #36, U. S. ARMY

OPERATIONS IN FRANCE

AUGUST 1944

ANNEX #

143d INFANTRY REGIMENT

*Funk*  
Arthur L. Funk  
3445 N.W. 30th Blvd.  
Gainesville, FL 32605

**U. S. SECRET**

---

**U. S. SECRET**I N D E X

	<u>Page</u>
Index - - - - -	1
Overlay - - - - -	2
Narrative - - - - -	3 thru 22
Conclusions of Regimental Commander - - - - -	23 thru 24
List of Casualties - - - - -	25 thru 39
List of Commanders - - - - -	40
Unit Reports with Overlays - - - - -	41 thru 72
Journal with Supporting Documents - - - - -	73 thru 594
Plans and Orders for Operation BIGOT-ANVIL - -	Annex

**U. S. SECRET**

**U. S. SECRET**OPERATIONS IN FRANCE

The 143d Infantry Regiment of the 36th Infantry Division was relieved from its position in the Fifth Army Italian front at CAMPIGLIA-MARITIMA, ITALY on 28 June 1944, and returned to a bivouac area twelve (12) miles north of ROLE, ITALY, where the troops were re-equipped and reclothed. Following this processing, the regiment moved by truck to the port of CIVITA VECCHIA, ITALY, north of ROLE where they boarded LCIs to sail to SALERNO, ITALY, returning to the site of the first invasion of the European continent by American troops on 9 September 1943.

The 36th Division, having been released from the Fifth Army, was now under Seventh Army command while Division Commander Major General FRED L. WALKER, returned to the United States to assume command of Fort Benning, Georgia, and Major General JOHN E. DAHLQUIST, O-7120, of St Paul, Minnesota, became the new Division Commander.

In this gulf of SALERNO area, the process of issuing amphibious equipment and training for intensive amphibious operations was begun. After spending approximately two weeks in this area, the assembled units of the 143d RCT moved north of NAPLES, ITALY to the QUALIANO, ITALY staging area. Baggage and equipment over the absolute minimum for each man was crated and stored in warehouses prior to shipment from the Italian theater of operations. Waterproofing of all transportation was completed and the amphibious training operations were concluded.

On 10 August 1944, the troops of the 143d Infantry Regiment left the QUALIANO, ITALY bivouac area and loaded aboard LSTs and LCIs at POUZZOLI, ITALY. The following day at 0800 hours, the convoy put to sea, moving southward and dropped anchor at the convoy collecting point off SALERNO, ITALY. In clear bright weather, at 0800 hours, 12 August 1944, the convoy for Operations BIGOT-ANVIL weighed anchor at SALERNO, ITALY and put to sea. That afternoon on all ships the briefing for this operation began for all troops.

. After heading west-northwest, and passing between the islands of SARDINIA and CORSICA, the convoy moved up the west coast of CORSICA to enter and drop anchor in the port of AJACCIO. At 1600 hours, 14 August 1944, the convoy left AJACCIO and again put out to sea.

The overall plans called for the establishment of a beachhead on the southern coast of FRANCE by the VI Corps, of which the 36th Infantry Division was a component. Preceding the amphibious landing, plans which were faithfully executed prescribed several days of intensive bombing and the immediate

**U. S. SECRET**

**U. S. SECRET**

assault by the VI Corps was preceded by about three (3) hours with a parachute and airborne attack on vital enemy communication centers lying ten to thirty miles inland from the coast and opposite the beaches on which the landings were to take place.

On the early morning of 15 August 1944, D-day, heavy shelling of shore installations by battleships escorting the Seventh Army naval convoy began. After the troops landed, shelling continued on call. Spearheading the first wave of assault craft carrying troops to the beaches of southern FRANCE were LCVTs, naval craft which launched rockets into the barbed wire entanglements protecting the beach.

The 36th Infantry Division (reinforced) plan of attack in Operations BIGOT-ANVIL prescribed assaults on beaches Green and Blue at H-hour; to seize AGAY, SAN RAPHAEL, FREJUS, and LE MUY, and to push inland to Force Beachhead line, prepared for further advance to the northwest.

The 141st RCT at H-hour landed at beaches Blue and Green, moved directly inland north and northeast to secure its portion of Force Beachhead line, established road blocks, and protected the 36th Division's right flank.

At "H" plus 105, 15 August 1944, the 143d Infantry began its landings in a column of battalions on beach Green; 1st Bn at 0945 hours, 2d Bn at 1000 hours, and 3d Bn at 1035 hours. Beach Green is situated 700 yards southwest of DRAMONT, FRANCE and about 4,000 yards east of SAN RAPHAEL, FRANCE. The edge of the beach is coarse crushed stone sloping upward to brush covered hillsides cut out at some points by stone quarries. While the early morning clouds had cleared by the time of the initial landings, battle field haze arising from fires and shelling limited observation to some extent. The 133d Field Artillery's 105mm howitzers, which were prepared to fire from their DUKWs while moving in toward shore, landed and were ready at 1055 hours to fire in support of the combat teams.

The 1st Bn reinforced by Company C, 636th Tank Destroyer Bn, less 2d Platoon; Cannon Company, 143d Infantry, less 2d Platoon; and Antitank Company 143d Infantry, less 2d Platoon, landed at beach Green at 0945 hours, and moved inland about 2,000 yards northwest to its first objective, the high land mass called Grand Defend. From there it proceeded to the second high land mass approximately 2,000 yards further to the northwest, where OPs obtained dominating observation over the enemy. The 3d Bn, in regimental reserve, following closely in the rear of the 1st Bn, took over these positions and prepared to repel enemy counterattacks while the 1st Bn continued without delay to assault SAN RAPHAEL from the northeast in its zone of action.

**U. S. SECRET**

**U. S. SECRET**

The 2d Bn reinforced and directly supported by Company C, 753d Tank Bn; 2d Platoon, Cannon Company, 143d Infantry; 2d Platoon, Company C, 636th Tank Destroyer Bn; and 2d Platoon, Antitank Company, 143d Infantry, landed at 1000 hours driving north behind shore installations knocking out strong points from the rear by previously designated and schooled teams, and proceeded to attack SAN RAPHAEL in its zone of action.

The CP, 143d RCT was established at 1130 hours in a large hotel one-half mile inland and one and one-half miles west of beach Green, near the settlement of BOULOURIS. Occasional enemy heavy mortar and heavy artillery shells came into this vicinity. By 1247 hours, four (4) tank destroyers of Company C, 636th Tank Destroyer Bn, and four (4) tanks of Company C, 753d Tank Bn were ashore and moved north along the shore road, Highway "95", directly in support of the 2d Bn.

The leading elements of the 2d Bn, namely Company E, ran into a heavily fortified road block consisting of road barriers flanked by high stone walls and reinforced by strong points in houses on either side of the road. In the ensuing effort to smash this strong point, the 2d Bn suffered casualties including the Commanding Officer, Lt Col GAULDEN M. WATKINS, O-13292, of San Francisco, California, who was seriously wounded by machine gun fire. Four (4) prisoners of war captured here revealed that enemy units in contact were the 627th Section Marine Coast Artillery, 5th Battery; and elements of the 63 GAF Training Regiment. Because of preliminary bombings by our planes of the coastal area, it was clearly apparent to the enemy that our intentions were to establish a beachhead. A captured German civilian acting as a meteorologist at TOULON stated that the Allied invasion of southern FRANCE had been common knowledge, both among civilian and military personnel, although the time and date was not known; that the bulk of the military personnel, which had been stationed at TOULON had moved eleven (11) days before toward MARSEILLES.

While the plan had been for the 142d RCT to land on beach Red at "Z" hour (1400 hours), on D-day to capture FREJUS and to move to the northwest, its troops were unable to land as planned because of heavy underwater obstacles, mined installations, enemy machine gun and artillery fire. They subsequently landed at beach Green following the 143d RCT, and moved northward between the 141st RCT and the 143d RCT, then swung westward to a point north of FREJUS.

At 1720 hours, 15 August 1944, Colonel PAUL D. ADAMS, O-17306, of Columbia, South Carolina, Commanding Officer, 143d RCT issued instructions for the attack at 2000 hours to clean out FREJUS and beach Red with the 1st and 3d Bns in assault, 2d Bn in reserve. While enemy road blocks had been reduced, enemy personnel yet remained with machine gun and sniper fire to retard our advance.

**U. S. SECRET**



**U. S. SECRET**

At approximately 2100 hours, two (2) enemy bombers came over the beach-head, dropped a bomb and scored a hit on an IST loaded with artillery ammunition off beach Green, causing a series of violent explosions and a two hour conflagration.

Soundness of plans and methods was evidenced by low casualty rates - five (5) officers and eighteen (18) enlisted men - and the rapidity of the advance, in spite of many doggedly defended strong points and road blocks.

Prior to landing, we knew that pillboxes and machine guns and mortar positions were located south of the railroad running parallel to the beach. From PTs we learned that the 5th Company, 765th Infantry Regiment of approximately 200 men was located around a cemetery north of SAN RAPHAEL, and that there were about eight (8) pieces of artillery, 75mm to 105mm, and eighty (80) enemy in the vicinity with the headquarters of 765th Infantry Regiment at the Gols Hotel area in SAN RAPHAEL. Five (5) mine fields were identified on both sides of the railroad tracks from SAN RAPHAEL south and west. S-mines and Teller mines were abundant around the town, the airport, and FREJUS. Also enemy tanks, possibly a maximum of six (6) Mark IVs were in the vicinity of SAN RAPHAEL.

Lt Col CHARLES J. DENHOLM, O-21293, of Poughkeepsie, New York assumed command of the 2d Bn when Lt Col GAULDEN M. WATKINS was wounded. He reported that he was drawing his Bn back to the east side of the GARONNE RIVER and that he would, with the aid of tanks, clean up Hill "76". He also reported that the bridges over the river were in good condition. At 0910 hours, the 2d Bn was in SAN RAPHAEL mopping up, while the 1st Bn was midway between SAN RAPHAEL and FREJUS. Fourteen (14) prisoners of war captured here reported the location of gun installations and underground ammunition dumps.

At 0345 hours, Company G had reached its objective - called by them "The Pinoneault Line" - and there ran into heavy machine gun fire flanked by enemy riflemen. Company F moved up within 150 yards of that line. Patrols were sent out to the rear to contact Company L. Patrols to the front reported barbed wire and a road block on the road running through SAN RAPHAEL. Germans were heard talking and coughing but their strength could not be estimated. At 0400 hours, enemy white flares went up in SAN RAPHAEL with Company E still on Hill "32". At 0600 hours, the 2d Bn moved out with tanks, tank destroyers and with artillery support to mop up this general area which contained numerous mines and booby traps, taking thirty (30) prisoners of war out of SAN RAPHAEL. The 1st and 3d Bns then moved out to clean up Red beach, capturing several high ranking enemy officials as well as twenty (20) hutments (hitherto not shown on the map) containing radios and maps. Leading elements of the 143d Infantry moved on to CAMP DE CAIS, a former barracks of French Colonial troops.

**U. S. SECRET**

**U. S. SECRET**

Three Task Forces were organized in the 3d Bn and sent out to establish road blocks astride the avenues of approach from the north, with the following compositions and results:

Task Force ABBOT consisting of Company I reinforced by one platoon of Cannon Company, one platoon of Antitank Company with mine squad attached, one section heavy machine guns, one section of 81mm mortars and communications detachment moved to the road junction approximately eighteen (18) miles north of SAN RAPHAEL through enemy 150mm interdictory artillery fire and established a road block. Concentrations of friendly artillery fire knocked out some of the enemy guns and forced the remainder to pull out to the north.

Task Force BISHOP consisting of Company K reinforced by one platoon of Antitank Company with mine squad attached, one platoon of Cannon Company, one section heavy machine guns, one section of 81mm mortars and communications detachment moved out the middle road and established their road blocks, took thirty (30) prisoners of war and contacted both Task Force ABBOT and Task Force CARDINAL by patrols.

Task Force CARDINAL consisting of Company L reinforced by one platoon Company C, 2d Chemical Bn; one platoon heavy machine guns; one platoon Company C, 753d Tank Bn; one platoon Antitank Company with mine squad attached, plus a communications detachment moved to its objective in vicinity of BAGNOLS EN FORET and established road blocks, contacting Task Force BISHOP by patrols.

That same night (16 August), a Company C patrol ambushed and captured nine (9) Germans who were identified as being from the 4th Company, Reserve Infantry Engineer Battalion, 148th Reserve Division and from the 252 Reserve Infantry Signal Company, attached to 148 Regiment, 148th Reserve Division. Our accelerated advance against stiffening enemy resistance was all the more remarkable in the light of the relatively few casualties (112) for "D" plus one.

On 17 August 1944, Major General DAHLQUIST sent a message to our forward units to watch for and receive agents of French, British, or American nationality coming from the direction of the enemy. These agents were in possession of vital information and were to be taken immediately to Division Headquarters. Some of these agents, British and American paratroopers, reported that the Germans were bunching around FAYANCE and that our Air Force should be so informed. These paratroopers had been working south toward our lines, cutting enemy communications, fighting guerilla warfare, and cooperating with the French Forces of the Interior (FFI), commonly referred to as "Maquis".

Company L reported that it was organized in BAGNOLS and tanks were sent

**U. S. SECRET**

**U. S. SECRET**

to hold street positions. 1st Lt JAMES S. BALL, O-467837, of Hardings, Virginia, 3d Bn Hqs, with two enlisted men got into a fire fight with the enemy and took three hundred (300) prisoners of war. These prisoners of war reported that many of the enemy were anxious to surrender but had not been permitted to do so by their officers. As the pressure of our forces on the enemy increased, the German officers told their men that they were going back to find defensive positions whereas, they actually deserted their men and left them to be taken prisoner.

Artillery fire by the 133d Field Artillery had been especially effective, knocking out four (4) artillery pieces, one antitank gun, and scattering horses and horse drawn vehicles everywhere. Our artillery fire accentuated the number of prisoners of war taken and each company was swamped by surrendering enemy. Company A took one hundred and fifty (150) enlisted men and fourteen (14) officers, capturing intact the 765th Infantry Regimental Staff, including the Commanding Officer, Lt Col SCHOENADEL. For the day (17 August) nine hundred and two (902) prisoners of war were taken by the regiment.

Units of 141st Infantry moved to relieve our road blocks at ABBOT, BISHOP, and CARDINAL while the 2d Bn, 143d Infantry was attached to Task Force BUTLER under VI Corps command to assemble in the vicinity of LE MUY and to initiate advance north on axis route Napoleon, (Highway "555"). The 143d Infantry (less 2d Bn), left CAMP DE CAIS at 1300 hours, pulling south on Highway "4" and then moving west by Highway "7" through LE MUY and then northwest on Highway "555" to vicinity DRAGUIGNAN where the CP was established at 1500 hours, southeast of the town proper, in a large barracks area, formerly occupied by German troops. There was evidence everywhere of the enemys' hasty departure since quantities of material, especially foodstuffs, were left behind. At this point the 143d Infantry Regiment went into Division reserve with the 142d Infantry to our front, 141st Infantry on our right flank, and the 45th Division on our left flank.

Reconnaissance was made by units of the 117th Cavalry Reconnaissance Squadron on continuous patrol to CHATEAU DOUBLE and FIGANRERES and road blocks were established on all approaches to DRAGUIGNAN.

On the morning of 18 August 1944, Task Force CHARLIE consisting of Company C reinforced by one section heavy machine guns, one section of 81mm mortars and a platoon of Cannon Company, moved up north of Highway "555" where there had been reported two strong enemy road blocks. This force found nothing, the enemy having evacuated to the north. Friendly paratroopers had taken the towns of CALLAS, CLAVIERS, and BARGEMON,

The same morning at 0530 hours, Task Force BUTLER (named for and led by

**U. S. SECRET**

**U. S. SECRET**

Brigadier General FREDERIC B. BUTLER, O-12047, of San Francisco, California, Deputy Commander, VI Corps) consisting of the 2d Bn, 143d Infantry; Company C 636 Tank Destroyer Bn; Company C, 753d Tank Bn; Company C, 111th Medical Bn, moved out to probe for enemy to the northwest. They moved swiftly, encountering slight opposition, and by 1845 hours were at MONTMEYANS, approximately thirty (30) road miles northwest of DRAGUIGNAN.

At 0730 hours, the report was received that two (2) 2½-ton ammunition trucks supplying Task Force BUTLER had taken a wrong turn in the road and ran into an enemy road block east of BARJOIS. The trucks were hit by incendiary fire, probably machine gun. At 0300 hours, 1st Lt LEO (NMI) FIRETAG, O-1291794, of Los Angeles, California, suffered a broken back and was later taken to the hospital, while one driver was picked up by units of the 45th Infantry Division. Prisoners of war later taken reported that this road block was defended by machine guns, 88s, and about 300 men awaiting reinforcements.

At 0030 hours, 19 August 1944, Task Force BUTLER CP was reported at RIEZ with the mission of moving north the following day to SENEZ, MEZEL, and DIGNE meeting there a platoon of the 36th Reconnaissance Troop.

While the 143d Infantry (-) was in an assembly area one mile northwest of DRAGUIGNAN, units of the 3d Bn set up a road block northeast of DRAGUIGNAN as prisoners of war reported enemy activity there. Documents and supply dumps were found as well as heavily booby trapped areas.

VI Corps Headquarters issued the following orders: 143d RCT to continue to advance north and west to isolate MARSEILLE and to block the RHONE and DURANCE RIVER valleys. The 36th Infantry Division (reinforced) was to block all roads leading south from VALENCE and GRENOBLE.

Accordingly, on 20 August 1944, the 143d RCT (-) had a 0430 hour breakfast and moved northward in convoy column from the vicinity of DRAGUIGNAN on Route Napoleon (Highway "555") through mountainous and rocky terrain via the gorge of the JABRON RIVER and the Grand Canyon of the VERDON RIVER, 110 road miles to SISTERON, and four road blocks (including mines) were put out around the town.

In this area, FFI forces were strong; their increased size and force was encouraged by the mountainous terrain making their guerilla warfare methods against the Germans most effective. Passage through the mountain river gorge would have been impossible for our motor convoys without the flank protection of the FFI since the Germans, had they not been harassed by these French patriots, could have set demolitions to block the road northward under tons of rock to hold up our motor columns for an indefinite period. Active in this

**U. S. SECRET**

**U. S. SECRET**

area was the German 157th Infantry Regiment trained and equipped especially for counter-guerilla warfare (pack howitzers, etc). Following American entrance into each town, the FFI often took over the administration immediately making arrangements for the trial and punishment of those of French nationality who had collaborated with the Germans. At the sight of German prisoners, violent demonstrations were made by the French against their former overlords.

In the early morning of 21 August 1944, Maquis patrols reported that Germans were looting in APT and had skirmished there with the French; that a column of seventeen (17) armored vehicles was moving east from AVIGNON to be joined at APT by German Infantry, these two columns moving together to the northeast to attack the extended American column.

Reports from Task Force BUTLER dated 19 August 1944; were that six hundred (600) prisoners were taken at DIGNE by Company G and attachments (one company tanks, one platoon 636th Tank Destroyer Bn). At the same time this message was received at the 143d CP, Company G was at GAP confronting 1,000 Germans (250 of them were crack troops sent from GRENOBLE). Brigadier General BUTLER reported that 870 of the 1,000 enemy had agreed to surrender to the American forces but not to the Maquis. Accordingly they were taken prisoner, including a General.

From SISTERON, the 143d Infantry (-) moved in motor convoy twenty-six (26) road miles to ASPRES the evening of 21 August 1944.

That night Force de Combat FRAZIOR consisting of Company A; Company B; 1st Platoon Antitank Company; Antitank Platoon, 1st Bn; one-half 1st Bn Aid Station; one-half 1st Bn Combat Platoon; one-half Intelligence Section 1st Bn; one-half A & P Platoon; 36th Cavalry Reconnaissance Troop (less one platoon); Battery A, 93d Armored Field Artillery Bn, moved by motor from ASPRES over the previously reconnoitered route to the vicinity of GAP with the mission of relieving elements of the Task Force BUTLER, at the time holding a road block. Force de Combat FRAZIOR continued to move that night via motor convoy toward GRENOBLE by the right road, Highway "85", while the 3d Bn moved toward that city by Highway "75", the left road through CORPS. These two distinct forces, plus Task Force BUTLER, meant that 143d RCT was now ramming a three pronged northward thrust toward the regimental objective - the RHONE valley and the city of LYONS. Meanwhile a volunteer platoon out of the 3d Bn went north to aid the Maquis fighting a German force at VIF, just south of GRENOBLE. Joined by one platoon of tank destroyers, the 3d Bn with weapons and ammunition was sent to aid the Maquis and 300 French paratroopers who had landed during the night at CIELES and were moving to PONT DE CLAIIX. In a coordinated attack, the 3d Bn and the 1st Bn moving from LA MURE trapped an enemy garrison at VIZILLE, and with 93d Armored Field Artillery, Cannon Company 143d Infantry, and 133d Field Artillery firing direct fire on 500 to 600

**U. S. SECRET**

**U. S. SECRET**

enemy troops, 150 casualties were inflicted on the enemy and 150 prisoners of war taken. Our reconnaissance elements withdraw from SAULT when attacked by 50-60 Infantry supported by self-propelled mounts and seven (7) enemy planes, Messerschmitt 109s, bombed vicinity GUILLESTRE inflicting no damage.

At 1230 hours, 22 August 1944, the CP 143d RCT was moved forward fifty (50) road miles to be established at Hotel Napoleon in GRENOBLE. Maquis reported that the German 221st Field Artillery had moved through GRENOBLE the night before with ten (10) to twelve (12) trucks loaded with personnel identified by the piping on shoulder straps and the numbers on their guidons. They had, however, no artillery pieces with them.

At 1700 hours, the GRENOBLE radio station powered by 12,000 volts was closed with a guard placed to insure neither transmission nor reception. The station had been able to receive but not transmit, when it was found, as the Germans had damaged the equipment before they departed the previous night. The chief radio operator asserted that the Germans used the station for no purpose.

Of the four hundred (400) prisoners of war taken during the day's operations, the following units were identified: 179th Reserve Bn, 217th Reserve Bn of 157th Regiment, 157th Reserve Division. The prisoner of war total for the period ending 2400 hours, 22 August 1944, five hundred and seventy-four (574); total prisoners of war taken to date by 143d Infantry in FRANCE, four thousand four hundred and nine (4,409).

Having established road blocks around GRENOBLE, the 143d Infantry pushed reconnaissance up Highway "75" northwest of GRENOBLE and awaited the arrival and subsequent relief of the 179th Infantry Regiment of the 45th Infantry Division, which arrived the afternoon of 23 August 1944.

Lt A. E. PARAY, a fully accredited representative of the Supreme Allied High Command, who had been fighting with the Free French, reported scattered groups of Germans in this general area. Six hundred (600) Germans, four (4) 88mm or 105mm artillery pieces, several tanks and self-propelled mounts were moving from south of VALENCE to the northeast, threatening positions held there in the vicinity of BOURGE DE PEAGE by the FFI. At 0700 hours, 23 August 1944, three hundred (300) to five hundred (500) FFI forces of Ardeche Department had attacked German garrison in TOURNON, but were stopped by German artillery. One thousand (1000) FFI guerillas were also around TAIN and the main road north of TAIN. The previous day, eight (8) French light Hotchkiss tanks under German control had been in TAIN while the German garrison in VALENCE was estimated to be around 2,500 men scattered in the town. Eighteen (18) kms west of ROMANS, was a garrison of 1,000 enemy, the majority of whom

**U. S. SECRET**

**U. S. SECRET**

were Russians.

36th Division Headquarters also reported that on the evening of 23 August 1944, six hundred (600) German Infantry had arrived at CHATEAU NEUF-ISERE and were scattered in the hills but the main force was on an island formed by the canal of the electric power plant and the ISERE RIVER, near BEAUMONT-MONTEUX with their weapons directed on CHATEAU NEUF and two antitank guns placed within eighty (80) yards of the bridge. The road was cleared of enemy from GRENOBLE to TULLENS and ST MARCELLIN and had been blocked by Maquis cluttering the road with debris, fallen trees, etc., denying possible passage to enemy vehicles. At other points, movable road blocks of large two wheeled wagons had been set up to halt momentarily enemy vehicles and allow automatic weapons to fire. As the 143d Infantry Regiment (-) moved into vicinity BOURG DE PEAGE, the Maquis reported that Germans in vicinity were dressing in civilian clothes, and in United States Army uniforms, using American arm brassards. These brassards had white stars in a blue background across their entire top instead of only in the upper left hand corner (the authentic American brassard) especially close guard was kept in this position.

At this date (24 August), Task Force BUTLER assembled vicinity PUY ST MARTIN as Division reserve and from this point pushed reconnaissance. The 143d RCT plus present attachments was ordered to seize VALENCE and then move to CREST as Division reserve. Two forces, each not to exceed one company reinforced were to be left to hold BOURG and VALENCE. Accordingly, the 1st Bn (less Company B with the following attachments: Company B, 636 Tank Destroyer Bn; Antitank Company, 143d Infantry in direct support; one Battery 93d Armored Field Artillery; Cannon Company, 143d Infantry), was to attack VALENCE from the east while two forces of Maquis were to attack, one from the northeast, the other from the southeast.

Leading elements of the 1st Bn moved in the attack on VALENCE from CHABEUIL, 242100 August, with two tanks and one tank destroyer carrying one rifle platoon along Highway "92". One enemy road block was reduced, four (4) enemy killed, and seventeen (17) captured. This did not meet the force of Maquis at MARCEL as previously planned according to the Commandant LE GRAND of the French Maquis since their force could not reach MARCEL in time to launch their attack. At the eastern edge of VALENCE, the 1st Bn was met by small arms fire, cross fire of 20mm guns, and direct antitank fire of large caliber. The other force of Maquis attacking along Highway "538A", south-southeast of VALENCE met with the same situation as the 1st Bn. In this operation two (2) tanks and one (1) tank destroyer were knocked out by antitank and bazooka fire and approximately fifty (50) casualties were sustained by our forces. Our forward elements withdrew and the bulk of the force of the 143d RCT was immediately ordered to vicinity CREST by daylight 25 August 1944. From CREST

**U. S. SECRET**

**U. S. SECRET**

the 143d RCT moved to vicinity PUY ST MARTIN, and established a CP at 250415 August 1944. Because of enemy shelling by heavy artillery in this area, re-adjustments of assembly areas were made.

At 250750 August 1944, 36th Division Headquarters reported an enemy Task Force consisting of the bulk of the 11th Panzer Regiment and self-propelled guns from the 119th Armored Artillery Regiment and miscellaneous units were attempting to break our block across the RHONE valley and then swing eastward to cut off the 143d RCT. 36th Division Headquarters further reported that the operations instructions and accompanying overlay had been captured between 241830 August and 241930 August 1944, when a 142d Infantry officer ran into an enemy road block.

Suitable precautions were taken to strengthen our lines and two (2) Cub planes were sent up for detailed air reconnaissance. Light enemy forces harassed our northern flank, while LORIOL, only lightly occupied, was being approached from the north by a force of eight (8) Mark VI tanks and twenty (20) truck loads of personnel occupying GRANE and controlling the road north to LORIOL. North of the DROME RIVER some tanks and armored cars, probably of the 11th Panzer Reconnaissance Bn, plus an OST (Russian labor Bn) had moved south to threaten CREST from the north. While a build up of enemy forces to our north was not expected, a major attack was anticipated from the south to clear a way for withdrawal of enemy forces from southern FRANCE. Capture of documents revealed the presence of the 15th Panzer Regiment in SAUZET and of the 802nd Infantry Bn in the vicinity of LIVRON as of 24 August 1944.

At 0805 hours, G-3 reported tank columns moving on LA COUCOURDE up Highway "7". OPs were placed to observe road running east from LORIOL to CREST and also to observe Highway "7" from LORIOL to the south.

The 143d Infantry Regiment was alerted at 1230 hours, to be prepared to move to plug a gap in the lines south of CREST and then to attack and destroy the enemy at GRANE, west of CREST, who was in a column of approximately fifty (50) vehicles. At 1610 hours, Brigadier General BUTLER instructed that Operations ABLE should be put into effect; the plan, to occupy and outpost the high ridge overlooking the RHONE RIVER south of GRANE and Highway "93" which runs east and west from ALLEX to CREST; reconnaissance elements to be immediately dispatched. At 1722 hours, 36th Infantry Division Headquarters reported that twenty (20) enemy tanks followed by infantry had entered CREST. We immediately set out road blocks consisting of tanks and tank destroyers protected by riflemen (Company K), two and one-half (2½) miles north of CREST on Highway "93". By 1815 hours, Brigadier General BUTLER reported to Colonel ADAMS that the enemy had infiltrated through the positions held by Company C, 111th Engineers and that the 141st Infantry had sent one Bn to block the gap. Company C, 54th

**U. S. SECRET**



## U. S. SECRET

Engineers relieved the road block at the point five (5) miles from CREST and one-half of Company E of the 2d Bn was returned to 143d RCT. The attachment and supporting units of the 143d Infantry were now Hq & Hqs Company, Cannon Company, Service Company, Hqs Co 3d Bn, Company I, Company L, Company M, one-half Company E (one rifle and one weapons platoon), and five (5) medium tanks (support). This force was to move to the assembly area north of GRANIER and prepare to counterattack through MARSANNE. The 1st Bn, 143d Infantry and Antitank Company were now attached to the 142d Infantry by reason of the latter's losses the previous night. The 143d RCT CP was thereupon established in the forest of MARSANNE. Attacks were being initiated at this time by elements of the 36th Infantry Division other than 143d RCT, to cut Highway "7" and to establish road blocks in the section of Highway "7" between MONTELMAR and LIVRON.

During this period, there was considerable enemy activity to the south and southwest. A heavy counterattack against the 141st Infantry Regiment by enemy foot troops and tanks was repulsed by artillery fire from four battalions. Maintenance of effective support during this instance involved a displacement to the rear of one battalion and a shift of ammunition from one battalion to another. After all battalions were brought into this vicinity fire was directed against areas to the south and southwest in expectation of a tank attack from those directions. However, a tank attack was encountered from the north and three (3) artillery battalions changed direction of fire. Artillery units continued to fire for at least three hours against enemy tanks, destroying three (3) and driving the remainder back to the north and northwest. At this time large numbers of horse drawn artillery and vehicles were observed to the south and southwest. While these were dispersed by our artillery, the numbers involved were large enough to warrant a call for air support.

The Germans meanwhile had been able to establish a road block on Highway "538" about one mile north of CREST. Supply units got to MARSANNE only by mountain roads guided by Maquis. The established supply route ran from ASF along Highway "93" northwest to DIE, to CREST, and then south on Highway "538" to PUY ST MARTIN.

Elements of 141st Infantry reinforced by elements of 143d RCT attacked from CONDILLAC and cut Highway "7" by 251900 August 1944. During the period 251200 August 1944-260200 August 1944, our forces received continuous counterattacks over the entire front. Our left flank in the vicinity of BONLIEU was penetrated for a distance of 500 to 1,000 yards toward MARSANNE. The 1st of 143d RCT was ordered into the gap but by the time this reinforcement could be effected elements of 141st RCT (111th Engineer Bn and 131st Field Artillery) had organized and pushed the enemy back to BONLIEU. At 260100 August 1944, a strong German attack, vicinity LA COUCOURDE and LE LOGIS NEUF, supported

## U. S. SECRET

**U. S. SECRET**

by tanks of the 11th Panzer Regiment and artillery forced the road block on Highway "7" to withdraw, and thereby created a danger point. Our artillery continued to pound Highway "7" and was partially effective in denying the use of Highway "7" to the enemy, especially in vicinity of MONTELEMAR and at the fork across the DROME RIVER south of LIVRON (the bridge there having been blown by Maquis).

During this period the 143d RCT forward CP was located in an eleventh century chateau, a huge heavy stone, castle-like building on a hill in the vicinity of CONDILLAC. The road to this point from MARSANNE where the rear CP was located was subjected to interdiction artillery fire while the village of MARSANNE itself was subjected to heavy shelling from self-propelled mounts the entire day of 26 August 1944. Also a very large gun estimated at 270mm (from shell fragments) and believed to be a railroad gun, fired sporadically on MARSANNE between 0630 and 0830 hours, 26 August 1944. One hole in the road measured ten (10) feet across. Even the front approach to the forward CP in the chateau on the hill near CONDILLAC was covered especially during the daylight hours by direct fire from enemy self-propelled mounts. Under cover of darkness a bulldozer built a rear approach to allow passage to and from the chateau.

It was learned at this period that the enemy opposing us in this sector was units of the 19th German Army with units made up of many and diversified elements. Besides obvious units of the 11th and 15th Panzer Divisions there was the 198th Infantry Division (formed early in 1940 from ERSATZ unit which had been in RUSSIA continuously since the outset. They had taken part in the operations in the GREECE and the CAUCASUS and had suffered very heavy casualties early in 1944, to be thereafter transferred to NARBONNE in FRANCE in July 1944, for reorganization and refitting.

The 3rd (American) Division was reported at 260800 August 1944, to have elements in ORANGE, still to have no opposition and to be pushing fast forward to the north. This threat from the south to the rear of the 198th Infantry Division and the 11th and 15th Panzer Divisions meant that these enemy units and their attachments would be forced to attack the 143d RCT seeking its only means of escape from the trap either by Highway "7" to the north or by escaping east of the RHONE RIVER itself and penetrating our lines. The RHONE RIVER itself and the activity of the Maquis on its west banks closed that as a possible avenue of escape. At any hour, a desperate enemy attack was therefore expected.

Upon receipt of a report that an enemy armored column was moving east from ALLEX, Company K moved to reinforce the road blocks west of CREST, and was further ordered to move in the vicinity of GRANIER to prepare to attack through MARSANNE should the need arise.

**U. S. SECRET**

**U. S. SECRET**

At 1330 hours, the 3d Bn (-), 143d Infantry jumped off and moved west of CONDILLAC. Tiger tanks and one large personnel carrier were reported moving north of the highway in the vicinity of LA COUCOURDE. Major THEODORE H. ANDREWS, O-365318, of Caldwell, Texas, 3d Bn Commanding Officer, reported that he had contacted the enemy and had met resistance at the Bn objective, the hill mass overlooking Highway "7", and at 1800 hours, this Bn was on the western slopes receiving heavy small arms, machine gun, and mortar fire. He ordered the artillery to fire and he sent Company I up on the right, while 81mm mortar fire was placed on the two Tiger tanks in the vicinity.

At 2130 hours, the 3d Bn, 157th Infantry of the 45th Infantry Division passed through MARSANNE to reinforce the 143d Infantry, and the next morning Companies K and L of the 3d Bn, 157th Infantry, assaulted LA COUCOURDE and engaged in a fierce fire fight, but were unable to take that town.

Our artillery pounded the large German mechanized convoy moving north bumper to bumper on Highway "7" as well as the parallel railroad line with the following observed knocked out the next morning: one (1) railroad train one hundred (100) cars carrying gasoline or oil - halted on bridge, two (2) railroad trains - fifty (50) cars each - carrying munitions, eleven hundred (1100) vehicles (all types) and several horses attached to horse drawn artillery.

The German reaction to this artillery fire was one of complete confusion shooting white flares, yelling, sounding horns, etc., while our artillery could not possibly handle all the obvious targets. Our artillery ammunition supply had become a very serious problem since trucks were making a round trip of over one hundred and fifty (150) road miles. Seven hundred (700) rounds per battery were necessarily kept in reserve in expectation of a German counterattack.

By 0940 hours, the 3d Bn reported that Company K had knocked out two (2) enemy tanks (with the loss of one of our tank destroyers) and that two (2) 57mm guns were in position to fire on the road into LA COUCOURDE with an enemy force still in that town.

Enemy tank activity was increasing east along Highway "7" in the vicinity of MAGRANON hill, and had shot up both Company B, 141st Infantry (effective strength one and one-half rifle platoons and one weapons platoon), and Company G, 143d Infantry (effective strength one and one-half rifle platoons, and one weapons platoon). Pressure on the enemy from the south was increasing hour since the 36th Cavalry Reconnaissance had established contact with the 3rd Division at LYON, moving rapidly north. At 1000 hours, the Air Force bombed Highway "7" from LORIOLE to the DROLE RIVER.

**U. S. SECRET**

**U. S. SECRET**

Between 1100 and 1230 hours, the 3d Bn, 143d Infantry received a strong enemy counterattack of Bn strength which was repulsed with heavy losses, approximately 30 percent of the enemy force believed to have been killed and fifteen (15) prisoners of war taken, one of whom, a Captain, reported that the enemy would make no stand south of VALENCE. Information was also received that the 11th Panzer Division had been stationed in the south, but on 26 August 1944, had left MONTELLIMAR for LYON; twelve (12) 46 ton tanks, 18 armored cars four (4) armed with 75mm cannon, six (6) with grenade launchers, and eight (8) with machine guns. Their mission was to establish a road block (0378) and hold to the last man to guarantee the safe retreat of German personnel across the German border.

The 3d Bn, 143d Infantry, now attached to Task Force BUTLER, attacked to the north from CONDILLAC and by 1730 hours, had reached their objective, the high ground overlooking Highway "7" along MAGRANON ridge with the express mission of cutting that traffic artery and establishing a road block. Mine fields were to be put in from the high ground in the east to the railroad tracks by a platoon of Company A, 111th Engineers.

The 2d Bn (less Company E) was assigned defense of the valley south of LA COUCOURDE with its Antitank platoon to fire down the valley. Company E, 143d Infantry, was in regimental reserve and took positions on the southern slope of Hill 300 prepared to counterattack down the valley toward the RHONE. Cannon Company was prepared to move to fire antitank fire down the valley in addition to regular artillery missions - especially anything attempting to penetrate our lines from the south. The road block on Highway "7" could not be effected because of enemy tank and infantry counterattacks on our elements and enemy vehicle traffic continued to the north. Task Force BUTLER plus 141st Infantry (-B Company) withdrew under cover of darkness and moved to the north via MARSANNE to enter the corridor of Highway "7" along the 70 Northing grid to attack LORIOL from the south at daylight, 28 August 1944.

Intelligence report estimated enemy strength to consist of 8000 troops, two (2) batteries of 88mm or 105mm artillery, one battery of 155mm or 170mm artillery, and one or two large railroad guns and scattered self-propelled mounts. In order to smash enemy protection of Highway "7", i. e., infantry with machine guns, machine pistols, and Mark VI tanks, the 2nd Bn at 0700 hours, 28 August 1944, attacked MAGRANON, thence to the RHONE RIVER at the point MERCIER and the 3d Bn on the left, attacked to their front in the direction of the river; the 1st Bn in reserve, on the right, and following the 2d Bn in the direction of SAUZET. Company B, 141st Infantry, attached to the 3d Bn, 143d Infantry, did not continue its mission of taking the hill north of 6. Northing and, although unauthorized, pulled out creating a gap in our lines. The commanding officer of Company B, 141st Infantry, refused to take his men back up the hill under heavy enemy fire and was relieved of his command by

**U. S. SECRET**

**U. S. SECRET**

Major LOUIS H. BESSIAC, D-23454, of Mobile, Alabama, Regimental S-2, 113d Infantry. Major BESSIAC later led that company up to its objective. The Germans gave some evidence of making a desperate lunge to force their way over the high ground toward the east, and Major ANDREWS, 3d Bn commanding officer got his .50 caliber machine guns in position to fire, each rifleman instructed to fire at least one M-1 clip every hour, and each machine gunner to fire at least one belt every hour to deter any possible enemy break. Fire from Cannon Company, Antitank Company, .50 caliber machine guns, and small arms was all effective on Highway "7", wrecking vehicles, shooting troops off vehicles and flushing enemy out of houses. The 1st Bn, 113d Infantry was sent up to Task Force BUTLER on the LORJOL road with the mission of mopping up down the valley. Meanwhile the 3d Bn sent bazooka teams to interrupt traffic on Highway "7" and units to mop up LAGRANON ridge.

At 0630 hours, the 15th and 30th Infantry Regiments of the 3d Division followed by the 7th Infantry attacked MONTELLIAR and after its capture, advanced to 57 Northing. Sixteen (16) aircraft (friendly) bombed and strafed to hit enemy ammunition trucks and to destroy other vehicles. Cannon Company protected by Company E continued to fire artillery missions from its position in defilade, having destroyed the following: twenty (20) trucks, one (1) Mark IV tank, five (5) horse drawn wagons loaded with troops, two (2) horse drawn field pieces, twenty-five (25) bicycle troops and casualties of personnel.

For the same date, observation post No. 3 reported the following observed enemy casualties: fifty (50) vehicles, ten (10) horse drawn vehicles, fifty (50) horses, two (2) 105mm artillery pieces, two hundred (200) personnel casualties. Observation post No. 2 for the same period observed four (4) enemy tanks knocked out.

At MARSANNE, five (5) prisoners of war were taken from an FFI vehicle attempting to escape to the northeast. Four were Military Police from the 33d Division who had been trailing the cars carrying the Division's staff of high ranking officers and Generals. These prisoners of war had previously been stationed at ARLES, FRANCE and on 12 August 1944, had been ordered to move north. They believed the 757th Division to be far ahead of them and they had been told to take defensive positions and were told the only way back to Germany was over the hills to the east. They reported some six (6) companies consisting of sixty to eighty men each, were now in the hills and the following day the 3d Bn successfully stopped scattered units composed of 116th Reserve Grenadier Battalion, 28th Reserve Grenadier Regiment, 188th Reserve Grenadier Division; 239th Grenadier Regiment, 118th Grenadier Division attempting to infiltrate our left flank positions in the vicinity of CIAREY and LAGRANON. While preparing to attack to the southwest, the 113d RCT continued

**U. S. SECRET**

**U. S. SECRET**

to fire on enemy movement, inflicting heavy and ever mounting casualties in equipment and personnel.

In the early morning of 29 August 1944, the 1st Bn (-Company B, one platoon Company A and one platoon Company D, which continued to fight in the original sector), moved to join Task Force BUTLER in its assembly area. The remainder of the 143d RCT moved to attack, the 2d Bn to seize Hill 294, and the 3d Bn to mop up MAGRANON ridge and with bazooka teams raid Highway "7".

At first, the 3d Bn received no opposition on MAGRANON ridge, and then all at once the enemy opened up with small arms fire as our troops moved up the slopes. The subsequent enemy action was as confused as it was violent. Enemy troops, tanks, vehicles, and horse drawn wagon artillery moved toward LA COUCOURDE between Hill 294 and the hill mass to its immediate left. This enemy column collided head on with the 2d Bn, 143d Infantry, creating a disorganized fire fight and then swung over toward the 3d Bn, 143d Infantry, to receive vicious fire from Bn and artillery weapons. As our units discovered the beginnings of enemy infiltration in large number in the valley, our artillery, Cannon Company, and all Bn weapons were brought to bear. The action was intense, vicious and too close for use of mortars. Enemy tanks penetrated within two hundred (200) yards of the 3d Bn CP making possible their capture of the 3d Bn Aid Station and part of the heavy weapons platoon. One room of the house containing the 3d Bn CP was entered by five (5) Germans, three (3) of whom were killed and the remainder captured.

Enemy tanks pushing down the valley plus enemy fire from 20mm antiaircraft guns shooting overhead and small arms forced the 2d Bn Hqs Company and Company H to move back and take up defensive positions while Company G was scattered by the tank attack.

Observation post No. 2 was forced to leave its position hurriedly as Germans were rapidly approaching that position. A burst of enemy machine gun fire was followed by four (4) enemy flares in the following order at one minute interval: green, red, white, another white. As ten (10) American tanks moved south on the dirt road in front of the 2nd Battalion's position, more enemy white and green flares went up in front of the advancing German troops. At this stage, some of Cannon Company's M-7 mounts were momentarily cut off from our troops but were able to regain contact after a fierce fire fight.

Antitank Company, 143d Infantry knocked out three (3) enemy tanks and one of our tank destroyers was quickly placed in position on the road to block enemy tank passage through CONDILLAC pass.

**U. S. SECRET**

**< U. S. SECRET**

While friendly tanks and tank destroyers were sent south around Hill 294 and up the valley, the 2d Bn forced its way back to its original position and fired down into the valley to knock out and leave exploding five (5) German trucks. With the enemy engaged on the northeast slope of Hill 294, Company G having reorganized moved up from the south and Company E came around the flank on a pocket of Germans caught in this pincer.

Lieutenant Colonel CHARLES J. DENHOLM at this point reported to Colonel ADAMS that one tank and one artillery piece (both enemy) were atop Hill 430 looking down on the 143d CP. Should our artillery attempt to fire on them in their present position, our own troops would be endangered. At this moment, the Germans began surrendering in large numbers. Observation post No. 3 reported that the counterattack was over (0714 hours), all was quiet and the road was jammed by traffic from the bridge into the town with several vehicles on fire.

One prisoner of war, a German First Sergeant, reported that the German counterattack had not been organized, that all enemy troops were attempting to escape our trap, and that all enemy troops in the adjacent valley were ready to surrender. German officers including Brigadier General OTTO RICHTER, Commanding General, 198th Division, were taken prisoner and the 3d Bn reported six hundred (600) prisoners of war plus one hundred (100) artillery pieces, the latter being promptly destroyed. During the latter part of the battle, Cannon Company knocked out nineteen (19) vehicles, one Mark IV tank, and killed approximately one hundred (100) of the enemy.

Almost no traffic was now moving on Highway #7. The enemy had effected a by-pass and our artillery units were laying fire on that route. The only resistance now was scattered sniper fire which was systematically neutralized.

At 1100 hours, the 3d Bn sighted twelve (12) American Infantrymen, deployed, moving up the valley. A patrol was sent out to meet them and to warn them of sniper fire. Those approaching were identified as a unit of the 7th Infantry, 3rd Infantry Division.

As the 143d Infantry disengaged and began peeling off and moving back by companies to join Task Force BUTLER, three (3) 57mm guns, three (3) 1½-ton trucks, four (4) jeeps and one (1) trailer lost to the enemy the night before were recovered in serviceable condition.

The 1st Bn awaiting orders vicinity LORIOL to attack south reported the capture of two hundred and three (203) prisoners of war. All elements of the 143d Infantry were now relieved by units of the 3d Infantry Division and proceeded in the vicinity of LORIOL, the CP established on the outskirts of

**< U. S. SECRET**

**U. S. SECRET**

LORIOI in a farm house, while listening posts and local security were put out. The casualties of the 143d Infantry for this momentous day when the force of these enemy units was completely broken was: KIA - 8, WIA - 67, MIA - 11, with an unestimable number of enemy killed and equipment destroyed. The six hundred and seventy-eight (678) prisoners of war taken represented an unasserted amalgum from several organizations:

7th Company, 757th Grenadier Regiment, 338th Division  
 2nd Company, 308th Grenadier Regiment, 198th Division  
 235th Engineer Battalion  
 1st Bn, 933rd Grenadier Regiment, 244th Grenadier Division  
 14th AT Company, 917th Grenadier Regiment, 242d Grenadier Division  
 10th Company, 110th Panzer Grenadier Regiment, 189th Grenadier Division  
 7th Company, 111th Field Engineer Bn, attached to the 11th Panzer Div

At 300545 August 1944, the 1st Bn, 143d Infantry attacked toward the junction of the RHONE and DROME RIVERS meeting only sporadic resistance as they neared the river and turning south about 1100 hours. The enemy scattered through the heavily battered town of LORIOI was mopped up by a house-to-house search revealing large numbers of dead, wounded and hiding enemy. The destruction of enemy vehicles and equipment in LORIOI had been devastating and extensive and the streets had to be cleared of debris. Useful equipment was taken including trailers of gasoline.

The 2d Bn, 143d Infantry having relieved the 3d Bn, 157th Infantry, 45th Division (the latter moving to regimental reserve), attacked south on the axis Highway "7" and by 0950 hours, was 1500 yards south of LORIOI meeting little resistance. The 3d Bn, 143d Infantry blocked roads with two companies of tank destroyers and tanks following the attack south by the two forward Bns, and by 1000 hours had taken approximately two hundred (200) prisoners of war.

The Germans tried to effect a smoke screen before our 1st Bn, and gave considerable opposition, until our artillery laid in on them and immediately following our barrage, the 3d Bn captured intact an antiaircraft battery of 88mm guns. Enemy resistance now collapsed and juncture was later made with troops of the 7th Infantry moving up from the south.

After being released from Task Force BUTLER command, the 143d Infantry was ordered to move to LIVRON, to the road junction 1000 yards northwest of CREST, and to CHABEUIL with the mission of protecting the CREST-BOURG road by locking it from the west between MONTLIER and CREST. The FFI reported VALENCE clear of enemy, but reported that eighty (80) tanks had passed there within the last twenty-four hours.

**U. S. SECRET**



**U. S. SECRET**

This day was the day of great victory for the troops of the 113d Infantry. It marked the completion of the destruction of a considerable portion of the German Army in southern FRANCE, thousands of vehicles observed destroyed, thousands of prisoners taken, with only a few broken remnants of the enemy able to escape. The casualties for the day were: KIA - 3; WIA - 22; MIA - 3; and 1243 prisoners of war captured during the day's action. As the regiment moved into assembly area in the vicinity of CHABEUIL, road blocks were sent out and two (2) combat patrols, each in platoon strength were sent into VALENCE after dark, while the regiment again moved into division reserve.

On the last day of August, pursuit of the enemy continued with the 113d RCT moving by motor shuttle toward VALENCIN to close at 2300 hours in the vicinity of LENTIOL. Two patrols were sent into the town of BEAUREPAIRE and though no enemy contact was made, enemy motor activity was heard moving north out of the town.

Intelligence reports stated that the 9th and 11th Panzer Divisions, with attached units numbering approximately 23,000 men were moving in the vicinity of LYON with an unknown number of tanks, at least one battery of 77mm, two batteries 105mm, and one battery of 150mm artillery.

The main difficulty facing the 113d RCT was the problem of supply and transportation; since the enemy was moving toward Germany so rapidly it was difficult for our units to make contact. At the end of August the 113d RCT was relentlessly pursuing the enemy to the northeast.

*Douglas N. Boyd*  
DOUGLAS N. BOYD  
Captain, 113d Infantry  
Adjutant

**U. S. SECRET**

**U. S. SECRET**

CONCLUSIONS OF REGIMENTAL COMMANDER

1. The operations during the period 15-31 August 1944, were so varied and occurred with such tremendous speed that one who was actively engaged recalls them as separate events with difficulty.

The most impressive thoughts that have occurred to me are comparisons of methods to be employed in a pursuit designed to destroy an enemy.

Two general methods have been employed -

- a. Entrapment
- b. Direct pursuit (foot race)

The entrapment of enemy forces of size must be planned and executed on a grand scale with a division pushing while another encircles, the encircling unit being the one to deliver the most destructive blows. Large units are required because large areas must be covered to entrap large enemy formations, and large units must be used to provide the strength to absolutely stop the enemy's withdrawal which is the first step toward softening the enemy to the surrendering point. This type of operation was employed most effectively in the LORJOL-MONTELLMAR area with the exception that greater blocking strength could have been profitably used as the blocking force was stretched so thinly it could not prevent entirely the infiltration escape of numerous enemy.

Direct pursuit by smaller units is more difficult of execution because it devolves to a foot race sort of operation. The undesirable aspects of this sort of pursuit lie in the fact that small units do not have room in which to apply entrapment tactics because of being restricted to limited routes of advance.

This results in local time consuming attacks on road blocks and delaying positions. Such positions are generally knocked out with no particular difficulty other than the time lost in getting started again as the obstacle is cleared. This time is lost because every organization requires a certain amount of readjustment prior to resuming the advance after being engaged.

2. Large scale plans should be made for destruction or protection of bridges. Frequently troops that could be more profitably used elsewhere were used to guard bridges of doubtful future value, whereas the destruction of the bridge would have freed troops for offensive action. Essential bridges

**U. S. SECRET**

**U. S. SECRET**

must be seized and protected and a certain number of secondary bridges should be left also but many minor bridges could be demolished and thereby release troops while at the same time make flanks more secure.

3. Equipment used during this operation is undergoing tremendous strain. Trucks have travelled as high as five thousand (5000) miles in two (2) weeks. This combined with battle losses and almost no replacement concerns one because we must prevent a large scale break down of transportation if we expect to continue at the present pace. Of course this is a calculated risk that must be taken but one that must not be overlooked. The same thoughts apply to armor and to a lesser degree to other equipment.

*Paul D. Adams*  
PAUL D. ADAMS  
Colonel, 143d Infantry  
Commanding

**U. S. SECRET**

ANNEXE III

Liste des condamnations à mort prononcées à Valence.

19/9/1944:

Aimé GRAND: 37 ans, de Valence, appartenant à la L V F depuis 1941.

Philippe CHALCHAT: 20 ans, de Valence, garde à la milice de Valence. Fracisé.

Henri TESSIER: 69 ans, de Valence; colonel et chef de la milice.

22/9/44:

Joseph FAYET: 29 ans, du Gard, cultivateur, milicien.

Albert ALINAT: 50 ans, du Gard, medecin, milicien.

28/9/44:

Pierre MOUTIER: 35 ans, de Valence, mécanicien, milicien puis G M R. Fracisé.

Carmella LOMBARDO: 17 ans  $\frac{1}{2}$ , de Valence, travaille pour la milice.

3/10/44:

Antoine HOYHENARD: 50 ans, d'Agen, détective, travaille pour la milice.

Paul CROUZET: 55 ans, serrurier, de Valence, milicien.

André DARONAT: 19 ans, de Valence, mécanicien, milicien, appartenant au S O L.

Jean BOMES: 25 ans, des Htes Pyrénées, cultivateur, milicien.

Marcel PAULEAU: \_\_, de Cruas, barman, membre du P P F, et milicien.

6/10/44:

Paul MAFFRE: 24 ans, de Bruxelles, étudiant, membre de la Gestapo.

19/10/44:

André Joseph ARZALLIER: 25 ans, d'Alixan, G M R, intelligence avec l'ennemi.

2/11/44:

Théophile Pierre PERLET: 36 ans, de Cruas, cultivateur, membre "actif" de la L V F.

Raymond WENDLING: 51 ans, de Valence, employé de commerce, délateur de 4 patriotes.

Femme VABRE: 25 ans, de Montélimar, à dénoncé son mari.

Marie BEE: 38 ans, de Montélimar, interprete, pour dénonciations.

Liste des condamnations à mort. (suite).

9/1/1945:

Emile ALLEMAND: 45 ans, -, agent technique, dénonce un F I P qui sera exécuté.

24/2/45:

Paul FROMENT: 24 ans; exploitant forestier, agent de la Gestapo à la Croix d'OR.

9/3/45:

René MORARD: 23 ans, de Montélimar, chauffeur, membre du P P F.

21/4/45:

Gaston PERDRIOL: 50 ans, de Erg les Valence, forestier, travaille pour le S T O.

28/4/45:

GUENZER: commissaire de police à Valence.

CAILLAUD: ancien chef de la milice.

12/7/45:

Robert RAME: 35 ans, de la Roche de Glun, électricien, intelligence avec l'ennemi.

René TABARIN: 43ans, de Romans, garagiste, intelligence avec l'ennemi.

25/7/45:

Pierre Bernard PAZAN: 28 ans, de Lyon, monteur.

26/7/45:

Marius LAFON: 55 ans, retraité, intelligence avec l'ennemi.

Que pensez-vous, aujourd'hui, de l'épuration administrative, économique et politique à Valence ?

Il faut d'abord <sup>préciser</sup> le sens du mot "épuration".  
Presque tous les historiens désignent par ce terme trois ordres de faits très différents. Distinguons :

1°) Je pense qu'il faut placer en marge de l'épuration les quelques exécutions sommaires de collaborateurs par des éléments incontrôlés, <sup>inconnus</sup> par des Autorités de la Résistance.

2°) A la Libération, des Commissions d'épuration ont été instituées à l'intérieur des professions, ou des branches professionnelles (Administration ~~publique~~ préfectorale, magistrature, barreau, etc.). Les commissaires avaient pour tâche d'apprécier le degré de culpabilité de leurs collègues (complaisance, servilité, collusion, etc., à l'égard de Vichy ou de l'occupant). Après quoi ils prononçaient des "jugements" succincts, rebanaient un chef d'accusation pour chaque prévenu et transmettaient leurs dossiers à la Justice.

3°) La Justice, pendant quelque dix ou douze jours qui ont suivi la Libération, consistait en un tribunal créé par le gouvernement provisoire pour l'épuration.







VALLAUX, le 25 JUILLET 1944

## NOTE D'INFORMATION N° 6

LA VIE DE LA MILICE

Le mot du Chef : - Faire devant un devoir qui s'impose est le fait d'un homme sans conscience et sans énergie. Désertion est toujours une lâcheté. Mais faire devant l'ennemi est à la fois une lâcheté et un crime, car c'est mettre en péril à un moment critique, et la cause qu'on était chargé de défendre et le sort des camarades qui avec vous défendaient cette cause.

Actuellement, sous l'impression d'événements dont cependant on ne peut encore tirer aucune certitude sur l'issue du conflit, de nombreux Miliciens ont une tendance à se dégonfler; quelques uns même vont jusqu'à donner leur démission.

Certes, ils donnent comme motif à cette démission des causes qui ont quelque vraisemblance : " l'opposition de la famille à leur maintien dans une Milice décriée ou impuissante, ou bien la perte de confiance dans ses Chefs, ou encore l'inaction dans laquelle on la maintient et où elle reçoit des coups sans pouvoir en rendre."

Dans de tels prétextes, il y a peut être un semblant de vrai. Mais un vrai Milicien, c'est à dire un Français, pense avant tout à la situation dans laquelle se débat la France, et lui ayant fait donner sa personne en adhérant à un groupement seul capable, par son désintéressement, son abnégation et son dynamisme, d'assurer son salut,

Un vrai Milicien ne s'arrête pas devant le pauvrete de ses prétextes.

En réalité comme beaucoup de collaborationnistes à convictions fragiles, certains Miliciens pensent se mettre à l'abri des représailles des Gaullistes dans l'éventualité du triomphe de ces derniers. Outre que ce triomphe est encore plus que problématique l'exemple de ce qui se passe en Afrique du Nord, ne devrait-il pas les convaincre de l'inutilité de cette lâcheté; presque tous les dissidents de la dernière heure ne viennent-ils pas d'être honteusement chassés par De Gaulle parce qu'ayant collaboré à un moment quelconque avec VICHY. Actuellement les jeux sont faits, et les candidats au dégonflage n'ont qu'à espérer comme les autres que la corde ou le coup de révolver dans la nuque.

Quels que soient les faux ou véritables prétextes, démissionner à l'heure actuelle est une véritable désertion.

Comme la France, la Milice qui réunit les meilleurs de ses fils, traverse une crise; ce n'est qu'en se serrant davantage autour de son Chef DARN MD qu'on la surmontera. Faire le contraire, c'est pour tout Milicien se discréditer, quant à la Milice, elle ne peut que gagner à voir débarrasser d'éléments indignes d'elle.

Colonel H. TESSIER

Nominations : - Sont nommés Inspecteurs Départementaux dans le Drôme :

B. TUNGARTNER Edouard	Région Nord
CROCHEPIERRE Jean	Région Centre
J. JUSSOIN Raymond	Région Sud

Sont nommés Inspecteurs Départementaux dans l'Ardèche :

MANGIN André	Région Nord
GIANOTTI Charles	Région Privas
STEFANI Marcel	Région Largentière

Propagande individuelle : - Chaque Milicien doit être un actif propagandiste. Partout dans les trains, dans la rue, en public répandent les idées de la Révolution Nationale. Il ne faut pas perdre une occasion de faire du bien autour de nous soit en redonnant confiance à ceux qui doutent et qui sont hélas trop nombreux, soit en faisant taire les mauvaises langues.

Cette propagande ferme mais correcte, doit être faite en toutes circonstances, si l'on veut avoir l'oreille du public il ne faut pas se laisser égarer par des actes d'énergumènes, ou de miliciens supplétifs.

La propagande sociale doit être au premier rang de nos occupations, voir donc principalement le milieu ouvrier. Mais pour cela il faut que nos militants se documentent sur les questions sociales? Montrer aux ouvriers que notre combat est le leur. Expliquer que nous voulons abolir la condition prolétarienne selon les Messages du Maréchal. Insister sur les difficultés du moment, et la malveillance des trusts, des juifs, des grands patrons anti-sociaux. Il faut aussi que nos propagandistes étudient ces questions et la partie des 21 points les concernant.

Uniforme : - Une question a été posée " Y a-t-il un uniforme pour les Miliciens. - Réponse : Ne sont dotés d'un uniforme que les miliciens membres de la Franco-Garde -

Les autres Miliciens sont dotés :

a) D'un insigne en métal pour la boutonnière, brodé pour le bonnet de police.

b) D'un brassard réglementaire.

Collecte De Gassowsky, Les Miliciens qui ne l'auraient pas encore fait sont priés de verser leur obole à leur Chef de Compagnie.

Abonnements à COMBATS : Certains camarades Franco-Gardes n'ont pas encore acquitté leur montant de leur abonnement à COMBATS auquel ils ont été rattachés d'office - Prière de faire parvenir leur demande d'abonnement en spécifiant la durée 3mois 25 francs - 6 mois 50 frs - 1 an 90 frs - pourrnt soit en envoyer le montant au compte Chèque LYON N° 1493.14 - soit demander que le recouvrement soit effectué par "COMBATS".

## ACTIVITE POLITIQUE ET MILITAIRE :

Les émeutes se multiplient sur tout le territoire suivant un rythme effrayant. Il s'agit d'affamer le peuple de France par des mesures extrêmes, en incendiant les récoltes et les moyens de transports - C'est pour que les Allemands puissent répandre la Radio-Gaulliste, mais que le peuple réfléchisse, quelque soit la quantité des provisions disponibles, les Allemands prélèveront la même quantité, même sans leur donner les assurances de l'armistice. C'est ce qui restera après le pillage de nos intérêts et sur ce reste qu'agissent toutes les destructions faites par le peuple de France en supportant les conséquences.

Les rouges, les stratèges américanophiles, le Clergé socialisant et les bourgeois gajulvés avaient tréssillé de joie en apprenant l'effondrement du fascisme. Ils déchantent actuellement et sont désolés de voir l'Italie brisée sur le pont de la bolchevisation. Toutes les forces qui bouillonnent à VICHY et qui comptent de la fin de la guerre, les unes le retour au capitalisme, les autres la bolchevisation de l'Europe, travaillent quand même à la dissociation de cette unité Européenne qui commençait à se constituer.

Les vérités sont incontestables -  
 Contre le bolchevisme Russe, les armées européennes sont notre seul rempart à l'extérieur.

Les rouges n'ont pas besoin de venir jusqu'au Rhin, pour que le communisme s'y installe. Il y est déjà et il suffit que l'occupation allemande cesse pour qu'il y règne en maître.

Martyrs des Juifs. Un certain clergé continue du haut de la chaire à gémir sur les persécutions contre les Juifs. Mais que chacun regarde autour de soi. Il suffit de s'appeler Jacob ou Lévy, pour échapper à quantités d'obligations auxquelles sont soumises les aryens, d'être obligé de gagner de l'argent à ne savoir que faire, d'être impuissant de la propagande antigouvernementale, d'échapper au travail obligatoire, être les maîtres du marché noir, des frusques nouvelles de la planque. Impunité, intouchabilité, triomphe insolent, voilà bien fait des martyrs.

Après on verra... Dans "Demain" V.H. DEBIDOUR s'en prend à ceux qui attendent le salut de la France par une victoire étrangère, et qui disent "Après, on verra....."

"On verra quoi?" demande DEBIDOUR "Nous sommes prêts pour voir que la Paix ne naît pas de la guerre, même victorieuse, aussi simplement que le fruit sort de la fleur." Ce qui compte, c'est bien plutôt ce qui amène - Car la victoire tranche mais c'est la paix qui recueille.

"Chars et avions pourront faire place nette à une décision militaire, mais il n'est pas donné à ces engins de guerre de faire germer la paix, comme par miracle, sur le désert qu'ils laisseront derrière eux. Il y faut une autre semence. Ils eurent le dernier mot? Soit - Mais que ce ne soit pas le dernier mot avant le silence de l'hébétéude ou le brouhaha de l'anarchie si parlera quand la voix des canons se sera tue?

"Le futur visage de l'Europe sera sur la carte ce que feront les soldats et les diplomates. Mais il sera aussi ce que feront les consciences." La Paix sera-t-elle digne de ce nom, sera-t-elle l'œuvre de justice, de lucidité, de stabilité, de générosités sociales et politiques, la Paix FORTE et PURE que n'a point été la précédente? Cela dépend de ceux qui feront: mais de toute façon cela dépend aussi de NOUS, qui la VIVONS."

Nouvelles brèves.

KARKOV pour la 4<sup>e</sup> fois change de mains, c'est peut être la note de l'Ukraine, mais les allemands en ont toujours la clef; car leur armée a reculé, mais sans être entamée.

TUNISIE 1er acte - SICILE 2ème acte, mais l'acte principal n'est pas commencé - où se jouera-t-il? sur les côtes de France? tout le long de l'Italie? dans les Balkans? Nous le saurons bientôt, car pour les Anglo-saxons le temps presse beaucoup plus que pour l'Europe transformée en farcesse. En tous cas les armées de l'axe n'auront plus comme en Tunisie et en Sicile la mer dans le dos.

QUEBEC Au Canada, les dictateurs des soi-disant démocraties ont longuement salivé. Si de la discussion jaillit la lumière, ils doivent maintenant joliment éclairer. En tout cas ils ne le sont pas sur ce qui se passe dans la tête du Général père des peuples, Staline, qui pour marquer son mécontentement vient de limoger LITVINOV - Ne sommes nous pas à la veille d'un coup de théâtre diplomatique?

ITALIE Staline a exigé que les troupes russes participent à l'occupation de la Sicile, et éventuellement de l'Italie et d'y installer la Guépéon.

FRAIS D'OCCUPATION Les Américains ont prélevé 40 millions de dollars sur notre réserve d'or de la Martinique pour frais d'occupation de l'Afrique du Nord - En 1918 ils nous avaient présenté la note. Cette fois on paye d'avance.

## I D E E S

Il faut avoir des principes sûrs de politique pour tirer quelque profit de l'expérience des événements, par la même raison qu'il faut connaître sa route pour se remettre dans le chemin.

Il faut, quand on gouverne, voir les hommes tels qu'ils sont, et les choses telles qu'elles doivent être; souffrir l'imperfection des hommes, et tendre de toutes ses forces à la perfection dans les choses; car le longue, les bonnes institutions rendent les hommes meilleurs; beaucoup de gens, au contraire, demandent la perfection dans les hommes, et sont toujours contents des choses, quelles qu'elles soient.

On ne devrait assembler les hommes qu'à l'église ou sous les palmes, parce que là ils ne délibèrent point; ils écoutent et obéissent.

## B O N A L D

Le paillardisme est un régime d'intrigue et de corruption où la tyrannie est partout et la responsabilité nulle part.

Tout être devant se former de ses semblables, l'humanité se décompose d'abord en cités, puis en familles, mais jamais en individus.

A. COMTE.

ENNEMIES. Victimes tombées sous l'uniforme de  
l'Armée Allemande..... I.52I

REPRESSION EXTRAJUDICIAIRE; Exécutions pour faits  
de Collaboration avec l'ennemi(1943-1944)..... .278

REPRESSION après la Libération par COURS MARTIALES  
TRIBUNAUX MILITAIRES-COUR DE JUSTICE. Exécutions... I4  
 Condamnations par contumace ou non exécution de la  
 sentence(grâce,évasion etc....)..... III  
 Condamnations : Travaux forcés et réclusion..... 29  
                   : Prison..... IO5  
                   : Dégradation Nationale..... II5

-o-o-o-o-o-

ANNEXE IV

Notes biographiques sur M Y.Farge.

Né à Salon de Provence le 24 août 1899, fils d'un expert comptable devenu professeur, est d'abord aide-infirmier pendant la guerre. Après avoir été à l'école des beaux arts, il est journaliste : au Maroc en 1927, à Paris comme collaborateur de "la lumière"; il devient ensuite rédacteur à "la dépêche dauphinoise" puis en 1938 au "progrès de Lyon".

Pendant la résistance, il s'occupe du "bulletin de la France combattante" et siège au comité de direction du FN avant de présider le comité d'action contre la déportation. Il commence à exercer ses fonctions alors même que les allemands tiennent plusieurs départements de sa région, mais en août 1945 il démissionnera pour se présenter aux élections. Il est ensuite ministre du ravitaillement avant d'organiser le mouvement mondial de la paix; Y.Farge est mort accidentellement en URSS le 29 mars 1953. Il était compagnon de la libération.

Page 280; Le pouvoir en province à la libération.

Charles Louis Foulon

Presses de la fondation nationale des sciences  
politiques.



9 / propres hommes à proposer pour ces postes ?

Deux ou trois jours après la Libération, j'ai reçu la visite, toute protocolaire, d'un officier américain. Il ne m'a offert des services que sur deux points :

1<sup>o</sup>) Il m'a proposé une grande quantité de lait condensé sucré, denrée qui nous faisait défaut cruellement. Pendant les quatre mois qui ont suivi la Libération, je n'ai rien vu venir...

2<sup>o</sup>) Lors du bombardement du 15 août, la Préfecture, la Maternité de l'Hôpital et le quartier Belle Image avaient été détruits. Les trois (ou quatre) bordels de Valence avaient disparu, et j'avais reçu, le 2 septembre je crois, les directrices de ces établissements. Mon visiteur américain m'a annoncé - sans me

10

demandes mon avis — qu'il allait tout de suite faire construire un baraquement pour abriter "ces dames". Et il ajouta : "Ainsi, mes G.I. laisseront la paix à vos Valenciennes (sic)."

L'Etat-Major américain avait immédiatement pu constater que la Libération de la Drôme, celle de Valence en particulier, s'était effectuée sans heurt, sans désordre, sans la moindre tentative de prise du pouvoir par les communistes ; et il avait été à même de voir qu'il existait un "gouvernement" à Valence, un préfet nommé par Londres assisté par un Conseil de personnalité, représentant des réseaux, ~~et~~ le mouvement de Résistance et des partis poli-

11 / tiques ainsi que des syndicats  
 ouvrier reconstitués : le Comité  
 départemental de Libération.

Ayant réalisé que nous tenions  
 bien en main le département, les  
 Autorités américaines ont jugé inutile  
 de nous encadrer, de faire jouer  
 le système de l'AMGOT qui prévo-  
 yait une structure administrative de  
 remplacement, afin d'éviter qu'après  
 la disparition des Autorités de Vichy  
 il y ait une vacance du Pouvoir.

Mes rapports avec l'Etat-Major  
 américain ont été, je peux le dire,  
 inexistant au plan politique et  
 administratif. Il n'y a eu, de la part  
 des armées américaines, aucune pression,  
 aucune tentative d'intervention pour mettre  
 obstacle à la souveraineté française.

## Que pensez-vous de Mgr Pic et de son attitude sous l'occupation ?

Toute collectivité organisée — institution nationale, corps professionnel constitué — qui sous l'occupation a adopté, en tant que telle, une attitude « chèvre et chou », ou, ce qui revient au même, « tantôt chèvre, tantôt chou », s'est condamnée, du fait de son ambivalence, à une honteuse non-belligérance alors que les démocrates se battaient désespérément contre les dictatures. C'est ainsi que l'Armée, la Fonction publique, <sup>(le Parlement)</sup> l'Éducation nationale, l'Église catholique de France, les Centres syndicaux ont renoncé, en tant qu'institutions, à se battre <sup>(couverts par leur hiérarchie)</sup> ~~avec~~ la majorité des sous-officiers et officiers de carrière, des grands commis de l'État, des parlementaires, des magistrats, des professeurs, des Princes de l'Église, plutôt que de répondre à l'Appel de la Résistance, se sont assurés sécurité de l'emploi, avantages de carrière et confort ~~social~~ civique en adhérant au Système Pétain-Laval.

L'équivoque a régné dans le haut clergé comme ailleurs : Mgr Saliège et Mgr Mayol de Luppi sont les représentants les plus caractéristiques, l'un de la Résistance, l'autre de la Collaboration.

Dans le drôme, Mgr Pic prononçait la demande  
 des homélies tout à fait contradictoires, très passionnées  
 dans un sens comme dans l'autre, soufflant succes-  
 sivement le froid et le chaud dans son diocèse ...  
 A vrai dire, notre petit groupe de chefs civils de la  
 Résistance, à dominante laïque, socialiste et  
 maçonnique, se souciait peu des prises de position  
 de l'Evêque de Valence; nous estimions, en effet,  
 que l'attitude fluctuante de l'Eglise catholique,  
 en tant qu'institution, la condamnait à n'avoir  
 aucune influence déterminante sur l'issue du  
 Combat Résistance - Nazisme.

La Hiérarchie, pratiquement sinon officiel-  
 lement ralliée au gouvernement de Vichy ("Il  
 faut rendre à César ..."), jugeait habile de laisser  
 quelques prêtres, séculiers et réguliers, penser et  
 même agir en résistants. Plusieurs curés de  
 campagne, dans leurs petites paroisses drômoises,  
 ont courageusement fait leur devoir de patriotes,  
 à nos côtés. A l'Evêché même, M. l'Abbé Bonnet  
 (Mgr Bonnet depuis lors) nous aidait à camoufler  
 des Juifs, à l'Institution Notre-Dame. L'Abbaye  
 d'Aiguebelle a accueilli et camouflé le peintre  
 tchèque, d'origine juive, Fédor Lövenstein. Et  
 comment ne pas rappeler que l'ancien aumônier  
 du Lycée Emile Loubet, le Chanoine Chalamet,

était membre à part entière de notre Comité départemental de Libération, et à ce titre avait assumé comme nous de redoutables responsabilités.

Le  
"do  
Com-  
mandant  
Xavier,

A la Libération, le Père Fraisse (S.J.), qui exerçait les fonctions de Chef de l'Etat-Major du chef départemental FFI, le "Lieutenant-Colonel Legrand" (alias Général de Corps d'Armée de Lassus Saint-Geniès), s'est rendu par avion militaire à Rome, chargé plus ou moins officiellement par l'E.M. FFI et le CDL, de demander au Pape de révoquer Mgr Pic de sa dignité d'Evêque! Peu après, le Commandant Xavier est revenu à Valence, un peu contrit, ayant complètement échoué dans sa mission auprès de Pie XII...

Un souffle d'union rapprochait les diverses communautés en ces premiers jours de septembre 1944. D'accord avec le CDL, mais non sans quelques grognements de nos amis maçons, le chef départemental FFI et moi avons demandé à Mgr Pic de célébrer un Te Deum à la Cathédrale, à l'Eglise réformée de Valence et à la Communauté israélite d'organiser, elles aussi, des cérémonies religieuses. Les autorités civiles et militaires y ~~étaient~~ officiellement présentes. furent

ANNEXE V

Intendance des MARCHÉS Indigènes

	P.C.	Le ROCHERTY	Le SANGRE	VAUNANG	Le BEAUNE	A.S	FIP	3 <sup>e</sup> Bon	Hof
	ENTRENADE	MARIGNY	Le SANGRE	Le BEAUNE	COMBAIN	DIEPOND	Jacques	A D	sim
<b>LE RAVITAILLEMENT</b>									
<b>RECAPITULATION</b>									
<b>VALEURS EN FRANCS 1940-1944</b>									
PAIN	258	1020	1050	1080	1560	1630			
VIN	610	2925	2520	4080					
SUCRE	633	699	418	243					
CAFE, ORGE GRUÉE	65	328	330						
BISCUITS, DESSERTS, CERAIRES	112	1218	100						
FROMAGES	305	512	340	403					
CONFITURES	240	900	810						
POMMES DE TERRE		158				12000	6000		
LÉGUMES, HARICOTS, PATIS	118	8300	4200				33788		
MATIERES GRASSES, HUILE	140	455	250	371					
EGRAIS DIVERS, CARRÉS, CRAYONS	325	492	636						
LÉGUMES VERTS	150								
PRODUITS D'ENTRETIEN, REPARATION	501	162							
FRAIS GÉNÉRAUX	105	122	194						
PHARMACIE		35	336						
CAMPREMENTS, QUARTS, CUISINES		1016	2496						
VIANDE	40	675							
<b>TOTAUX</b>	<b>4635</b>	<b>9917</b>	<b>12951</b>	<b>2102</b>	<b>1360</b>	<b>19630</b>	<b>39455</b>	<b>167525</b>	<b>35</b>

22

21

20

19

18

17

16

15

14

13

12

11

10

9

8

7

6

5

4

3

2

1

R





ANNEXE VI

4. — Etes-vous pour un remembrement des terres dans votre région ?

5. — Quelle doit être la politique de l'habitation, de l'hygiène, de l'école à la campagne ?

6. — Etes-vous pour la motorisation de l'agriculture ?

7. — Etes-vous pour l'expropriation des propriétaires traités au profit des paysans pauvres et des ouvriers agricoles ?

8. — Comment enrayer l'abandon des campagnes ?

#### IX. — DEMOCRATIE

1. — Quels grands principes voulez-vous voir inclure dans la future constitution ?

2. — Etes-vous pour le vote à 18 ans et l'éligibilité à 21 ans ?

3. — Etes-vous pour la suppression du pouvoir discrétionnaire des Préfets ?

4. — Etes-vous partisan du maintien d'un organisme populaire tel que le C. D. L. auprès du Préfet ?

5. — Etes-vous pour ou contre le Sénat ?

6. — Etes-vous pour l'élection des Sénateurs au suffrage restreint ?

#### X. — FAMILLE - SANTE.

1. — Quels moyens préconisez-vous pour enrayer la dénatalité ?

2. — Quelle prime attribuer aux femmes restant au foyer ?

3. — Que pensez-vous du prêt aux jeunes ménages ?

4. — Quelle doit être, selon vous, la politique de la santé ?

#### XI. — QUESTIONS DIVERSES

### Comité Départemental de Libération de la Drôme

NOM, PRENOMS : \_\_\_\_\_

PROFESSION : \_\_\_\_\_

Signature : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_

COMMUNE : \_\_\_\_\_

## QUESTIONNAIRE

POUR SERVIR A LA PREPARATION DES ETATS GENERAUX  
DE LA RENAISSANCE FRANÇAISE

Le C. D. L. estime que, pour créer une égalité nouvelle qui, elle-même, doit sortir d'une nouvelle constitution vraiment démocratique, il est nécessaire de donner la parole au peuple. C'est pourquoi, il propose à tous les citoyens et citoyennes de répondre au questionnaire ci-après. Nous avons essayé de rédiger un questionnaire aussi bref que possible. Mais, chacun pourra présenter des critiques, remarques, suggestions, etc... non prévue ou inversement, il n'est pas obligatoire de répondre à toutes les questions. Les réponses seront déposées dans des boîtes aux lettres que les Comités locaux de Libération établiront à cet effet.

A l'aide de ces réponses, ces Comités élaboreront un Cahier de doléances qui devra être ratifié par une Assemblée Patriotique de la localité avant d'être transmis aux Comités Cantonaux de Libération ; ces derniers établiront leur cahier de doléances qui sera ratifié comme le précédent par une Assemblée Patriotique Cantonale. Ceux-ci enverront leurs Cahiers de doléances au C. D. L. qui établira le Cahier départemental de doléances et le fera ratifier par une Assemblée Patriotique départementale.

Ces Cahiers départementaux de doléances serviront de base de travail aux Etats-Généraux de la Renaissance Française qui se tiendront à Paris les 11, 12 et 13 Juillet 1945.

**I. — ARMÉE**

1. — Comment voyez-vous la nouvelle armée Française nationale et populaire ?
2. — Etes-vous pour l'intégration des F. F. I. avec leurs grades dans la nouvelle armée ?
3. — L'Armée doit-elle voter ?

**II. — EFFORT DE GUERRE**

1. — Y a-t-il du sabotage, de la routine, du laissez-aller près de vous ?
2. — Etes-vous partisan des Comités Patriotiques d'entreprises ?
3. — Quel procédé d'émulation envisagez-vous pour développer la production ?

**III. — EPURATION**

1. — Etes-vous partisan de la création d'un Commissariat National à l'Épuration, désigné par la Résistance et ayant tous pouvoirs ?
2. — L'Épuration est-elle terminée dans votre localité ?

**IV. — RAVITAILLEMENT**

1. — Etes-vous pour le marché libre ?
2. — Comment lutter contre le marché noir ?
3. — Etes-vous pour la suppression des gros intermédiaires et des organismes parasites créés par Vichy ?
4. — Etes-vous pour la suppression des barrières économiques créées par Vichy entre les départements ?

**V. — RECONSTRUCTION**

1. — Etes-vous partisan pour les transports de bureaux de frêt jouissant de pouvoirs exceptionnels ?
2. — Etes-vous pour la réquisition immédiate de tous les transports ?
3. — Comment voyez-vous la reconstruction des immeubles sinistrés et l'aide aux régions dévastées ?

4. — Quels moyens préconisez-vous pour la reprise de l'économie Française ?

**VI. — REFORMES DE STRUCTURE**

1. — Etes-vous pour le retour à la Nation de tous les grands moyens de production et des sources de matières premières et d'énergie ?
2. — Etes-vous pour la nationalisation des banques et des Compagnies d'Assurances ?
3. — Les ouvriers peuvent-ils participer à la gestion des entreprises ?
4. — Les ouvriers doivent-ils pouvoir accéder à la direction des entreprises ?
5. — Etes-vous pour le maintien ou la suppression des Comités d'Organisations ?

**VII. — REFORMES SOCIALES**

1. — Quel doit être le rôle des Syndicats dans la vie économique et sociale ?
2. — Quelle retraite peut-il être attribuée aux vieux travailleurs ?
3. — Comment assurer les moyens d'existence à ceux qui ne peuvent pas travailler ?
4. — Estimez-vous que les enfants du peuple ont les moyens d'accéder à la plus haute culture, et par là même, aux plus hauts emplois ?
5. — De quels principes généraux devraient s'inspirer la réforme de l'enseignement ?

**VIII. — AGRICULTURE**

1. — Quel doit être le rôle de la C. G. A. dans la future Economie Française ?
2. — Faut-il relever les prix à la production tout en maintenant les prix de vente et comment ?
3. — Comment lutter contre les trusts des engrais et du matériel agricole ?

ANNEXE VII

## COMITE LOCAL DE LIBERATION DE VALENCE 10/10/1944

Président :	Rigaud Pierre	Parti Socialiste
	Perdrix Jean	Parti radical (futur maire)
	Delmas Paulette	Femmes de France
	Blache Jean	Presse
	Bonnet Georges	Anciens Combattants
	Chazal Pierre	CGT
	Mazellier Maurice	FUJP
	Maurice Clovis	Jeune République
	Roche Louis	PC
	Roussin Louis	MLN
	Sauvajon Charles	Mouvement Républicain de Libération

① - Y avait-il initiative locale dans la mise en place des nouvelles Autorités à la Libération ?

De quelles "nouvelles Autorités" parlons-nous ?  
 Car il faut distinguer : d'une part les personnalités résistantes qui, sous l'occupation, ayant reçu de Londres délégation du Pouvoir exécutif, exerçaient des fonctions à proprement parler gouvernementales au sein du Comité départemental de Libération (CDL). Ces camarades, bien avant que la France libre les désigne comme ses représentants en métropole, avaient été choisis par les Mouvements Unis de Résistance (les MUR) comme exprimant les tendances et la volonté de la Résistance, et donc comme étant dignes d'exercer le pouvoir exécutif dans le département ; ils s'imposaient donc aux Autorités locales, sans pour autant imposer à celles-ci le choix des personnalités ; d'autre part, les membres des Comités locaux de Libération (CLL) dont les compétences et les pouvoirs, ~~se~~ plus restreints,

2 ne dépassaient pas les cadres de la Commune et étaient d'une ~~vaine~~ <sup>difficiles</sup> nature ~~que les~~ les compétences et les pouvoirs du CDL. Il va sans dire que les CLL de Valence, de Montélimar, de Die et de Nyons, plus riches en personnalité <sup>comité</sup> que telles ou telles petites communes rurales, prenaient d'un plus grand poids ~~et~~ et prenaient <sup>de plus,</sup> d'importantes initiatives (par exemple, la désignation du nouveau Conseil municipal et du ~~maire~~ maire). ~~Après~~ Le CDL discutait ~~avec~~ avec eux et très souvent ratifiait leurs choix.

**Nota bene** Si l'on veut se faire une idée exacte de ce que fut l'œuvre <sup>accomplie par</sup> de la Résistance civile dans l'ordre administratif, il ne faut jamais perdre de vue que les structures institutionnelles (CDL, CLL, MUR, NAP) édictées par Londres, existait en fait bien avant d'être mises juridiquement en forme. La Résistance, née ~~de~~ du



3 / <sup>ex du service par</sup> ~~refus des conséquences~~ morales, } puis  
 rapidement un fait social, a engendré  
 elle-même ses propres organes et les  
fonctions de ces organes. Bien avant  
 que les juristes de Londres, inspirés par  
 les juristes de <sup>la métropole</sup> France (le groupe d'étude,  
 animé par Teitzgen, Courtin, etc.), ait  
 défini et formulé l'existence et le fonc-  
 tionnement des CDL, du NAP, etc.,  
 ces organismes s'étaient <sup>déjà</sup> "constitués" sur  
 le terrain", spontanément, au sein de  
 la petite équipe de résistants qui étaient  
 les "chefs", — le mot est déplaisant,  
 puisque nous avions entre nous des  
 rapports de camaraderie, non de sub-  
 ordination, mais il faut l'employer  
 faute de mieux —.

L'ouvrage classique d'Hostache (Le  
Comité national de la Résistance) indique de

la façon très précise, textes à l'appui, quels furent les organismes juridiques de la Résistance, mais il n'insiste pas au point, à mon avis, sur leur genèse spontanée, antérieure à leur codification. J'ajoute que du fait même que CDL, CLL, NAP, MUR, etc., sont nés de la nature des choses, leur action a constamment et largement débordé la compétence que les juristes leur ont mesurée par la suite. Par exemple, dans les grandes administrations : Préfecture, Ponts-et-Chaussées, PTT, Police, SNCF, etc., des fonctionnaires ou agents informaient la Résistance (qui elle-même renseignait Londres) des activités de l'occupant et de ses complices français, plusieurs mois avant que ce travail, d'importance capitale, ait été désigné par l'appellation de ~~Ateliers des Admi-~~

5 / de Noyau des Administrations publiques (N.A.P.).

De même qu'au plan départemental les principaux organismes dirigeants de la Résistance exprimaient démocratiquement les volontés et les tendances de la grande majorité des résistants, de même les personnalités qui dans chaque commune constituaient les Comités locaux de libération (CLL), exprimaient démocratiquement les volontés et les tendances des résistants de la Commune. A la Libération, les nouvelles Autorités municipales ont été mises en place en plein accord avec le CDL, puisqu'elles exprimaient à la fois Valence et le Drôme tout entière, mais on ne peut pas dire que les membres du CDL, qui ont à la Libération pris en main les Commandes, ont été mis en place à l'initiative des Autorités locales. Certainement non.

6 / L'acceptation de ces nouveaux hommes fut-elle facile par la population?

Facile, oui, et même plus que facile! Les citoyens qui étaient, dans leur for intérieur, favorable à la Résistance, ont manifesté leur joie dès le deuxième jour de la Libération: les résistants "passifs" de la base nous connaissaient déjà presque tous. Quant aux pétinistes et collaborateurs, ils se faisaient tout petits, ils se terraient prudemment, les troupes allemandes et les autorités vichyssoises n'étant plus là pour les défendre.

A quel problème avez-vous été confronté en premier lors de votre prise de fonction?

Tout bêtement à la recherche de mes services, et de locaux où les regrouper. Vous savez que l'Hôtel de la Préfecture

7 / avait été complètement détruit par un bombardement de l'aviation américaine, le 15 août 1944. Tous les dossiers pulvérisés, donc toute activité administrative anéantie... Dès notre arrivée à Valence, dans la matinée du 31 août, les membres du CDL et moi-même nous sommes installés provisoirement à la Chambre de Commerce. Quelques fonctionnaires de la Préfecture se sont présentés à nous, mais sans possibilité d'agir et même de communiquer (téléphones défectueux). Impossible d'entrer en rapport avec mon prédécesseur, le préfet de Vichy, M. Leclercq : il avait été grièvement blessé le 15 août, lors du bombardement de la Préfecture. Bien entendu, les ponts, les voies ferrées, les routes, les lignes télé-

8 / phoniques étaient totalement détruits, au sud comme au nord de Valence. Le problème (majeur) du ravitaillement de la ville en denrées alimentaires ne pouvait donc être résolu que de façon précaire, intermittente; mais tout de suite l'Intendant général de la Drôme, notre ami Charles Follet, et son adjoint, André Planel, se sont mis à l'œuvre. Leur parfaite connaissance des ressources en céréales et en viande de la Drôme leur a permis, très rapidement, de faire acheminer vers le chef-lieu une quantité croissante de denrées alimentaires.

Quelles étaient vos relations personnelles avec l'Etat-Major américain et étaient-ils en accord total avec les nouvelles Autorités, ou avaient-ils leurs

Quels ont été vos rapports professionnels et vos relations personnelles avec les membres du CDL, mais aussi avec la Municipalité et son Maire ?

L'équipe — avec le piano — en fait, que nous formions, les membres du CDL — et moi — nous n'étions pas plus de six ou huit — était étonnante, unie malgré nos différences d'âge et de profession. La violence des événements qui se sont précipités en juin — juillet — août 1944, et les périls partagés, conféraient à notre action une cohérence et une convergence de vues si fortes qu'on ne peut guère qualifier de "professionnels" les rapports que nous entretenions ensemble. Nous étions parfaitement conscients de l'ampleur de notre tâche d'organisme exécutif, "recevant des instructions du CNR et devant rendre compte de leur exécution". Une ordonnance du gouvernement de la France libre, adoptée par le CNR en sa séance du 23 mars 1944, définit ainsi le statut des CDL : « ... Considérés à l'origine comme un simple organisme consultatif ... les CDL apparaissent aujourd'hui et doivent être l'âme des départements qui, sous leur commandement, ont vu se réaliser ... »

Dans ce texte, il n'est pas fait allusion aux rapports que le préfet-signé pouvait entretenir avec le C.D.L., organe exécutif ayant le "commandement" du département. Mais il allait de soi qu'une complète unité de vues entre l'un et l'autre devait se traduire dans les faits par une concertation de tous les instants entre le "délégataire" et le "consultant". Il en fut ainsi durant les trois derniers mois de l'occupation; ~~Paris~~<sup>Paris</sup>, la Drôme libérée, l'exécutif passant entre les mains du préfet et le C.D.L. devenant une "assemblée consultative provisoire", la même parfaite entente n'a cessé d'exister entre l'un et l'autre.

Par ailleurs, mes rapports personnels et administratifs avec le Maire de Valence et la municipalité (que j'avais formée et nommée par décret après de longs et délicats pourparlers avec Duclos et le C.D.L.) n'ont jamais cessé d'être excellents.

---



Sources d'archives.

*Mais la date ?*

- 9J8 : "notes sur les évènements de la Libération. "
- 9J10: "présentation du CDL à travers le courrier."
- 9J11: "correspondance sur la mise en place des Comités Locaux."
- 9J12: "procés verbaux du CDL. 8/9/I944 au 24/1/I945."
- 9J13: "divers journaux."
- 9J14: "citations à la Légion d'honneur pour 1944."
- 9J15: "vrac."
- 9J16: "vrac."
- 9J17: "dossiers sur l'épuration."
- 9J18: "cahiers de doléances."
- 9J20: "brochures diverses."
- 9J21: "témoignages de MM Pierre de Saint-Prix et Claude Alphanbéry."
- 9J22: "correspondances diverses".
- 9J23: "vrac."

Présentation des sources.

"Combat pour le Vercors et la liberté."

Général Lassus de Saint Geniès.

Société d'édition peuple libre. Valence. 1984. 191p.

"Nous étions cent cinquantes maquisards."

Lucien Micoud.

Société nouvelle d'édition. Valence. 1982. 204p.

"Prends ton fusil Grégoire" (mémoire d'un terroriste).

Roger Marty.

Manuscrit.

"Headquarters 36th, infantry division. US Army.

Opération in France. August 1944.

Archives nationales de Washington.

Arthur L. FONK ✓

Liste des journaux utilisés pour ce mémoire.

- "En avant FFI": collection du I/9/I944 au 3I/I2/I944.
- "Fraternité": " du I/9/I944 au I/5/I945.
- "Le Messenger": Quatre numéros entre Novembre et Décembre I944
- "Le Patriote de la Drôme": numéro unique.
- "Le Résistant de la Drôme": collection du I/7/I944 au I/2/I945.
- "Les Allobroges": l'année I944 et I945.
- "Le Dauphiné Libéré": pour l'année I945.
- " Le Maquis": numéro unique.
- Ont été également utilisés:
- "Le Petit Valentinois et le Journal de Valence": (réunis).
- "La République dauphinoise" collection du I/4/I944 au I/7/I944.
- "Valence républicain": collection du I/I/I937 au I/8/I944.
- "Le Patriote romanais": pour la fin de l'année I944.
- " Vercors": collection du I/6/I945 au I/9/I945.

Liste des personnes interviewées.

M Paul LAVILLE: Gardien de prison. 9/II/I985 à Bourg les Valence.

MM JOUBERT et MARTY: Membres des CVR. 22/II/I985 à Etoile.

MM BERNARD et FIE: Compagnie PONS. 29/II/I985. A Crest.

M MAISONNY: Compagnie ROGER. I4/I2/I985. A Valence.

M JOUBERT: Comité Insurrectionnel. I7/5/I986. A Alixan.

M MARTY: Secrétaire de préfecture. I8/5/I986. A Montmeyran.

M MICOUD: Membre du CDL. 23/6/86. A Etoile.

( Cinq cassettes de 90 minutes chacune.)

Présentation bibliographique.

Livres:

Y. DURAND et R. VIVIER : Libération des pays de la Loire.  
(Hachette-1974)

C. L. FOULON : Le pouvoir en province à la libération. ?  
(Presses de la fondation nationale des sciences politiques).

J. E. LAPASSAT : Physionomie politique de la Drôme.  
(Editions universitaires de Grenoble-1980).

G. MADJARIAN : Conflit, pouvoirs et société à la libération.  
(Union générale d'édition-1980).

P. NOVICK : L'épuration française, 1944-1949.  
• (Balland-1985-264p.)

J.P. RIOUX : La France de la quatrième république.  
(Point seuil-1980-309p.)

F. RUDE : Libération de Lyon et de sa région.  
(Hachette-1974).

G. VINCENT : Les Français, 1945-1975. Chronologie et structures  
d'une société.  
(Masson-1977).

Articles et revues:

M. BAUDOT : La Résistance française face aux problèmes de répression  
et d'épuration.

(revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale, n°81-1971-P23et47.

4 H.T.P.

Eglises et Chrétiens dans la deuxième guerre mondiale. La région Rhône-Alpes.

(Colloque de Grenoble. PUL. Lyon. 1978. 383p)

R. FRANCK et H. ROUSSO : Quarante ans après, les Français et la Libération.

(l'Histoire n° 67 p60).

H LOTTMAN : L'épuration.

(Fayard-1986-532p.)